

# programme communiste

Revue théorique  
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

## SOMMAIRE

	Page
Un siècle après .....	1
Les leçons de la polémique russo-chinoise (II) ....	7
Textes du marxisme révolutionnaire: nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière .....	28
Histoire de la gauche communiste .....	42
A propos d'une brochure sur la « naissance du parti communiste français » .....	56

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## *Nos publications*

### EN LANGUE FRANÇAISE :

— <b>Dialogue avec Staline</b> (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) .....	2,— F
— <b>Dialogue avec les morts</b> (critique du XX <sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., 159 pages) .....	4,— F
— <b>L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours</b> , ainsi que <b>Le Marxisme et la Russie</b> (148 pages) .....	4,— F
— <b>Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »</b> .....	2,— F
— <b>Programme Communiste</b> : un numéro .....	2,50 F
Abonnement annuel .....	9,— F
Abonnement de soutien .....	20,— F
— <b>Le Proletaire</b> : mensuel;	
Un numéro .....	0,40 F
Abonnement annuel .....	4,— F
Abonnement combiné avec <b>Programme Communiste</b> .....	12,— F

### EN LANGUE ITALIENNE :

— <b>Storia della sinistra comunista</b> (1 <sup>er</sup> vol., 415 pages) .....	25,— F
— <b>1917 Insegnamenti dell'ottobre</b> . Leon Trotsky .....	4,— F
— <b>Il Programma Comunista</b> : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel .....	6,— F
Un numéro .....	0,30 F
— <b>Spartaco</b> (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de <b>Programma Comunista</b> ) ;	
Un numéro .....	0,20 F
— <b>Documents ronéotypés</b> :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica .....	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito .....	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe .....	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario .....	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista .....	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista .....	en réimpression
7) Lezioni delle controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista .....	3,50 F

### EN LANGUE ALLEMANDE :

— <b>Der Faden der Zeit</b> : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— <b>Der Faden der Zeit</b> : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

### EN LANGUE HOLLANDAISE :

— <b>Documentatije Materiaal</b> .....	0,25 F
--	--------

## UN SIÈCLE APRÈS ...

Il y a exactement un siècle, le 28 septembre 1864, des prolétaires de la plupart des pays d'Europe s'unissaient pour fonder l'Association internationale des travailleurs. Seize ans plus tôt, la Ligue des Communistes, société ouvrière internationale clandestine, avait publié le Manifeste du Parti communiste, demandé à Karl Marx et Friedrich Engels, qui exposait pour la première fois les principes du socialisme scientifique. La 1<sup>re</sup> Internationale qui « avait pour but de fonder en une immense armée toute la classe ouvrière d'Europe et d'Amérique capable d'entrer dans la lutte », « ne pouvait pas partir des principes posés dans le Manifeste » (Engels). Le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses premiers pas : en Angleterre dominaient les Trade-Unions, associations purement économiques ; en France, en Belgique, en Italie, en Espagne était encore à l'honneur le socialisme conservateur ou bourgeois de Proudhon, dont le Manifeste dit qu'il voulait « les conditions de la société moderne sans les luttes et les dangers qui en découlent fatalement », « la société actuelle, mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent », « la bourgeoisie sans le prolétariat », et qu'il tenait tout entier « dans cette affirmation que les bourgeois sont des bourgeois - dans l'intérêt de la classe ouvrière » ; en Allemagne, c'était le lassallisme qui dominait, un courant qui empruntait au socialisme scientifique des bribes déformées de sa doctrine, pratiquait à la fois le culte de la personnalité de son chef et l'opportunisme politique et, par dessus tout, manifestait un respect superstitieux de l'Etat. La victoire des propositions énoncées dans le Manifeste ne pouvait dans ces conditions être que le point d'arrivée « de l'action et de la discussion communes » (Engels) et non le point de départ. « Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le Capital ne pouvaient manquer de faire sentir aux combattants l'insuffisance de toutes leurs panacées et les amener à comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière » ; en d'autres termes l'adhésion du mouvement ouvrier aux positions anticipées par la petite minorité communiste ne pouvait être que le résultat de l'expérience et de la lutte : voilà comment s'explique la participation des fondateurs du socialisme scientifique à une organisation qui groupait à la fois partis et syndicats marxistes et non marxistes, chose devenue par la suite impossible. Cette attitude était juste. « La classe ouvrière de 1874, après la dissolution de l'Internationale, était tout autre que celle de 1864 au moment de sa fondation : le proudhonisme des pays latins et le lassallisme proprement dit en Allemagne était à l'agonie, même si les Trade Unions restaient ultra-conservatrices. Dès 1887, le socialisme continental s'identifiait presque entièrement avec la théorie formulée dans le Manifeste » (Engels). Quelle était donc cette théorie et quels étaient ces principes dont Marx et Engels considéraient que la diffusion dans le mouvement ouvrier était la mesure exacte du degré de constitution du prolétariat en classe indépendante ?

\*\*\*

Un siècle après, la question peut paraître superflue, étonnante, voire sacrilège. En un siècle, cette théorie et ces principes n'ont-ils pas eu tout le temps de se

*répandre et de triompher dans le mouvement ouvrier ? Ne sont-ils pas devenus familiers à des millions d'hommes et n'est-ce pas eux qui inspirent les innombrables partis « socialistes » et « communistes » du monde ? Nous disons résolument non ! Nous affirmons résolument qu'aujourd'hui, tout « partis de masse » que se vantent d'être la plupart des partis « socialistes » et « communistes » du monde, rien n'est plus ignoré, méconnu ou bafoué que les principes du premier Manifeste communiste que Marx et Engels défendirent pendant neuf ans contre le « socialisme libertaire » de Bakounine jusqu'à ce que la lutte menée par ce courant contre le socialisme scientifique au sein de la 1<sup>re</sup> Internationale ait paralysé celle-ci au point que la seule chose à faire était de la dissoudre en attendant la reprise du mouvement sur une base marxiste et en même temps géographiquement infiniment plus large.*

*La preuve ? En 1890, Engels pouvait écrire que « l'alliance éternelle établie par la 1<sup>re</sup> Internationale entre les prolétaires de tous les pays existait encore et était plus puissants que jamais ». Pouvons-nous le dire aujourd'hui ? Non. Non seulement les déchirements, les oppositions, les conflits nationaux et même raciaux provoqués au sein de la classe ouvrière mondiale par les deux guerres impérialistes et d'innombrables guerres coloniales sont loin d'être surmontés, mais on assiste à ce spectacle curieux que les « communistes » d'aujourd'hui, divisés sur tant de choses, sont au moins unanimes à affirmer que personne parmi eux ne souhaite « la création d'une nouvelle organisation internationale centralisée ». C'est ce qui ressort du honteux épisode du « testament Togliatti » qui affirme bien haut (entre autres choses) que les « communistes » italiens « s'opposeraient à toute idée de créer une nouvelle organisation internationale centralisée » (eux qui se sont on ne peut mieux accommodés de la centralisation internationale du mouvement communiste sous la férule stalinienne) et que les « communistes » français ont bien honte de publier intégralement, mais nullement honte d'approuver précisément sur ce point crucial, afin de « rassurer » les Italiens sur l'inexistence d'un « danger » quelconque que renaisse une forme quelconque d'« Internationale centralisée ». Le prétexte sous-entendu est évidemment de bannir toute possibilité de retour des « horreurs du despotisme stalinien », mais il ne tient pas debout. La centralisation peut servir le prolétariat OU la bourgeoisie ; la révolution OU la conservation sociale, tout comme la violence ; pas plus que la violence, elle n'est par elle-même prolétarienne et révolutionnaire ou au contraire bourgeoise et conservatrice ; tout dépend du sens dans lequel elle s'exerce, des finalités qu'elle poursuit. Rejeter centralisation et violence sous le prétexte qu'elles peuvent servir l'ennemi revient à renoncer à l'avance à le combattre ; mais par ailleurs comment croire que pour la génération qui s'est déshonorée par trente ans d'adulation servile à Staline, de silence complice, de tournants militairement exécutés, le « stalinisme » soit vraiment l'ennemi ? La réalité est bien différente du prétexte : la réalité est que des « socialismes » nationaux arrivés à leur plein développement nationaliste ne peuvent pas coexister dans une « organisation internationale centralisée » pour la bonne raison qu'ils ne peuvent considérer aucun principe comme supérieur à leurs propres exigences nationales qui, par nature, sont décentralisatrices parce qu'elles sont fatalement en conflit ouvert ou latent avec celles du voisin, fût-il un « parti frère ». D'ailleurs, comment « l'organisation internationale centralisée » ne ferait-elle pas horreur aux partis d'un « mouvement » international groupant également des Etats dont les rivalités et les luttes (qui font pendant à celles des Etats qui, eux, ne se prétendent pas socialistes et sont des impérialismes non déguisés) ont forcé même jeu Togliatti à reconnaître « les tendances centrifuges » et le « nationalisme renaissant » ? Dans ces conditions, « centralisation ne peut signifier discipline à l'égard d'un programme objectivement commun, mais seulement subordination d'un Etat à un autre, et de tels ou tels partis*

nationaux à telle ou telle puissance d'Etat, chose à la longue impossible, même pour des gens unis dans une haine commune de la « révolution violente », dès lors qu'ils n'ont d'autre choix que de « devenir une force influente dans la vie nationale » ou de disparaître. « L'organisation internationale centralisée », seul le prolétariat révolutionnaire peut à la fois la souhaiter et la faire vivre, parce qu'il est la seule classe qui possède un principe centralisateur à l'échelle internationale, qui est son aspiration à la révolution et à la société sans classe. Quand il n'existe ni Internationale, ni tendance à la constituer, mais tout au contraire la phobie de l'Internationale excluant toutes les « autonomies » nationales, le prolétariat est absent comme force politique, ce qui revient à dire que les principes du premier Manifeste du Parti communiste ont été foulés aux pieds, qu'ils ont été repoussés par des « principes » étrangers et que la tâche urgente est de les restaurer. Il ne servirait à rien d'objecter que le 7 septembre « les dirigeants socialistes de quarante-neuf pays d'Europe, d'Asie et des deux Amériques représentant douze millions d'adhérents » se sont bien réunis à Bruxelles pour célébrer l'anniversaire de la fondation de la 1<sup>re</sup> Internationale. Le fait est une preuve supplémentaire de l'oubli profond dans lequel cette Internationale et ses principes sont aujourd'hui tombés. Autrement, comment un Clément Attlee, un Guy Mollet, un Gaston Defferre, un Willy Brandt, un Victor Larock, tous hommes d'Etat et administrateurs confirmés de l'Etat bourgeois d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Belgique auraient-ils eu le front de revendiquer une filiation à l'égard de l'Internationale de Marx et d'Engels, de l'Internationale qui eut l'audace de revendiquer hautement la violence révolutionnaire de la Commune, ses atteintes « sacrilèges » au sacro-saint principe du suffrage universel et de la légalité, et d'en tirer cet enseignement qui fait horreur à tous les réformistes : « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte ; elle doit la détruire ! »

\* \*

*Le Manifeste communiste, plate-forme sur laquelle Marx et Engels luttèrent au sein de la 1<sup>re</sup> Internationale, proclamait la disparition inévitable du régime bourgeois fondé sur le salariat, décrivant ainsi le cycle capitaliste :*

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production... c'est-à-dire tous les rapports sociaux... Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes ».

*Que disent aujourd'hui socialistes et communistes ? Que les crises, que les guerres sont évitables, que la » révolution constante des instruments de production » est l'arme essentielle du Progrès social, que les réformes peuvent bannir et ont déjà banni « l'insécurité perpétuelle » et que la Bombe atomique est une garantie du maintien de la paix. Quand, comme actuellement en France, on licencie des ouvriers ou on diminue leurs salaires, la faute n'en revient pas au capitalisme, mais... à De Gaulle et son régime.*

« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.

*Aujourd'hui les réactionnaires qui déplorent la disparition de la base nationale de l'industrie s'intitulent « communistes ». Dans son « testament », Togliatti déplorait « le processus de nouvelle concentration monopoliste dont le*

*Marché Commun est le lieu et l'instrument » et qui constitue la base objective de la « liquidation des libertés démocratiques », de la « création de régimes autoritaires », du fait que « toute avance de la classe ouvrière est empêchée », et de « la réduction sensible du niveau de vie ». Cela ne signifie évidemment pas qu'à un stade moins poussé de concentration internationale, le capitalisme assurait une vie idyllique à la société, mais simplement que les réactionnaires de l'espèce Togliatti redoutent les conséquences révolutionnaires de cette nouvelle concentration.*

« Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares... Sous peine de mort, elle force toutes les nations à adopter le mode bourgeois de production... à introduire chez elles la prétendue civilisation. En un mot, elle se façonne un monde à son image ».

*Mais aujourd'hui les nations hier encore « barbares » qui ont rejeté la domination impérialiste et introduit chez elles le « mode bourgeois de production » et la « prétendue civilisation » se déclarent toutes plus ou moins « socialistes », de la Chine à l'Algérie, de la Guinée à Cuba. Bien mieux, « la rencontre des partis communistes occidentaux avec les représentants démocratiques du « Tiers Monde ».. afin d'élaborer une plate-forme concrète de coopération et d'aide » souhaitée par feu Togliatti est considérée par le « mouvement ouvrier » d'aujourd'hui non point comme une politique visant l'élargissement des bases du capitalisme et sa stabilisation, mais comme le nec plus ultra d'une politique « socialiste ». Surtout, la Russie de 1964 regarde de haut la Russie « barbare » de l'époque révolutionnaire, se vante de pouvoir désormais rivaliser avec les USA pour le « perfectionnement des moyens de production », elle n'a rien fait d'autre qu' « introduire chez elle la prétendue civilisation » et se modeler à l'image du monde bourgeois !*

« La société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie infernales qu'il a évoqués. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et sa domination... Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus rigoureusement les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables, et à diminuer les moyens de les prévenir ».

*Aujourd'hui, les guerres impérialistes passent dans le « mouvement ouvrier » non pas pour une manifestation de la « révolte des forces de production contre le régime qui conditionne la domination de la bourgeoisie », mais pour l'œuvre de « groupes monopolistes réactionnaires » ; les crises « générales et formidables » sont exclues de la perspective d'avenir, l'expansion industrielle et le commerce sont vantés comme des facteurs de Progrès social et de paix... et les Chinois sont mis au ban parce qu'ils continuent à dire « que tant que le capitalisme survivra, les crises et les guerres resteront inévitables ».*

\* \*

*Les principes du Manifeste et du courant marxiste dans la 1<sup>re</sup> Internationale qui concernent la lutte du prolétariat n'ont pas reçu de meilleur traitement dans le « mouvement ouvrier » anti-internationaliste d'aujourd'hui que ceux qui concernent les caractéristiques et l'avenir du capitalisme.*

« A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital (et) sont une marchandise, un article de commerce tout comme un autre... exposés par conséquent à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché ». *Aujourd'hui, les ouvriers sont présentés comme des citoyens à part entière, intéressés à l'expansion économique et au développement de la productivité, qui est pourtant le plus court chemin pour arriver à la situation où ils ne peuvent plus vivre parce que leur travail ne permettrait plus au Capital de s'accroître (voyez Sochaux, Jeumont, la Seyne, Paris, etc.)*

« Le prix du travail, comme celui de toute autre marchandise, est égal à son coût de production. Donc plus le travail devient répugnant, plus le salaire baisse ». *Communistes et socialistes contemporains n'en déduisent pas la nécessité d'abolir le régime barbare qui fait du travail une marchandise, dont il évalue le prix selon les mêmes principes économiques que pour toute autre marchandise, comme il est fatal. Ils en déduisent la nécessité de petits instituts de « promotion du travail » où l'on apprend des travaux moins « répugnants » et payés plus cher !*

« Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers (au sens industriel !). Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'Etat bourgeois, mais encore chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bourgeois fabricant lui-même » (ajoutons : ou de l'Entreprise anonyme !) « Plus le despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant ». *Pour ne pas paraître odieux et exaspérants, les « communistes » et « socialistes » contemporains qui cachent que les ouvriers sont non point de libres citoyens, mais des « esclaves de l'Etat bourgeois » ont un moyen bien simple : ils disent que le but unique est la prospérité et la grandeur nationale, l'abondance et le Progrès social !*

Que « le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante », que cette union ait essentiellement le mérite de « centraliser les nombreuses luttes locales... en une lutte de classe » qui est nécessairement « lutte politique » ; que « de toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie le prolétariat seul est révolutionnaire » tandis que les « classes moyennes sont non pas révolutionnaires, mais conservatrices et cherchent à faire tourner en arrière la roue de l'histoire » ; que « le travail industriel, l'asservissement de l'ouvrier au capital le dépouillement de tout caractère national », que « les lois, la morale, la religion sont à ses yeux autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois » ; que « les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne, mais à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure » ; que le « prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie » ; que l'histoire de la société actuelle soit celle d'une « guerre civile plus ou moins larvée » qui la travaille jusqu'à l'heure « où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie », tout cela est dissimulé, nié, contesté de la première à la dernière ligne par des socialistes et communistes patriotes, ennemis (ô Togliatti !) de toute lutte antireligieuse qui offenserait les catholiques tout en étant des anticléricaux à éclipses, propagateurs de la morale expansionniste et productiviste, respectueux des lois de l'Etat et des bonnes constitutions, et par dessus tout ennemis de la violence !

Eux qui parlent constamment de « libertés démocratiques » menacées ; de « démocratisation de la culture », « de « respect des droits acquis », ils taisent que le Manifeste a proclamé que « Les idées bourgeoises de liberté, de culture, de

droit résultent elles-mêmes du régime bourgeois de production » que « par liberté, dans les conditions actuelles de la production bourgeoise, on entend la liberté d'acheter et de vendre », mais que « tous les grands mots sur la liberté du commerce (ô Khrouchtchev !) n'ont aucun sens lorsqu'il s'agit de l'abolition par le communisme, du trafic, du régime bourgeois de la production et de la bourgeoisie elle-même ». Ils taisent que le droit « n'est que la volonté de la classe bourgeoise érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de cette classe ! »

*Eux qui parlent (ô Togliatti !) de dialogue même avec des partis bourgeois « sur des problèmes d'intérêt commun afin d'intéresser toute l'opinion publique, ce qui exige que le débat soit mené avec des formes correctes, et non pas avec la vulgarité et la violence employées par les Albanais et les Chinois » (Testament !), ils ont depuis belle lurette renié le principe révolutionnaire cardinal des trois Internationales successives à leur époque révolutionnaire :*

« La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante...

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le Capital à la bourgeoisie...

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production ».

*Mais aujourd'hui, les « communistes » (et socialistes) rejettent loin d'eux avec horreur toute idée de « despotisme révolutionnaire », même historiquement passager, même limité à la période d'extirpation du capitalisme, à laquelle succèdera « une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous », parce que les classes antagoniques auront disparu.*

*Eux, ils sont pour « les formes correctes », « sans vulgarité », et « sans violence ». Dans son Testament, le « grand Togliatti » franchissait même l'ultime limite qui séparait les « communistes » mêmes dégénérés des socialistes traditionnels en posant carrément la grande revendication de la trahison réformiste, révisionniste et démocratique :*

*« C'est ainsi que la question se pose de la possibilité pour les classes laborieuses de conquérir des positions de pouvoir dans les cadres d'un Etat qui n'a pas changé sa nature d'Etat bourgeois et de la possibilité de lutter pour une transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature d'Etat bourgeois. Dans les pays où le mouvement communiste est aussi fort que chez nous, voilà la question fondamentale qui se pose aujourd'hui dans la lutte politique ».*

*Cent ans après la fondation de la 1<sup>re</sup> Internationale pour la victoire des principes du Manifeste on est passé dans le « mouvement ouvrier » officiel de la « suprématie politique du prolétariat » et de son despotisme révolutionnaire... à la « transformation progressive, de l'intérieur, de cette nature de l'Etat bourgeois ».*

*Cent ans après, toute la lutte est à recommencer comme à zéro pour la victoire des principes du marxisme révolutionnaire, sans laquelle il n'y aura pas de victoire de la Révolution communiste.*

*Eh bien ! camarades, recommençons !*

# LES LEÇONS DE LA POLEMIQUE RUSSO-CHINOISE (II)

Dans la première partie de cette étude destinée à tirer les leçons de la polémique russo-chinoise, nous avons montré que la rupture entre Moscou et Pékin détruit définitivement la théorie anti-marxiste de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Après avoir appelé les thèses marxistes essentielles sur la révolution russe et sur sa dégénérescence, nous avons analysé les positions maoïstes sur la nature capitaliste de la Yougoslavie en mettant en évidence que Chinois, Russes et Yougoslaves étaient également anti-marxistes. Avant de procéder à l'examen de la polémique russo chinoise à propos des révolution anti-coloniales, nous voudrions ajouter quelques observations pour compléter la première partie de cette étude.

## LA POSITION DES RUSSES SUR LA NATURE DE LA REVOLUTION CHINOISE AVANT 1956.

Nous concluons la première partie de cette étude en rappelant que « Staline n'a jamais reconnu que la révolution maoïste ait atteint l'étape socialiste » et que « pour Staline... la Chine a vaincu l'impérialisme et s'emploie à lutter contre le "féodalisme" ». La position idéologique des staliniens à l'égard de la victoire du maoïsme en Chine, de 1949 à 1956, mériterait une analyse approfondie. Nous nous limiterons ici à prouver à l'aide de quelques citations l'exactitude de ce que nous affirmons.

Dans le compte-rendu de la réception donné en l'honneur du soixante-dixième anniversaire de Staline (décembre 1949) et à laquelle Mao Tsé-toung assistait, la *Pravda* distinguait subtilement entre « les démocraties populaires engagées dans la lutte pour l'édification du socialisme » et la Chine qui avait seulement brisé « le joug de l'oppression coloniale ». En 1951, les *Izvestia* critiquèrent durement l'opinion selon laquelle la révolution chinoise aurait dépassé les limites d'une révolution démocratique-bourgeoise et « anti-féodale » et comporterait des éléments socialistes. Dans un débat organisé par l'Académie des Sciences Soviétiques en novembre 1951, Zukov déclara que la Chine serait encore absorbée pendant « longtemps » par l'élimination des « vestiges du féodalisme », et nia que l'on puisse « proposer la Chine comme modèle aux révolutions nationales, populaires et démocratiques de l'Asie ». V. Avarnic, dans un article de février 1950 de *Voprosy Ekonomiki*, assignait à la révolution chinoise la tâche de « créer les conditions préliminaires qui lui permettraient un jour de s'engager dans la construction des bases de l'économie socialiste ».

La théorie menchevique de la « révolution par étapes » qui avait servi au maoïsme pour bannir la double révolution en Chine se révélait donc comme une arme à double tranchant. Staline et ses successeurs l'utilisaient en effet pour interdire à la Chine d'« atteindre l'étape socialiste », c'est-à-dire d'industrialiser la Chine de façon capitaliste.

## LES COMMUNES POPULAIRES ET LE PLAN SEPTENNAL (1958-1961)

L'histoire retiendra probablement de la période 1958-61 que l'humanité — en Europe surtout — y atteint le sommet de la créténisation collective de ce second après-guerre. Mais qui jette un coup d'œil rétrospectif sur les vingt années qui nous séparent de la fin de la seconde guerre mondiale, peut y distinguer deux autres sommets de la folie collective qui a accompagné la destruction pratique de toute énergie révolutionnaire de la classe ouvrière. Le premier entre 1944 et 1947, durant la période classique de l'« unité anti-fasciste » ; des millions d'hommes ont cru alors qu'après la mort violente des « criminels de guerre » Hitler et Mussolini, les Quatres Grands inaugurerait l'ère de la « paix, de la démocratie et du socialisme ». Le second entre 1949 et 1953 ; durant ces années-là, des millions d'hommes ont cru à l'imminence d'une guerre entre le « camp socialiste » et le « camp impérialiste » (1). Mais entre 1958 et 1961 — de la naissance des Communes populaires au lancement des plans septennal, de 15 ans et de 20 ans — ces « sommets de la folie » seront largement dépassés. Aujourd'hui seulement, alors que la rupture entre la Russie et la Chine sonne le Glas de la contre-révolution stalinienne et que s'approche l'heure de vérité et des comptes à rendre pour le stalinisme, alors qu'apparaissent à l'horizon les premiers signes menaçants de la crise économique et de la guerre impérialiste d'où jaillira la révolution prolétarienne, aujourd'hui seulement on peut mesurer le sommet d'imposture et d'infamie qu'atteignit l'opportunisme entre 1958 et 1961.

En 1958, non seulement toutes les causes réelles et objectives qui allaient entraîner la rupture russo-chinoise existaient déjà, mais elles étaient parfaitement connues et discutées dans le cercle restreint de la *diplomatie secrète* des Etats orientaux et occidentaux (2). Toutefois, rien ne filtrait à l'extérieur, dans les discours des premiers ministres ou dans les colonnes

---

(1) Il est opportun de rappeler que cette conviction s'empara également des groupes d'opposition au stalinisme (barbariste et trotskyste) au moment de la guerre de Corée. Seul le Parti Communiste Internationaliste résista alors à la vague de folie collective et nia l'imminence d'une troisième guerre mondiale. Il est également opportun d'observer qu'aujourd'hui les « trotskystes » sont devenus d'excellents pacifistes khrouchtcheviens, tandis que les barbaristes, pour ne pas risquer d'être à nouveau démentis par la réalité, refusent scrupuleusement de faire des prévisions et, en bons existentialistes, s'occupent seulement du présent (en dialoguant avec les sociaux-démocrates qui ont récemment publié en Italie un de leurs articles dans *Corrispondenza Socialista*. Ce qui ne les empêche pas de ricaner sur les « prophéties marxistes »...

(2) Il ne se passe pas un jour sans que soit révélé au grand jour tel ou tel point connu depuis longtemps par la *diplomatie secrète*. En juillet 1963, alors que venait d'être signé à Moscou l'accord qui sanctionnait le monopole atomique russo-américain.

des quotidiens : apparemment Khrouchtchev et Mao poursuivaient alors la plus tendre idylle de toute l'histoire des rapports entre la Chine et la Russie.

Que l'on pense à la « folle » atmosphère de ces années ! Du haut de la tribune du XX<sup>e</sup> Congrès, Khrouchtchev lançait la « coexistence pacifique » et ses révélations sur le « culte de la personnalité » et les « crimes de Staline ». Quant à la Chine, ayant prêché les Cinq Principes de la coexistence pacifique aux Conférences de Colombo et Bandoung en 1954 et 1955 et proclamé à Varsovie en 1957, par la bouche de Mao, la doctrine des « Cent Fleurs », elle apparaissait à tous comme plus khrouchtchevienne que Khrouchtchev en personne. En novembre 1957, tandis que se tenait à Moscou la Conférence des partis communistes, le premier spoutnik était lancé, en même temps de la phrase historique (alors !) de Mao : « Le vent de l'est est plus fort que le vent de l'ouest ». Au cours de l'été 1958, la rencontre « historique » entre Khrouchtchev et Mao Tsé-toung se terminait le 3 août par un communiqué dans lequel après avoir noté l'« atmosphère d'exceptionnelle cordialité » et la « pleine identité de vues », on disait : « La politique de paix de l'U.R.S.S. et de la République populaire de Chine bénéficie toujours plus de l'appui et des sympathies des peuples de tous les pays. L'Inde (souligné par nous, N. de R.), l'Indonésie, la R.A.U. et les autres Etats et peuples de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Europe assument un rôle dans la consolidation de la paix. Les forces de paix connaissent partout un développement sans précédent ». Cette douce idylle de la paix, des sourires et des « cent fleurs de lotus » universels qui se résumait dans cette phrase alors à la mode dans les milieux opportunistes : « les Chinois sont bons, et

---

les Chinois révélèrent que Khrouchtchev leur avait promis la bombe atomique en 1957. Lorsque les Russes accusèrent les maoïstes d'avoir révélé des « secrets militaires à l'impérialisme », ils retournèrent facilement l'accusation en affirmant que les « impérialistes » connaissaient depuis longtemps, puisque Khrouchtchev le leur avait révélé, le désir des Chinois de voir l'U.R.S.S. leur fournir la bombe atomique. En septembre 1963, on apprit les incidents de frontière survenus dans le Sinkiang et l'Extrême-Orient. En février 1964, on connut la substance réelle, les modalités et les prix pratiqués dans le commerce sino-soviétique. La plus récente révélation a été faite par la *Pravda* le 2 septembre 1964 ; elle concerne la question de la Mongolie Extérieure : « Dans le but d'annexer la Mongolie Extérieure — écrit la *Pravda* dans un éditorial de cinq mille mots — les dirigeants chinois veulent en faire une province chinoise. Ce fut là un des arguments avancés par les dirigeants chinois lors des conversations qui eurent lieu lors de la visite de Khrouchtchev à Pékin en 1954... Refusant d'examiner cet argument, Khrouchtchev dit aux dirigeants chinois que le destin de la Mongolie ne pouvait être décidé à Moscou ou à Pékin, mais à Oulan Bator. » Tout ceci n'a pas empêché Mao d'écrire ce qui suit : « Le camarade Mao Tsé-toung a dit : « Notre politique doit être connue non seulement des chefs et des cadres du parti, mais également de larges masses populaires... Une fois que les masses sauront la vérité... elles pourront agir comme un seul homme. » (Cité par Hsiao Shu et par Yang Fu, dans l'article « Dans la révolution, la politique du parti est la garantie de la victoire », paru dans *Hang Chi*, 1960, n° 22. — Cf. également *Pékin Review*, 1960, n° 52).

Le jour n'est pas tellement lointain, soyez-en certain messieurs les idéologues de Moscou et de Pékin, où « les masses sauront la vérité » que vous leur avez cachée pendant longtemps, et que les contradictions de l'impérialisme et la raison d'Etat vous obligent aujourd'hui à révéler partiellement. Le jour n'est pas si lointain où le prolétariat international exhumera les archives de la diplomatie secrète à Moscou, à Pékin, à Londres, à Washington et à Paris !

les Russes sont en train de le devenir », fut couronnée par le lancement des Communes populaires et du Plan septennal. Après avoir prêché la paix universelle, Khrouchtchev et Mao promirent alors aux 700 millions de Chinois, aux 200 millions de Russes et au prolétariat international « le communisme en une génération, le communisme à portée de la main ».

La résolution du 10 décembre 1958 du comité central du P.C.C. proclamait : « ...les Communes... accéléreront l'avènement de la construction socialiste et constitueront la meilleure forme pour réaliser les deux transformations essentielles dans notre pays : 1) la transformation de la propriété collective en propriété de tout le peuple dans les campagnes ; 2) la transformation de la société socialiste en société communiste ». Pour ce qui concerne la première transformation, la résolution adoptée par le Politbureau du P.C.C. le 2 août 1958 expliquait que : « il est préférable actuellement de maintenir la propriété collective afin d'éviter des complications inutiles au cours de la transformation de la propriété. En fait, la propriété collective dans les communes populaires contient déjà certains éléments caractéristiques de la propriété de tout le peuple ». Ces « éléments caractéristiques de la propriété de tout le peuple » étaient ainsi énumérés dans la résolution du 10 décembre déjà citée : « ...les communes populaires rurales et les organisations fondamentales de l'Etat ont été fusionnées ; les banques, les magasins et autres entreprises appartenant au peuple, qui existaient déjà auparavant dans les campagnes, ont été confiés à l'administration des communes ; les communes ont participé à la construction de certaines entreprises, industrielles ou autres, qui appartiennent à tout le peuple de par leur nature, etc. etc... ».

Faisons quelques observations. D'abord, la formule « propriété de tout le peuple » est absolument anti-marxiste et anti-léniniste, tout comme cette autre qui l'accompagne souvent : « propriété de la Nation » (3). Il s'agit d'une expression fondamentale du révisionnisme stalinien, et nous l'avons déjà rencontrée sous la plume des maoïstes lors de leur polémique anti-yougoslave. Ensuite, la Communes rompt avec le centralisme défendu par Engels et Lénine et que les Chinois invoquaient faussement contre les Yougoslaves, tout autant, sinon plus, que l'institution des conseils de gestion des entreprises dans la Yougoslavie de Tito. En un sens, et pour s'en tenir à la lettre de la résolution du comité central du P.C.C., les Communes populaires se voient attribuer des fonctions équivalentes à celles des « Conseils économiques régionaux » (Sovnarkhoz) institués en Russie par la réforme khrouchtchevienne du 10 mai 1957. Le raisonnement qu'utilisent les maoïstes pour découvrir « les éléments de la propriété de tout le peuple » contenus dans les Communes est la quintessence de la sophistique : puisque les Communes font ce que devrait faire l'Etat (dépositaire de la « propriété de tout le peuple »), puisque « les banques, les magasins et autres entreprises appartenant au peuple » (c'est-à-dire à l'Etat) sont confiés aux Communes, puisque « la construction de certaines entreprises, industrielles ou autres, qui

---

(3) Voir à ce propos *Dialogue avec Staline*, numéro spécial de *Programme Communiste*, juillet-septembre 1959, en particulier le chapitre « Société et patrie », pp. 16-18.

appartiennent à tout le peuple de par leur nature » est entreprise par les Communes et non par l'Etat, *donc*, concluent les maoïstes, « la propriété collective » des Communes s'élève au niveau de la « propriété de tout le peuple » (propriété d'Etat). Socrate, dans la comédie d'Aristophane, démontrait de la même manière que « si le noir est blanc, le blanc est noir ». Les maoïstes supposent de toute évidence que les lecteurs des déclarations du Comité Central du P.C.C. ignorent les règles élémentaires de la logique formelle et ils s'attendent sans doute à ce que l'on prenne pour bonne dialectique leurs misérables sophismes. Mais aucune invocation à la dialectique ne réussira jamais à prouver que si les capitaux et les usines qui sont propriété de l'Etat deviennent propriété des Communes, ce sont les Communes qui s'élèveront au niveau de l'Etat, et non au contraire l'Etat qui s'abaissera au niveau des Communes...

Enfin, « la propriété de tout le peuple », cette formule démagogique et vulgaire que les chinois ont apprise par cœur dans les manuels stalinien, ne représente ni le socialisme, ni le communisme, mais bien *le capitalisme d'Etat intégral dans l'industrie et dans l'agriculture*. Staline avait distingué (4) deux formes de la propriété socialiste : la propriété coopérative (que les Chinois appellent « collective ») et la « propriété de tout le peuple ». Selon Staline, la « propriété coopérative » kolkhozienne contenait un important « élément » de « propriété de tout le peuple » : les *Stations de Machines et Tracteurs* grâce auxquelles l'Etat dominait (ou croyait dominer) les kolkhozes. Il résulte donc de tout cela que Staline était moins sophiste que les Chinois, et que les kolkhozes russes étaient un million de fois plus proches de la « propriété de tout le peuple » (c'est-à-dire du capitalisme d'Etat) que ne le sont les éphémères Communes populaires chinoises. Notre conclusion, ce n'est pas sans plaisir que nous la jetons au visage des soi-disant marxistes-léninistes et même des soi-disant « stalinistes » de Pékin : les idéologues chinois n'ont pas seulement renié Marx, Engels et Lénine en matière de centralisation de l'économie, mais ils ont même renié Staline dont ils continuent pourtant à adorer stupidement les icônes : leur prétendue opposition à Tito et Khrouchtchev sur la question de la décentralisation de l'économie n'est qu'un mensonge de plus (5).

Revenons maintenant aux deux déclarations du Politbureau et du Comité Central du P.C.C. citées plus haut. Les maoïstes ne reculent pas devant des affirmations de ce calibre : « Elles (les Communes, N. de R.) se trans-

---

(4) Dans *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, 1<sup>er</sup> février 1952. Voir la critique de ce « testament économique » de Staline, trahi par les khrouchtcheviens et les maoïstes comme nous l'avons montré, dans notre brochure déjà citée : *Dialogue avec Staline*.

(5) Analyser l'économie chinoise, les Communes populaires en particulier, sortirait des limites de cette étude. Nous avons déjà traité cet aspect de la « question chinoise » dans notre organe en langue italienne, *Programma Comunista* (N° 3, 1<sup>er</sup> février 1964, et N° 4, 15 février 1964) dans un article intitulé : « Forces productives et rapports de production dans l'agriculture chinoise ». Il sera développé par ailleurs dans *Programme Communiste* dans l'étude en cours de publication sur « Le mouvement social en Chine ». Nous nous limitons donc à quelques observations. La prétention des maoïstes

formeront en unités sociales fondamentales de la société communiste » (Déclaration du Politbureau) ; « On peut également prévoir que dans la future société communiste la Commune populaire demeurera l'unité fondamentale de la structure sociale » (déclaration du Comité Central). Après ce que nous avons dit des « éléments de la propriété de tout le peuple » contenus dans la Commune populaire, nous croyons superflu d'insister sur ces aberrations anti-marxistes. Observons toutefois qu'il est tout à fait naturel que les maoïstes, ayant découvert dans la Commune « l'unité sociale fondamentale » de la société communiste, ne soufflent mot de la disparition de la production marchande alors que Staline, lui, en parlait encore tout en soutenant contre Marx, Engels et Lénine la possibilité d'une économie socialiste à production marchande.

Pour les maoïstes, les Communes sont donc le siège d'une double transformation : la transformation de la « propriété collective » en « propriété de tout le peuple » ; le passage du socialisme au communisme. Il s'agit maintenant de considérer le délai nécessaire à ces transformations. Dans la résolution du Politbureau du P.C.C. (29 août 1958) on affirmait : « Le passage de la propriété collective à la propriété de tout le peuple constitue un processus dont la réalisation réclamera un délai plus bref en certains endroits — trois ou quatre ans — et plus long en d'autres — cinq ou six ans et même plus ». Depuis août 1958, « cinq ou six ans » ont passé, « et même plus ». Pendant cette période, « le passage de la propriété collective à la propriété de tout le peuple » ne s'est pas produit en Chine, mais en contre partie les Communes populaires, elles, ont disparu et le « grand bond en avant » a donné lieu au « réajustement de l'économie » et à la « construction du socialisme dans un seul pays en comptant sur ses propres forces ». C'est la faute aux « révisionnistes modernes » !!

---

en 1958 de réaliser, au moyen des Communes, le passage de la « propriété collective » à la « propriété de tout le peuple » apparaît encore plus absurde si l'on tient compte de ce fait aussi simple qu'irréfutable : *la propriété collective (coopérative) ne s'est pas encore répandue en Chine*. En d'autres termes, la Chine n'a pas encore réussi à créer ses kolkhozes. Or, si les maoïstes avaient voulu rester fidèles à l'enseignement de Staline, ils auraient dû se donner pour première tâche de généraliser la forme kolkhozienne dans l'agriculture chinoise. En réalité l'expérience des Communes a fait faillite dans sa tentative de concentrer l'agriculture chinoise en coopératives, et les « équipes de secours mutuel » entre paysans petits-proprétaires font leur réapparition en Chine. Encore une fois, donc, Russes et Chinois ont trahi l'enseignement de Staline ». Tandis que Khrouchtchev a vendu les S.M.T. aux kolkhozes et que les kolkhozes russes se désintègrent, les Communes chinoises n'ont même pas réussi à généraliser la « propriété coopérative » dans l'agriculture. Quant au « passage de la propriété coopérative à la propriété de tout le peuple », tandis que les Russes se désintéressent désormais complètement de la question, il est évident qu'il est encore plus impossible en Chine où la terre n'est même pas juridiquement nationalisée. Il est intéressant de rappeler par ailleurs que, dans *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, le « génie » de Staline n'avait réussi à trouver aucune solution pour faciliter le « passage à la propriété de tout le peuple ». Le « petit père » a donc emporté son secret dans la tombe. En tout cas, maintenant que même la momie du grand Chef a été brûlée par Khrouchtchev, ce ne seront certes pas les immenses icônes de Joseph Vissarionovitch Staline tendues sur la façade du palais impérial de Pékin qui révéleront à Mao Tsé-toung la mystérieuse recette du « passage de la propriété coopérative à la propriété de tout le peuple ».

Mais quel est, selon les Chinois, le délai nécessaire pour passer du socialisme au communisme ? Dans la déclaration du Comité Central (10 décembre 1958) on affirme : « La réalisation du processus complet *réclamera de dix à vingt ans ou plus, à partir de maintenant* » (souligné par nous). Quinze ans à partir de 1958 nous amènent à 1973, vingt ans à 1978, Mao et Khrouchtchev ont donc promis le communisme aux Russes et aux Chinois pour la même date puisque Khrouchtchev a parlé d'atteindre le communisme en Russie en 1980. Ayant fait de semblables prévisions, les maoïstes peuvent affirmer tranquillement qu'il « apparaît ainsi que la réalisation du communisme en Chine ne se produira pas dans un futur lointain ». Il apparaît ainsi ! Devant cette « apparition », nous ne pouvons que répéter : « Si le blanc est noir, le noir est blanc ».

Les maoïstes avaient à peine fini de lancer, comme un coq son cocorico, leur « Il apparaît ainsi », que Nikita leur répondait de Moscou : « Le peuple soviétique, après avoir construit la société socialiste, est rentré dans une nouvelle phase de développement historique, au cours de laquelle le socialisme se transforme en communisme (Rapport au XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. — 27 janvier 1959).

En août 1958 Pékin lançait donc les Communes populaires, tandis qu'en janvier 1959 Moscou lançait le plan septennal. L'opinion publique abasourdie apprenait donc qu'« il apparaît ainsi » que la Chine et la Russie « auront construit le communisme en 1980 ». La véracité de cette « apparition » (*et l'ange apparut à Marie...*) était absolument prouvée par le fait que Mao reconnaissait la sincérité de Khrouchtchev : « La session plénière a exprimé sa satisfaction pour le programme septennal de développement de l'économie de l'Union Soviétique, qu'elle considère comme un plan ayant une grande signification historique pour l'édification communiste » (Déclaration du Comité Central du P.C.C. du 17 décembre 1958) (6), tandis que de son côté, Khrouchtchev reconnaissait la sincérité de Mao : « Le P.C.C. utilise de nombreuses formes originales d'édification du socialisme, mais nous n'avons pas de désaccords avec lui ni ne pouvons en avoir ».

Khrouchtchev et Mao sont donc arrivés de concert à l'aberration anti-marxiste suprême : non plus seulement la « construction du socialisme dans un seul pays », mais « la construction du communisme dans un seul pays ». Ils ont annoncé le communisme pour 1980 comme Kennedy promettait « la paix pour vingt ans », la paix jusqu'en 1980. Les six années qui se sont écoulées depuis ont suffi pour que l'U.R.S.S. et la Chine s'accusent réciproquement d'« impérialisme » et de « nazisme ». Mais les quatorze ans qui doivent encore s'écouler suffiront pour que surgisse une nouvelle Internationale Communiste : en 1980 le communisme révolutionnaire ne se contentera pas de dénoncer les mensonges impudents des « constructeurs de communisme en un seul pays », mais il les leur fera rentrer dans la gorge par le fer et par le feu de la révolution prolétarienne mondiale.

---

(6) Pour l'analyse des prévisions chiffrées des plans septennal, de quinze ans et de vingt ans et pour la réfutation des prétentions khrouchtcheviennes de rattraper et même de dépasser la production par habitant des Etats-Unis, voir notre brochure *L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours*.

## LA YOUGOSLAVIE DE 1957 A SEPTEMBRE 1963

Après la « Déclaration de la première Conférence de Moscou » du 21 novembre 1957, qui, malgré de laborieuses tractations, ne fut pas signée par les Yougoslaves (ils signèrent par contre le Manifeste lancé par la même Conférence), le Congrès du P.C.C. prit, le 23 mai 1958, une résolution dans laquelle le maoïsme définissait sa position sur la question yougoslave. En ce qui concerne l'expulsion de la Yougoslavie du Kominform, la résolution s'exprimait ainsi : « Le VIII<sup>e</sup> Congrès national du P.C.C., dans sa seconde session, considère comme fondamentalement justes et nécessaires les critiques faites en 1948 par l'Office d'Information des partis communistes et des travailleurs... bien qu'il y eût des défauts et des erreurs dans la manière dont le problème fut abordé alors... La seconde délibération concernant le parti communiste yougoslave prise par l'Office d'Information des Partis communistes et des travailleurs en 1949, toutefois, était erronée et fut retirée plus tard par les partis communistes qui prirent part à la réunion de l'Office d'Information ».

Comme on sait, le Kominform fut créé en 1947 et les partis des pays suivants en faisaient partie : U.R.S.S., Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, France, Italie, Yougoslavie. Le P.C.C. ne fut jamais admis au Kominform, de même que la Chine ne réussit jamais à faire partie du Pacte de Varsovie et du Comecon. Les deux déclarations lancées en 1948 et 1949 par l'Office d'Information pour condamner la Yougoslavie que rappelle la résolution du P.C.C. ne pouvaient donc être signées par les Chinois à l'époque où elles furent publiées. Participer à la Conférence de Moscou en 1957, représentait donc pour le P.C.C. un bon pas en avant par rapport à la situation d'infériorité dans laquelle la Chine se trouvait à l'époque stalinienne. Le désir de mettre en avant cette importance et ce prestige accru apparaît lorsque les maoïstes parlent des « défauts et des erreurs » commises par le Kominform et rejettent la délibération stalinienne de 1949 (7).

Dans cette résolution, les Chinois expriment en outre un jugement positif sur les tentatives de rapprochement avec la Yougoslavie accomplies par Khrouchtchev entre 1954 et 1957 et revendiquent même à mots couverts pour eux-mêmes la priorité dans cette initiative : « Depuis 1954, le C.C. du P.C.U.S., guidé par le camarade N.S. Khrouchtchev, a entrepris d'améliorer les rapports avec la Yougoslavie et a adopté à cette fin des mesures particulières. *Cela était tout à fait juste et nécessaire... Nous avons également*

---

(7) On peut trouver la preuve de ce que nous affirmons dans les observations suivantes. La « Déclaration » de la première Conférence de Moscou fut signée des douze partis « communistes » au pouvoir, et non par les quatre-vingt un partis comme la Déclaration de Moscou du 5 décembre 1960. Le préambule de la Déclaration du 21 novembre 1957 énumère les partis qui ont pris part aux travaux dans un ordre rigoureusement alphabétique. C'était là un beau succès pour la Chine après les duretés de l'époque stalinienne et l'exclusion du Kominform. Il faut également noter qu'une délégation officielle d'observateurs chinois participa dans les premiers mois de 1959 à une réunion du Pacte de Varsovie au terme de laquelle, le 28 avril 1959, un communiqué commun fut publié. Le même fait se répéta en 1960, et à cette occasion l'observateur chinois Kang Sheng prononça le 4 février 1960 un discours public.

*entrepris des démarches identiques à celles de l'U.R.S.S. et nous avons établi des rapports entre la Chine et la Yougoslavie et entre partis chinois et yougoslave (c'est nous qui soulignons, N. de R.) ».*

Aucune « restauration pacifique » du capitalisme ne s'est donc produite en Yougoslavie entre 1949 et 1957, selon les Chinois eux-mêmes ; mieux même, les efforts accomplis par Khrouchtchev entre 1954 et 1957 pour « améliorer les rapports avec la Yougoslavie » étaient « tout à fait justes et nécessaires » du moment que la Chine entreprenait également « des démarches identiques ». Si Staline de son côté définissait la Yougoslavie entre 1949 et 1953 comme un pays « nazi », c'était là bien évidemment une simple opinion personnelle de Staline, de ce Staline dont le plus grand tort était du reste de ne pas admettre la Chine dans le Kominform, le Pacte de Varsovie et le Comecon. Et après tout cela, où les Chinois trouvent-ils l'audace de se présenter comme des « stalinistes » (pour ne rien dire de leur « orthodoxie marxiste-léniniste » qui ne peut séduire que les imbéciles, ou plutôt ceux que l'on paye pour qu'ils se laissent séduire) ; où trouvent-ils l'audace de critiquer Khrouchtchev lorsque, suivant le conseil donné par Mao en mai 1958 (« Cela était tout à fait juste et nécessaire »), il continue à « améliorer les rapports avec la Yougoslavie » ? Il y a là un mystère qui ne peut s'expliquer que par les intrigues de la *diplomatie secrète* et des intérêts de l'Etat russe et de l'Etat chinois.

En ce qui concernent les accusations lancée par les Yougoslaves contre l'U.R.S.S., les Chinois s'exprimaient ainsi dans la Résolution du 23 mai 1958 : « D'autre part, le programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie définit la propriété de tout le peuple, c'est-à-dire la propriété de l'Etat, comme « capitalisme d'Etat » ; les communistes yougoslaves admettent que c'est précisément l'institution de ce « capitalisme d'Etat » qui produit directement la « bureaucratie » et les « déformations bureaucratiques de l'Etat ». Nos lecteurs auront vu dans la première partie de cette étude notre analyse des arguments par lesquels les maoïstes soutiennent aujourd'hui l'existence du capitalisme en Yougoslavie. Une constatation s'impose : les arguments des maoïstes sur le « capitalisme d'Etat » et sur la « bureaucratie » dans la Yougoslavie de 1963, et les arguments qu'utilisaient les titistes contre l'U.R.S.S. en 1957, se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Dans la première partie de cette étude nous avons déjà clarifié la signification marxiste de l'expression « capitalisme d'Etat ». Cette expression est impropre et potentiellement anti-marxiste dans la mesure où elle postule, d'une part l'existence d'une phase capitaliste *qualitativement* différente des phases précédentes, le « capitalisme d'Etat » précisément, d'autre part l'assujettissement du capital (de l'économie, de la société civile) à l'Etat (au pouvoir politique). Nous avons montré qu'au contraire, le rapport capitaliste essentiel, le rapport entre capital et travail salarié, demeurait dans le modèle fictif et statique du « capitalisme d'Etat » (qui n'existe nulle part, ni en Russie, ni aux Etats-Unis, ni à plus forte raison en Chine). Par ailleurs, et cela vaut contre toutes les idéologies du « *totalitarisme* », nous avons affirmé cette thèse marxiste bien claire : *le capitalisme d'Etat représente un progrès de l'assujettissement de l'Etat au capital et non inversement du capital à l'Etat*. Les innombrables

idéologues du « totalitarisme » ont-ils jamais lu ce passage de Marx : « On peut même établir en règle générale, que moins l'autorité préside à la division du travail dans l'intérieur de la société, plus la division du travail se développe dans l'intérieur de l'atelier, et plus elle y est soumise à l'autorité d'un seul. Ainsi, l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en *raison inverse* l'une de l'autre » (K. Marx — *Misère de la philosophie* — Ed. Soc., p. 143). Les innombrables idéologues du « totalitarisme » ont dénoncé, c'est vrai, le stakhanovisme de l'époque stalinienne, mais ils n'ont pas compris que le *despotisme de fabrique* n'est que l'envers de *l'anarchie dans la société* : en conséquence ils ont cru, comme c'était leur intérêt, à la planification russe qui s'écroule aujourd'hui comme un château de cartes (8) ; ils ont vu dans le *despotisme de fabrique* la conséquence du *totalitarisme* de l'Etat de Staline et ils ont lancé contre lui la revendication de la *liberté* ; ainsi ont-ils complètement abandonné la théorie marxiste et se sont-ils retrouvés en compagnie des idéologues américains et aujourd'hui, pourquoi pas, khrouchtcheviens (9).

(8) Les économistes russes ont récemment reconnu que la « planification centralisée » stalinienne créait une « anarchie » et un gaspillage social identiques, sinon supérieurs, à ceux qu'entraîne la « concurrence capitaliste ». Lorsque, il y a plus de dix ans, nous soutenions et démontrions la même chose, tout le monde ricanait, des barbaristes aux trotskystes en passant par les stalinien. Il y a dix ans, c'était un dogme révélé pour tous, amis ou soi-disant adversaires de la Russie stalinienne, que l'économie « soviétique » était supérieure à l'économie occidentale. Mais voici ce qu'écrivit aujourd'hui V. Nemchinov, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., dans un essai intitulé « Direction économique socialiste et planification de la production » paru dans le *Kommunist*, n° 5, mars 1964 : « Le système de la planification basée sur le bilan intérieur des entreprises opposera un « filtre » solide aux lourdeurs de l'anarchique esprit discrétionnaire dans les diverses instances de la direction économique socialiste. On peut affirmer que l'anarchique esprit discrétionnaire, si on lui permet de se développer librement, conduira, même dans notre système, à des conséquences aussi nuisibles que la concurrence anarchique dans le système capitaliste. »

Et après avoir reconnu les « conséquences nuisibles » de « l'anarchique esprit discrétionnaire », les khrouchtcheviens croient y porter remède, les pauvres, en décentralisant l'économie !

(9) Les barbaristes en sont un exemple probant, eux qui, répétons-le encore, ont eu récemment l'insigne honneur de voir un de leur document reproduit par *Corrispondenza Socialista*, revue de la droite social-démocrate en Italie. Mais l'exemple le plus fracassant d'élucubrations sur le « capitalisme d'Etat » nous est certainement fourni par l'aussi pétulante qu'ignorante Mme Raya Dunayeskaya qui se considère elle-même, et nous lui abandonnons volontiers un tel honneur, comme la « théoricienne du capitalisme d'Etat ». Cette dame a donc écrit récemment un livre au titre évocateur : « Marxisme et Liberté », publié en Italie par la maison d'édition pro-américaine « La Nouvelle Italie ». Dans son livre, « la théoricienne du capitalisme d'Etat » part de la révolution française et termine sur la « révolution hongroise » ; survolant ainsi deux siècles d'histoire, elle réussit ce tour de force de ne pas dire un mot ni de la Première Internationale, ni de l'Internationale Communiste. Pourtant, si elle s'était occupée de la Première Internationale, peut-être aurait-elle découvert la rupture de Marx et Engels avec les libertaires et se serait-elle ainsi aperçue que le plus grand théoricien du capitalisme d'Etat (après elle, naturellement) fut bien Michel Bakounine. Et si elle s'était occupée de la III<sup>e</sup> Internationale, Mme Raya Dunayeskaya aurait peut-être découvert également ce que Lénine pensait des « extrémistes » de son acabit. Signalons par ailleurs qu'à la fin de son livre, Mme Raya Dunayeskaya consacre aux événements hongrois de 1956 des pages qui pourraient parfaitement être lues au micro de la « Voix de l'Amérique ».

Les pseudo-théories du « capitalisme d'Etat » et du « totalitarisme mondial » sont sorties du cerveau des chefs dégénérés de la social-démocratie allemande, Karl Kautsky et Rudolf Hilferding, dans l'entre-deux guerres. Les Yougoslaves les ont reprises dans le second après-guerre (10). Or voici que

(10) Nous parlerons un peu plus loin des théories « séniles » de Karl Kautsky sur le « mode de production asiatique ». Pour l'instant, considérons Rudolf Hilferding. L'auteur du *Capital financier* écrit en mai 1940 dans le *Courrier Socialiste*, revue anti-soviétique en langue russe, un bref article intitulé : « Le capitalisme d'Etat ou l'économie de l'Etat totalitaire » (cet article parut également en anglais dans la *Modern Review*). Nous pensons que malgré sa brièveté (8 pages d'un petit format) cet écrit d'Hilferding rassemble et synthétise tous les arguments de l'interminable et inutile littérature sur le « capitalisme d'Etat » et la « bureaucratie », et montre que la conséquence logique de ces théories est unique : l'abandon du marxisme. Nous rapportons d'abord quelques citations, à titre d'exemple :

1) *Concept du capitalisme d'Etat* : « Le concept de « capitalisme d'Etat » résiste difficilement à une analyse économique sérieuse. Lorsque l'Etat devient le seul propriétaire de tous les moyens de production, le fonctionnement d'une économie capitaliste est rendu impossible par la destruction du mécanisme qui fait circuler la lymphe vitale dans ce système ; » « Formellement, les prix et les salaires existent encore, mais leur fonction n'est plus la même... Les prix sont devenus autant de symboles de distribution et ne contiennent plus un facteur de régulation de l'économie... La « flamme stimulante de la concurrence » et la course avide au profit, qui constituent les stimulants fondamentaux de la production capitaliste, sont morts ».

2) *Accumulation* : « Dans une économie de consommateurs, dans une économie organisée par l'Etat, il n'y a pas accumulation de valeurs, mais de marchandises consommables : produits dont le pouvoir central a besoin pour les nécessités de la consommation ; » « ... Le fait de l'accumulation lui-même ne constitue pas une preuve de la nature capitaliste de l'économie ».

3) *Bureaucratie ou Etat totalitaire ?* Polémiquant contre R.L. Worrall qui avait soutenu la théorie du « capitalisme d'Etat » dans la revue *Left*, Hilferding écrit : « Worrall fait une merveilleuse découverte : la bureaucratie soviétique, dans sa structure... diffère « fondamentalement » de toute autre bourgeoisie, mais sa fonction demeure la même : l'accumulation du capital ». « Ce n'est pas la bureaucratie qui domine, mais ceux qui commandent la bureaucratie russe ». « Par sa structure et ses fonctions elle est seulement un instrument dans les mains des vrais maîtres de l'Etat ».

Rudolf Hilferding avait été marxiste. Cela lui donnait une indubitable supériorité sur les idéologues à la petite semaine du « capitalisme d'Etat » où règne la « Bureaucratie » fondamentalement différente de toute autre bourgeoisie. En tant qu'ex-marxiste, Hilferding comprenait que pour admettre une thèse semblable, il fallait tout simplement mettre le marxisme sens dessus dessous, l'économie étant modelée par l'Etat au lieu que celui-ci soit une superstructure du mode de production. On ne doit pas parler de « capitalisme d'Etat » affirmait donc Hilferding en 1940, mais d'« économie de l'Etat totalitaire ». Bien sûr, la conséquence politique restait la même : lutte pour la démocratie, pour la liberté, contre l'Etat totalitaire. C'est là le programme classique de la social-démocratie contemporaine, et c'est l'essence même du révisionnisme. Les khrouchtcheviens ont pieusement recueilli le testament de Rudolf Hilferding, ce testament que l'on peut ainsi résumer : Planification + démocratie = socialisme. L'évolution graduelle de l'économie vers le socialisme commence, pour les sociaux-démocrates et les khrouchtcheviens, sous l'Etat bourgeois. Pour que la planification ne se transforme pas en « économie de l'Etat totalitaire », pour que se vérifie l'équivalence entre planification et socialisme, l'Etat doit être pénétré et transformé par la démocratie. Voilà pour ce qui concerne le testament *politique* de Hilferding.

Quant à son testament *économique*, il est facile de voir que la réalité l'avait déjà démenti en 1940 et qu'elle n'a fait que continuer. Voyons donc comment la réalité réfute le testament d'Hilferding :

1) *Capitalisme d'Etat* : L'Etat russe n'est pas « le seul propriétaire des moyens de production ». La terre fut donnée en jouissance perpétuelle aux kolkhoziens en 1936.

Les Stations de Machines et de Tracteurs ont été vendues aux kolkhozes. Toute l'agriculture russe (et une partie de l'industrie représentée par l'industrialisation inter-kolkhozienne) échappe même au simple contrôle de l'Etat. Non seulement les biens de consommation, mais également les moyens de production sont des *merchandises* en Russie. L'Etat vend aux entreprises, et les entreprises se vendent les unes aux autres, les moyens de production. La catégorie de l'intérêt (partage du profit du capital en intérêt et profit d'entreprise) règle la circulation du capital fixe et du capital constant circulant. Même la création de *capital* fixe échappe à l'Etat-entrepreneur. Tout le secteur des constructions nouvelles est dominé en Russie par des « entreprises de construction et de montage » qui établissent avec l'Etat des rapports fondés sur l'*adjudication*. L'Etat russe, comme tout autre Etat bourgeois, n'est pas un Etat-entrepreneur ; ses fonctions consistent à contrôler et à intervenir dans l'économie au moyen d'impôts, d'amendes infligées aux entreprises, en régularisant les variations des prix, etc., d'une part, et à accumuler de l'argent qu'il cède aux entreprises pour qu'elles le transforment en *capital*, d'autre part.

2) *Accumulation*. Si donc en Russie l'Etat accumule de l'argent, les entreprises accumulent du capital. La meilleure preuve qu'en Russie se vérifie une *accumulation capitaliste*, nous est donnée par la folle tentative d'empêcher la baisse *logique* du rythme d'augmentation de la production industrielle, c'est-à-dire la baisse logique du taux moyen de profit. Cette folle prétention, que l'Etat russe partage avec tous les Etats bourgeois contemporains, naît précisément de la division du profit en intérêt et profit d'entreprise. Lorsque le capital se divise en capital monétaire et capital productif, lorsque l'Etat devient un accumulateur d'argent, la folle prétention d'empêcher la chute du taux moyen de profit atteint son sommet, comme Marx le démontre dans la V<sup>e</sup> Section du Troisième Livre du *Capital*. Cette folle prétention ne peut conduire qu'à des crises et à de nouvelles guerres impérialistes. *L'Etat accumulateur d'argent est l'Etat impérialiste idéal*.

3) *Bureaucratie ou totalitarisme d'Etat* ? L'Etat de Staline fut l'outil de l'accumulation primitive du capitalisme russe qui naquit une seconde fois en 1921, après avoir été anéanti par les destructions de guerre entre 1915 et 1920. « Quelques-unes de ces méthodes (de l'accumulation primitive, N.d.R.) reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les formes de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. » (Marx, *Le Capital* ; Section VIII, Chap. 31 ; Ed. Eoc., p. 193).

La classe est une forme économique à laquelle correspond une forme de la production sociale. L'Etat de Lénine cristallisait la force du prolétariat international qui tendait alors, par sa lutte, à une nouvelle forme de la production sociale : le communisme. « Les forces essentielles et les formes essentielles de la production en Russie sont comme celles de n'importe quel pays capitaliste... Ces formes essentielles de l'économie sociale sont le capitalisme, la petite production marchande, le communisme. Ces forces essentielles sont : la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie (les paysans surtout), le prolétariat. (Lénine ; *L'impérialisme et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*).

L'Etat de Staline cristallisa la force de la bourgeoisie internationale, de la petite-bourgeoisie russe (les paysans surtout), et de la bourgeoisie russe naissante. Aujourd'hui, la bourgeoisie russe est née. V. Trapeznikov la salue ainsi, dans la *Pravda* du 17 août 1964 : « Le directeur doit avoir pleins pouvoirs dans le domaine financier, il doit être libéré de la tutelle rigide à laquelle il est soumis ; on doit exiger de lui qu'il assure une activité efficiente de l'entreprise et une qualité élevée des produits. L'indice fondamental du profit l'induit à réduire les frais superflus et à rechercher tous les moyens pour réduire les coûts de production ». La « flamme stimulante de la concurrence et la course aveide au profit, qui constituent les stimulants fondamentaux de la production capitaliste » ne sont pas morts : attisés par l'Etat de Staline avec le fer et le feu de la contre-révolution, ils embrasent aujourd'hui l'immense Russie.

La réalité a donc démenti Rudolf Hilferding. Mais en tant qu'ex-marxiste il avait lui-même démenti en mai 1940 la prétention des « théoriciens » de la « bureaucratie fondamentalement différente de la bourgeoisie » et du « capitalisme d'Etat » à être des marxistes.

les Chinois reprennent en 1963 les mêmes pseudo-théories pour soutenir que la Yougoslavie est un pays capitaliste (11). Ce qui nous permet d'écrire cette triple équation :

*Sociaux-démocrates = Titistes = maoïstes = rénégats du marxisme.*

En fait, si les pseudo-théories social-démocratiques, titistes et khrouchtchéviennes sur le « capitalisme d'Etat » servent à défendre le « passage pacifique du capitalisme au socialisme », les maoïstes se sont emparés des mêmes théories pour défendre, à propos de la Yougoslavie et de la Russie, la possibilité du « passage pacifique du socialisme au capitalisme » (12). Tandis que les titistes, les khrouchtchéviens et les sociaux-démocrates appliquent leur réformisme démocratico-parlementaire à l'Occident pour le faire devenir socialiste, les maoïstes voudraient appliquer leur réformisme démocratico-populaire à l'intérieur du faux « camp socialiste » pour l'empêcher pacifiquement de devenir pacifiquement capitaliste. Pour les titistes, les khrouchtchéviens et les sociaux-démocrates, c'est donc cette équation qui se vérifie :

*capitalisme d'Etat (planification) + démocratie parlementaire = socialisme (13).*

Par contre, pour les maoïstes, c'est celle-là :

*capitalisme d'Etat (planification) + démocratie populaire (alliance avec la Chine) = socialisme (14).* La même pseudo-théorie du « capitalisme d'Etat »

---

(11) Nous donnons les citations textuelles des Chinois à propos de la Yougoslavie en invitant le lecteur à se reporter à notre analyse de la question dans le N° 28 de *Programme Communiste* : « La dictature de la bourgeoisie bureaucratique et compradore » ; « la domination du capital bureaucratique et compradore » ; « Au moyen de la perception des impôts et des intérêts, la clique de Tito s'approprie des profits des entreprises » ; « Les fruits du travail du peuple que Tito s'approprie servent essentiellement à satisfaire les dilapidations de cette clique de bureaucrates... » ; « Le secteur économique de la propriété de tout le peuple a dégénéré en économie du capitalisme d'Etat » (extraits de l'article paru dans le *Hongqi* le 26 septembre 1963).

(12) Nous donnons les citations textuelles des Chinois en renvoyant le lecteur à notre numéro 28 : « La dégénérescence du pouvoir d'Etat en Yougoslavie ne s'est pas accompagnée du renversement de l'ancien pouvoir au moyen de la violence... Les mêmes individus, la clique de Tito, détiennent le pouvoir » (extraits de l'article cité plus haut).

(13) La formule vaut et vaudra toujours plus pour la Russie également. Dès maintenant, le P.C.U.S. est divisé en deux sections, industrielle et agricole, première ébauche du pluripartisme parlementaire. Il est bon de reproduire à ce propos un fragment de la déclaration faite par un représentant de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou au secrétaire du Parti socialiste belge, à l'occasion de la requête des Russes de participer aux festivités organisées par les sociaux-démocrates pour célébrer le centenaire de la fondation de la Première Internationale (quel estomac!!) : « Au fur et à mesure que la Russie développera sa propre économie, nous, Soviétiques, nous modifierons également nos structures internes... Nous ne voyons pas pour quelles raisons doivent encore subsister des motifs de désaccord profond entre socialistes russes et sociaux-démocrates d'Occident. »

(14) Les Chinois soutiennent cette formule réformiste à l'intérieur du faux « camp socialiste », à l'intérieur de la Chine, et surtout dans les pays sous-développés comme nous le démontrerons dans la suite de cette étude.

forme la base d'une conception politique réformiste commune aux khrouchtcheviens et aux maoïstes.

Quant à l'origine de la théorie chinoise sur la « restauration pacifique du capitalisme », nous en trouvons une première ébauche précisément dans la Déclaration de Moscou du 21 novembre 1957, dans laquelle on affirmait que le révisionnisme « ...postule le maintien et la restauration du capitalisme ». (15). Les Chinois reprirent cette phrase dans la résolution déjà citée de leur VIII<sup>e</sup> Congrès, dans laquelle ils soulignèrent que le révisionnisme « réclame que le capitalisme soit conservé et restauré ». Alors, Khrouchtchev aussi était d'accord avec les Chinois... Après lecture de milliers de documents et de résolutions idéologiques, il nous apparaît que les maoïstes n'ont pas soutenu avant le 31 décembre 1962, date de la parution de l'article « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous », leur thèse sur le « passage pacifique du socialisme au capitalisme en Yougoslavie ». Et c'est seulement dans l'article que nous avons commenté dans la première partie de cette étude, paru dans le *Hongqi* le 26 septembre 1963, que les Chinois avancèrent l'hypothèse que ce qui s'était déjà passé selon eux en Yougoslavie pouvait bien se répéter en Russie.

En conclusion, voici la liste des stupéfiantes métamorphoses subies par la Yougoslavie depuis 1947, selon Staline, Khrouchtchev et Mao :

- 1945-1947 : selon Mao, l'économie yougoslave est socialiste ;
- 1945-1947 : selon les Albanais, l'économie yougoslave est impérialiste et fasciste ;
- 1949-1953 : selon Staline, la Yougoslavie est un pays nazi ;
- 1949-1957 : selon Khrouchtchev et Mao, le péril d'une restauration capitaliste subsiste en Yougoslavie ;
- 1963 : selon Mao, la Yougoslavie est capitaliste ;
- 1963 : Selon Khrouchtchev, la Yougoslavie est un pays socialiste.

Ces métamorphoses de la « folie » suffisent à couvrir Mao et Khrouchtchev de ridicule et détruit définitivement la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Du « socialisme » « construit » par les

---

(15) Lénine a parlé de la possibilité de « restauration » de la bourgeoisie, par exemple dans ce passage de *La maladie infantile du communisme* : « Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de « vaincre » les millions et les millions de petits patrons ; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les *mêmes* résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui *restaurent* (c'est Lénine qui souligne, N.d.R.) la bourgeoisie ». (*Œuvres complètes*, Tome 31, p. 39. Cf. le commentaire de ce passage et d'autres dans notre brochure : « Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme »). Mais Lénine en 1920 ne songeait pas le moins du monde à affirmer que l'économie russe était socialiste : la restauration dont il parle concerne le *pouvoir politique* de la bourgeoisie. Et Lénine ne soutenait certes pas la possibilité d'une *restauration pacifique* !

(16) Voici le passage textuel de l'article paru sur *Zerit i Populi* le 6.VI.63 dans lequel les Albanais, après avoir soutenu que la Yougoslavie tenta de coloniser l'Albanie en 1945, affirment : « Cette attitude et cette politique des révisionnistes yougoslaves était absolument identique à la politique d'asservissement pratiquée par les fascistes italiens à l'égard de notre pays ».

khrouchtcheviens et les maoïstes on peut répéter aujourd'hui ce que le poète impérial de la Vienne de 1700, l'abbé Pierre Métastase, écrivait à propos de « l'amour des amants » :

L'amour des amants est  
comme le phénix arabe :  
Tout le monde dit qu'il existe,  
Personne ne sait où il est.

Et tout cela serait parfaitement drôle, si le feu dans lequel se consume, pour souvent renaître le phénix du socialisme yougoslave n'était pas alimenté par le massacre et l'exploitation du prolétariat international.

### POSITIONS RUSSES SUR LA CHINE APRES 1963

Alors que les Chinois avançaient leur thèse sur la nature capitaliste de la Yougoslavie dès décembre 1962, dans un premier temps les Russes se montrèrent plus circonspects à l'égard de la Chine et de l'Albanie. La raison de cette prudence est évidente. L'U.R.S.S. est une grande puissance ; c'est en outre chez elle que l'on frappe les médailles du « socialisme » mondial. L'U.R.S.S. peut donc tyranniser à volonté ses satellites en leur offrant en compensation un brevet de « socialisme », de même que les U.S.A. peuvent détruire l'un après l'autre les gouvernements fantoches de l'Amérique du Sud tout en leur octroyant toujours la « patente démocratique ».

L'attitude de Khrouchtchev à l'égard de la Chine et de l'Albanie fut donc celle-ci au début : vous, Chinois et Albanais, suivez votre chemin, nous Russes, nous suivrons le nôtre (en d'autres termes, nous nous allierons avec les U.S.A. et nous ferons nos affaires sur votre dos) ; que les deux camps suspendent la « polémique publique » (en d'autres termes, taisez-vous !) moyennant quoi nous demeurons tous « socialistes ».

Cette attitude khrouchtchevienne du début apparaît nettement à la lecture de la riposte soviétique aux « vingt-cinq points » chinois (14 juillet 1963) : « il serait erroné de bannir pour ces motifs la Yougoslavie du socialisme, de la séparer des pays socialistes et de la pousser dans le camp de l'impérialisme comme le font les dirigeants du P.C.C. » ; « Si nous devons suivre l'exemple des dirigeants chinois, alors, à cause de nos graves divergences avec les dirigeants du parti du travail albanais, nous aurions dû proclamer depuis longtemps que l'Albanie n'est pas un pays socialiste. Mais ce serait là une orientation erronée et subjective. Malgré nos divergences avec les dirigeants albanais, les communistes soviétiques considèrent l'Albanie comme un pays socialiste... ».

On remarquera le sommet d'hypocrisie qu'atteint ce document, exemple typique de la *diplomatie secrète impérialiste*. L'U.R.S.S. n'a rompu avec l'Albanie que ses liens diplomatiques, l'U.R.S.S. s'est bornée à expulser l'Albanie du Comecon et du Pacte de Varsovie, l'U.R.S.S. comploté seulement pour abattre le régime albanais et tuer Hodja et Sehu, mais, de toutes fa-

çons l'Albanie est un pays « socialiste ». De la même manière, le gouvernement Kennedy faisait seulement massacrer Diem et sa famille, tout en continuant à affirmer que le Vietnam du Sud est un pays « démocratique ». C'est là la politique réelle à l'époque impérialiste : tout problème réel ne peut être résolu que par la force (associée à l'hypocrisie).

Mais le Kremlin avait compté sans une autre force réelle, celle de l'Etat chinois, qui ne se trouve pas pour l'instant dans les griffes de l'armée russe. Non seulement Pékin n'a pas suspendu la « polémique publique » comme le réclamait Khrouchtchev avec insistance, mais elle a fait pire : elle a diffamé l'U.R.S.S. en long et en large en Afrique, en Asie et en Amérique latine, elle exclu l'U.R.S.S. du Nouveau Bandoung, elle a prêché une croisade des peuples asiatiques, du Japon à la Mongolie, pour chasser l'U.R.S.S. de l'Asie. De telle sorte que Khrouchtchev, qui était décidé à acheter sa « tranquillité » et le « silence » des Chinois en laissant à Tirana et à Pékin leur brevet au socialisme, a été contraint de revenir sur ses propositions de « considérer l'Albanie et la Chine comme des pays socialistes malgré nos graves divergences ».

Et c'est ainsi que dans son intervention au Comité Central du P.C.U.S. (février 1964), Otto Kuusinen posa solennellement cette question : « Bien entendu, personne ne doute qu'il y ait une dictature dans la République populaire chinoise. Mais laquelle ? » ; et il répondit sans équivoque : « En réalité, actuellement il n'y a aucune dictature du peuple en Chine, pas plus qu'une position dirigeante du prolétariat, ni même qu'une fonction d'avant-garde du parti. Toute la phraséologie pseudo-marxiste des dirigeants chinois sert seulement à masquer la véritable dictature qui s'exerce là : la dictature des chefs, et plus exactement, la dictature personnelle ».

Comme nous l'avons montré au début de la seconde partie de cette étude, les staliniens avaient nié que la révolution chinoise ait atteint l'« étape socialiste » et l'avaient donc confinée à l'« étape démocratique ». En février 1964, les héritiers de Staline ont nié, par la bouche de Kuusinen, que même cette « étape démocratique » ait été atteinte. En Chine, non seulement « le prolétariat n'a pas une position dirigeante », mais « il n'y a aucune dictature du peuple ». Pour les khrouchtcheviens, c'est seulement en Inde que l'« étape démocratique » a été atteinte (c'est là un exemple typique de la « compétition pacifique » dans les pays sous-développés, sur laquelle nous reviendrons) : pour eux, l'Inde est une « démocratie nationale » (c'est là une toute nouvelle catégorie des idéologues russes, dont nous analyserons plus loin le contenu). Mais la Chine, maintenant que la fabrique de brevets en socialisme du Kremlin a décidé sans appel qu'« il n'y a aucune dictature du peuple » chez elle, dans quelle « catégorie » rentre-t-elle ?

Kuusinen nous a fourni la réponse suivante : « la dictature des chefs et plus exactement, la dictature personnelle », tandis que la presse russe nous proposait les insultes suivantes destinées à la Chine : « racisme », « nazisme », « émules de Gengis Khan », etc., etc. Etant donné qu'à la date où nous écrivons la rupture entre l'U.R.S.S. et la Chine semble consommée, que sa consécration officielle par une nouvelle Conférence convoquée à Moscou est imminente et que nous considérons par ailleurs que cette rupture est

*irréversible* (nous en fournirons la preuve dans la suite de cette étude), nous pouvons nous demander quelle formule idéologique emploieront les khrouchtcheviens pour caractériser le régime de Pékin et pour justifier leur lutte — et éventuellement leur guerre — contre lui. De leur côté, les Chinois ont leur formule sur « la restauration pacifique du capitalisme en Yougoslavie et en U.R.S.S. » toute prête, et nous l'avons déjà suffisamment analysée pour pouvoir nous dispenser d'y revenir ici. Mais les Russes, quelle formule utiliseront-ils ?

Selon nous, les Russes répèterons avant tout les thèses des stalinistes après 1949 que nous avons rappelés au début : la révolution chinoise n'a jamais été socialiste. En second lieu, ils utiliseront les accusations lancées par les sociaux-démocrates contre les staliniciens après 1930. Nous avons déjà vu quelles étaient les « théories » de Rudolf Hilferding sur le « capitalisme d'Etat » et sur « l'Etat Totalitaire », « théories » auxquelles les maoïstes, les titistes et les khrouchtcheviens ont largement puisé comme nous l'avons montré. Les khrouchtcheviens dénonceront donc, comme l'a déjà fait Kuusinen, le « totalitarisme » de Pékin, accuseront les maoïstes d'être « racistes » et la Chine de collusion avec les gouvernements « réactionnaires » de Paris, Tokyo et Bonn, et entreprendront contre ce totalitarisme une croisade pour la « liberté » en compagnie des U.S.A., centre de l'impérialisme mondial.

Mais les arsenaux de la social-démocratie sont bien garnis : aux côtés des œuvres séniles de Rudolf Hilferding, on trouve, soigneusement conservées, les œuvres séniles de Karl Kautsky, le « renégat », « l'apostat », l'« érudit » de léninienne mémoire. Qu'écrivait donc Karl Kautsky contre le régime stalinien entre 1932 et 1937 ? Ceci : « Le programme de constructions réalisé dans l'empire de Staline n'est pas en fait sans précédents. D'autres gouvernants, avant Staline, commandèrent à de larges masses de travailleurs dociles, sans protection, et les sacrifèrent sans pitié à l'accomplissement de leurs plans... Les constructeurs des pyramides, les César romains et les rajah indiens émerveillèrent le monde par leurs œuvres gigantesques, réalisées par le travail à bon marché de millions d'esclaves... Les pharaons de l'Egypte et les despotes de Babylone et de l'Inde construisirent non seulement de grands palais, des temples, des mausolées, mais également d'énormes digues, des réservoirs et des canaux sans lesquels l'agriculture aurait été impossible. Marx caractérisa ces œuvres comme le fondement du despotisme dans ces régions. Il ne les considéra pas comme les bases matérielles d'une société socialiste. Le fait que les gouvernants actuels du Kremlin suivent l'exemple des despotes asiatiques signifie qu'un changement fondamental ne s'est pas encore produit dans le monde » (17).

Du moment qu'un représentant de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou a pu affirmer au secrétaire du Parti socialiste belge, Luyten, :

(17) Karl Kautsky. — « La Russie soviétique est-elle un Etat socialiste ? » — in « Social-démocratie contre communisme », 1932-37, New York, *Rand School Press*, 1946.

Karl Kautsky falsifie ici d'une manière impudente et vraiment incroyable pour un « érudit » de sa classe, les caractéristiques du monde de production asiatique décrites par Marx et par Engels à plusieurs reprises dans leur œuvre. Par souci de brièveté, nous nous limiterons à renvoyer le lecteur au *Capital*, Livre Premier, Quatrième Section, 14<sup>e</sup> chapitre : IV. — *La division du travail dans la manufacture et dans la société*

« Nous ne voyons pas pour quelles raisons il doit encore subsister des motifs de désaccord profond entre socialistes russes et sociaux-démocrates d'Occident » ; eh bien ! de notre côté nous affirmons que nous ne voyons pas pourquoi les khrouchtcheviens ne pourraient pas utiliser demain contre les Chinois les « arguments marxistes » de Kautsky contre le régime de Staline. Pourquoi les khrouchtcheviens n'accuseraient-ils pas les maoïstes d'être des « despotes orientaux » et le régime de Pékin d'être un « despotisme asiatique » (18) ?

---

(Ed. Soc., tome II, pp. 41-48). Marx y parle entre autres des petites communautés indiennes et le lecteur pourra, non seulement voir quelles sont pour Marx les déterminations essentielles du mode de production asiatique, mais aussi se rendre compte que pour Marx tous les modes sociaux de production qui ont précédé le capitalisme lui sont infiniment supérieurs pour ce qui regarde les rapports des hommes entre eux et de l'homme avec la nature. Si Marx a reconnu que le mode de production capitaliste rendait possible une augmentation vertigineuse des forces productives (augmentation qui, dans la phase sénile et impérialiste du capitalisme, en vient à menacer la survivance même de l'espèce humaine) et si, en conséquence, il a salué son avènement comme une révolution nécessaire sur le chemin de l'humanité vers la forme supérieure du communisme, il n'en n'est pas moins vrai que pour Marx le capitalisme considéré dans la totalité du développement historique, atteint la limite de l'infamie pour l'espèce humaine.

Karl Kautsky avait à ce point renié le marxisme en 1930 qu'il ne voyait pas que pour un marxiste comparer Staline à un pharaon de l'antique Egypte ou à un rajah indien signifiait (en mettant de côté l'absurdité manifeste du parallèle dont est responsable le seul Kautsky ou l'artériosclérose aiguë qui l'avait certainement frappé) placer Staline très au-dessus des Roosevelt et des Churchill et lui rendre un grand hommage. Nous n'insistons pas non plus sur cette autre thèse essentielle du marxisme, à savoir que le mode de production capitaliste est une réalité *irréversible* depuis 1870, c'est-à-dire qu'il n'est plus menacé de restauration depuis cette date ; c'est donc la révolution prolétarienne et l'avènement de la société communiste qui sont à l'ordre du jour. Kautsky renie cette thèse essentielle en délirant sur une fantastique résurrection du « despotisme asiatique ». Nous en sommes toujours au même point : le réformisme découvre continuellement de nouvelles étapes intermédiaires avant l'avènement du socialisme. Pour faire combattre le prolétariat en faveur de la démocratie bourgeoise, il fallait que Kautsky découvre qu'elle était menacée par la résurrection du « despotisme asiatique » !

Il nous faut en outre rappeler que les barbaristes comparaient de leur côté la bureaucratie stalinienne aux scribes de l'antique Egypte, et Staline à Ramsès II (Cf. *Programme Communiste*, n° 15, *Le marxisme contre l'utopie*, p. 25, note 3). Voilà donc les sources de ces « enrichisseurs » du marxisme ! Ils ont tout plagié : la « rationalité capitaliste », ils l'ont empruntée à Max Weber, la « bureaucratie fondamentalement différente de la bourgeoise » à Worrall, « l'Etat totalitaire » à Hilferding, et, enfin, le « despotisme asiatique » à Kautsky !

Nous rappelons enfin au lecteur que la dégénérescence du mode de production asiatique en Chine a été analysée par nous dans l'étude en cours de publication « Le mouvement social en Chine », et que les déterminations essentielles du mode de production asiatique ont été analysées par nous dans l'étude « La succession des formes de production dans la théorie marxiste » (brochure ronéotypée en langue italienne).

(18) L'accusation portée contre les Chinois par la presse russe d'être « des émules de Gengis Khan » est une intéressante anticipation. (Les Chinois ont retourné habilement l'accusation dans l'éditorial paru sur le *Hongqi* et le *Renmin Ribao* le 22 octobre 1963 : « Des défenseurs du néo-colonialisme », éditorial que nous analyserons lorsque nous traiterons les révolutions anticoloniales et la question nationale). En outre, le 4 septembre 1964, le quotidien tchécoslovaque *Praca* a défini Mao Tsé-toung comme « un mandarin réactionnaire » et a affirmé : « Mao Tsé-toung parle non comme un communiste, mais comme un samouraï japonais réactionnaire » !!!

Ces deux dernières années, d'une manière tout à fait inattendue, les khrouchtcheviens ont découvert le « mode de production asiatique » que Staline avait fait disparaître des « manuels marxistes » pour pouvoir affirmer l'existence d'un féodalisme chinois qui n'a pourtant jamais existé (19). Le C.N.E.R.M., entre autres, a même consacré tout un volume au « mode de production asiatique ». Cet empressement enthousiaste des idéologues serviles et bien payés du C.N.E.R.M. n'est-il pas étrange ? Que cache cette mystérieuse exhumation du « mode de production asiatique » par les khrouchtcheviens ?

L'ironie de l'histoire fera-t-elle que le « mode de production asiatique », escamoté par Staline pour pourvoir théoriser la défaite de la révolution prolétarienne en Chine dans les années 1924-26, soit remis à l'honneur par les héritiers de Staline pour stigmatiser le régime de Pékin comme un « despotisme asiatique » et pour lancer contre lui la croisade de la « liberté » en compagnie des Etats-Unis d'Amérique ?

## LES TROTSKYSTES ET TOGLIATTI

Le cataclysme idéologique provoqué par la rupture entre la Chine et l'U.R.S.S. n'a pas épargné les soi-disant trotskystes, qui continuent à se dire tels pour le plus grand malheur de Léon Trotsky (20). En 1960, pleins d'espérance, ils se tournaient vers Pékin. Dans *La Vérité des travailleurs*, N° 107, P. Frank, dissimulant mal son émotion, se posait cette question : « Les événements, leurs conditions de développement leur permettront-ils de surmonter le lourd handicap de leur formation stalinienne et de faire aussi un « grand bon en avant » sur le plan de la théorie marxiste pour les amener à la théorie de la révolution permanente ? » (21). Le « grand bond en avant » accompli par les événements après 1960 a littéralement coupé le souffle aux pauvres soi-disant trotskystes, à tel point qu'ils sont aujourd'hui à l'agonie.

La Yougoslavie, l'« anti-bureaucratique » Yougoslavie sur laquelle ils avaient risqué leur dernière chance, est en train de devenir leur tombeau.

---

(19) Voir l'étude en cours de publication : « Le mouvement social en Chine », *Programme Communiste*, N° 27, en particulier les chapitres : « Sur la nature de la bourgeoisie coloniale » et « La théorie du « féodalisme » chinois », pp. 9 à 12.

(20) Nous avons déjà défini une fois pour toutes les soi-disant « trotskystes » dans l'article « communistes de temps meilleurs » (*Programme Communiste*, N° 25, oct.-déc. 1963) en répondant aux insinuations de l'hebdomadaire progressiste *France-Observateur* qui prenait notre revue pour un organe trotskyste. Le même hebdomadaire progressiste a consacré son article sur la reconnaissance de la Chine par de Gaulle à une polémique contre les « puristes de notre gauche la plus extrême » (30 janv. 1964) qui ne sont pas identifiés plus explicitement. Nous y reconnaissons, non pas nous-mêmes, mais la légende qui circule dans les cercles progressistes de *France-Observateur* sur les communistes internationalistes. Nous répondrons point par point dans la suite de cette étude aux calomnies et insinuations propagées par *France-Observateur* contre les « certains puristes de notre gauche la plus extrême ».

(21) Cf. *Programme Communiste*, N° 14, janv.-mars 1961, « Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat », p. 12.

Pékin a défini la Yougoslavie comme un pays capitaliste et s'apprête à en faire de même pour la Russie. Exaltant le titisme en 1952, les forgers d'une « direction de rechange » se retrouvent en 1964 à l'extrême-droite du khrouchtchevisme. En novembre 1963 déjà, Livio Maitran écrivait, à propos des théories chinoises sur la Yougoslavie : « Est-il besoin de souligner que, s'ils osaient effectivement transférer la caractérisation sociologique nouvelle du bouc émissaire yougoslave au destinataire soviétique, les communistes chinois commettraient une erreur théorique et politique monumentale qui, sous l'angle tactique, les coinceraient dans une position intenable ? » (*Quatrième Internationale*, novembre 63, p. 20).

Ils oseront, ils oseront, Monsieur Livio Maitran ! Quant à leur « position intenable », pensez donc à vos « positions intenable » à vous, il en est temps ! Mao Tsé-toung « tient » très bien sa position dans le palais impérial de Pékin et il n'a besoin ni de votre aide, ni de vos conseils.

Qu'en cas de rupture entre l'U.R.S.S. et la Chine vous choisiriez l'U.R.S.S., nous le savions depuis longtemps (22), depuis que « le processus de déstalinisation, en U.R.S.S... a déjà jeté les bases de la rénovation révolutionnaire » et que « l'U.R.S.S. s'achemine... vers un rôle plus ferme, décidé et clair, dans le soutien de la révolution mondiale », et que « le khrouchtchevisme lui-même, évolue depuis son apparition continuellement — en moyenne — plus à gauche », et en tenant bien compte de ce que « l'attitude négative, hostile même, prise par la bureaucratie chinoise contre le processus déterminant de la déstalinisation en U.R.S.S., son alliance avec le régime albanais sanglant, ainsi qu'avec les staliniens endurcis de l'U.R.S.S. et d'ailleurs ; les critiques et les calomnies, toutes staliniennes, qu'elle formule contre les conceptions yougoslaves enrichissantes du marxisme », etc., etc... (extrait des « Thèses sur la nouvelle situation internationale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale » de M. Pablo ; *Quatrième Internationale*, juillet 1963).

Mais puisqu'il en est ainsi, Messieurs Pablo, Maitran et Frank, puisque vous êtes devenus l'aile droite marchante du khrouchtchevisme qui depuis, grâce à vos efforts héroïques, « évolue continuellement — en moyenne — plus à gauche », eh bien ! il faut dissoudre votre organisation-fantôme : entrez ouvertement (sans « entrisme ») dans les partis khrouchtcheviens, faites réhabiliter Trotsky par Khrouchtchev et placez une momie de cire du grand Trotsky dans le Mausolée, à la place laissée vide par la momie de Staline, et enfin préparez-vous à marcher dans la nouvelle guerre impérialiste aux côtés de l'U.R.S.S. et des U.S.A. contre les « régimes sanglants » albanais et chinois !

Mais il ne faudrait pas croire que le cataclysme de la rupture russo-chionise ait coupé le souffle seulement à de pauvres misérables soi-disant trotskystes. Voici ce qu'écrivit Palmiro Togliatti dans son mémoire à Khroucht-

---

(22) Voir notre facile prévision dans *Programme Communiste*, N° 18, janv.-mars 62, « Régénérateur et rédempteurs, à vos postes », p. 54, où nous affirmions : « Avec Khrouchtchev, et avec Thorez, vous condamnerez Albanais et Chinois parce qu'ils sont staliniens et que vous êtes démocrates » et nous nous adressons aux « oppositionnels, trotskystes, régénérateurs de toutes nuances » apparus après le XX<sup>e</sup> congrès.

tchev : « Ce qui préoccupe les masses et même (dans notre pays tout au moins) une fraction non négligeable de communistes, c'est le fait même d'un conflit si aigu entre deux grandes révolutions. Ce fait remet en discussion les principes mêmes du socialisme et nous devons faire un grand effort pour expliquer quelles sont les conditions historiques, politiques, de parti et personnelles qui ont contribué à créer les divergences et le conflit actuels » (*L'Unita* du 5 septembre 1964).

Ce « fait » n'a pas seulement remis en question, mais il a détruit les faux principes de votre faux « socialisme » patriotique, national, démocratique, populaire et mercantile ! Ce « fait » va ouvrir la voie, avec d'autres « faits » comme la crise de surproduction qui bouleversera l'économie capitaliste dans le monde entier et la troisième guerre impérialiste, aux principes invariables du socialisme marxiste, internationaliste et prolétarien, et à leur diffusion au sein du prolétariat international.

Faites donc un « grand effort » pour « expliquer aux masses » que vos mensonges sont de sacro-saintes vérités : plus grand sera votre « grand effort » et plus il sera facile pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière de démontrer au prolétariat international que vos sacro-saintes vérités ne sont que d'ignobles mensonges.

(A suivre : dans notre prochain numéro, *La question nationale et les révolutions anti-coloniales*).

L'abondance des textes nous oblige à reporter la suite de notre étude sur  
**Le mouvement social en Chine.** La troisième partie paraîtra sur le prochain numéro.

## **NATURE, FONCTION ET TACTIQUE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE**

*Le texte que nous publions ci-dessous a paru pour la première fois dans le n° 7 (mai-juin 1947) de Prometeo, qui était alors la revue théorique du Parti Communiste Internationaliste en Italie. Il faisait partie des Thèses de la Gauche Communiste, un ensemble de textes qui, au lendemain de la seconde guerre impérialiste, formèrent l'ossature doctrinale de notre parti, alors en cours de reconstitution pratique. Formulant en de vigoureux raccourcis les résultats fondamentaux de la théorie marxiste, tout en leur incorporant, au titre de confirmations, les leçons politiques que fournissaient la lutte de la Gauche Communiste contre la gangrène opportuniste, la dégénérescence de l'Internationale Communiste et l'évolution économique et sociale parallèle de la Russie, ainsi que l'évolution du monde capitaliste lui-même, ils eurent l'immense mérite, contre le nouveau révisionnisme « communiste », de rétablir la trame solide du marxisme révolutionnaire. Nos lecteurs pourront se rendre compte qu'aujourd'hui, après près de vingt ans, ils gardent toute leur importance.*

*Les Thèses de la Gauche Communiste comportaient les chapitres suivants :*

- 1) La Russie soviétique de la révolution à nos jours (Prometeo, N° 1, juillet 1946) ;
- 2) La classe dominante italienne et son Etat national (Prometeo N° 2, août 1946) ;
- 3) L'assaut du doute révisionniste aux fondements de la théorie révolutionnaire-marxiste ; Le cycle historique de l'économie capitaliste ; Le cycle historique de la domination politique bourgeoise (Prometeo, N° 5, janv-fév. 1947) — Traduit dans Programme Communiste sous le titre : Les trois phases du du capitalisme (P.C., N° 11, avril-juin 1960) ;
- 4) Cours historique du mouvement prolétarien ; guerres et crises opportunistes (Prometeo, N° 6 mars-avril 1947). Traduit dans Programme Communiste (N° 6, mars-avril 1947).
- 5) Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire, que nous publions ici ;

6) Le mouvement ouvrier révolutionnaire et la question agraire  
(Prometeo, N° 8 nov. 1947).

La question de la tactique du parti est d'une importance fondamentale et elle doit être abordée en liaison avec l'histoire des luttes de tendances dans la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales. La considérer comme secondaire ou accessoire, ce serait retomber dans l'erreur d'admettre que ces groupes d'accord sur la doctrine et le programme peuvent, tout en respectant ces bases, défendre et appliquer des tactiques différentes, ne serait-ce même que momentanément.

Pour poser les problèmes relatifs à la nature et à l'action du parti, il faut passer de l'interprétation critique des mouvements sociaux à l'étude de l'influence que peut exercer sur eux une force activement agissante. C'est là le point le plus important et le plus délicat de tout le système marxiste ; on le trouve délimité dans ces phrases du jeune Marx : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières : il importe maintenant de le transformer » et « De l'arme de la critique, il faut passer à la critique par les armes ».

Ce passage de la pure connaissance à l'intervention active, la méthode du matérialisme dialectique le comprend d'une manière radicalement différente de celle des idéologies traditionnelles. On a trop souvent vu les adversaires du communisme utiliser abusivement les arguments de la théorie marxiste pour saboter et renier ses conséquences dans le domaine de l'action et de la lutte ou bien, d'un autre bord, affecter d'adhérer à la praxis du parti prolétarien, mais tout en réfutant et en rejetant ses bases critiques de principe. Dans ces deux cas, la déviation était le reflet d'influences anti-classistes et contre-révolutionnaire, et elle s'est manifestée dans la crise que, par souci de brièveté, nous appelons opportunisme.

Les principes et les doctrines n'existent pas en soi, comme une base établie avant l'action ; ils se forment au contraire dans un processus parallèle à celui de l'action. Ce sont leurs intérêts matériels opposés qui jettent les groupes sociaux dans la lutte pratique, et c'est de cette action que naît la théorie qui devient le patrimoine caractéristique du parti.

Que viennent à changer les rapports d'intérêts, les stimulants et la direction pratique de l'action, et la doctrine du parti sera déformée du même coup.

Croire que la doctrine du parti devient intangible et sacrée pour peu qu'on la codifie dans un texte de programme et qu'on dote l'organisation du parti d'un encadrement strict et discipliné, et que, par conséquent, on peut se permettre d'emprunter des directions multiples et variées, de recourir à des manœuvres dans le domaine de l'action, — cela prouve simplement qu'on ne voit pas de façon marxiste quel est le véritable problème à résoudre pour parvenir au choix des méthodes d'action.

Revenons sur la signification du déterminisme. Les événements sociaux sont-ils engendrés par des forces incoercibles tout en créant chez les hommes diverses idéologies, théories et opinions, — ou bien peuvent-ils être modifiés par la volonté plus ou moins consciente des hommes ? La méthode propre au parti prolétarien résoud cette alternative en en bouleversant complètement les bases traditionnelles. En effet, on posait toujours le problème et on prétendait le résoudre à l'échelle de l'individu isolé, pour en déduire ensuite la solution applicable à la société tout entière, alors qu'il s'agit au contraire de considérer la collectivité à la place de l'individu. Par ailleurs, on entendait par collectivité cette abstraction métaphysique qu'est la société de tous les hommes, tandis que pour le marxisme une collectivité est un regroupement concrètement défini d'individus qui, dans une situation historique donnée, ont des intérêts communs découlant des rapports sociaux, c'est-à-dire de leur place dans la production et dans l'économie — et ces regroupements sont précisément les classes.

La capacité de comprendre exactement les rapports dans lesquels elles vivent et d'influer sur eux n'est pas la même pour toutes les classes sociales de l'histoire. Chaque classe historique a eu son parti, son système d'opinion et de propagande ; avec la même insistance, chacune a prétendu interpréter exactement le sens des événements et pouvoir les diriger vers un but plus ou moins vaguement défini. Le marxisme fournit la critique et l'explication de toutes ces affirmations et montre que les diverses généralisations idéologiques étaient le reflet des conditions et des intérêts des classes en lutte.

Dans cette succession de luttes entre partis et organisations d'Etat, engendrées par des intérêts matériels mais suscitant des représentations politiques et philosophiques, la classe prolétarienne moderne se présente avec des capacités nouvelles et supérieures, tant parce qu'elle possède une méthode réaliste d'interprétation de tout le mouvement historique que par l'efficacité concrète de sa lutte sociale et politique pour influencer sur le déroulement général de ce mouvement.

Cette autre notion fondamentale a été énoncée par les marxistes dans ces phrases célèbres : « Avec la révolution prolétarienne, la société humaine sort de sa préhistoire », « La révolution sociale constitue le passage du monde de la nécessité à celui de la liberté ».

Il s'agit donc de sortir de la banale alternative traditionnelle : l'homme est-il maître de sa volonté, ou bien est-il déterminé par son milieu ? La classe sociale et son parti ont-ils conscience de leur mission historique et y puisent-ils la force de la réaliser, ou bien sont-ils entraînés dans la lutte, vers le succès ou vers l'échec, par des forces supérieures et inconnues ? Avant tout, il faut se demander de quelles classes et de quels partis il s'agit, qu'elle est leur situation à l'égard de l'organisation productive et du pouvoir d'Etat, quel développement historique est déjà acquis et quel autre reste à accomplir selon les prévisions de l'analyse critique.

Pour les doctrines religieuses, la cause des événements se situe hors de l'homme, dans la divinité créatrice qui a tout établi et a même cru devoir

concéder à l'individu une certaine liberté d'action, dont il devra répondre dans une autre vie. Il est bien évident qu'une telle solution du problème de la volonté et du déterminisme est complètement abandonnée par l'analyse sociale marxiste.

Fondée sur les « Lumières » et prétendant avoir éliminé toute prémisse arbitraire ou révélée, la philosophie bourgeoise propose pourtant une solution tout aussi mensongère. En effet, le problème de l'action y est toujours réduit au rapport sujet-objet et, dans les versions anciennes comme dans les versions modernes des divers systèmes idéalistes, le point de départ n'est autre que le mécanisme de la pensée de l'individu, du Moi, qui réglerait l'action de celui-ci sur le milieu naturel et social. De là le mensonge politique et juridique du système bourgeois qui déclare l'homme libre et lui accorde, en tant que citoyen, le droit d'administrer la chose publique, et donc ses propres affaires, selon l'opinion mûrie dans sa propre tête.

L'interprétation marxiste de l'histoire et de l'action humaine, si elle exclut donc l'intervention de toute influence transcendante et de tout verbe révélé, bouleverse d'une façon tout aussi décidée le concept bourgeois de libre volonté de l'individu en montrant que ce sont ses besoins et ses intérêts qui expliquent son action, ses opinions, ses croyances et ce qu'on appelle sa conscience n'étant que les effets ultimes de ces causes complexes.

Quand on passe du concept métaphysique de conscience et de volonté de l'individu à la notion réaliste et scientifique de connaissance théorique et d'action historique et politique du parti de classe, le problème se trouve clairement posé et l'on peut en aborder la solution.

Cette solution a une signification originale pour le mouvement et le parti du prolétariat moderne. Pour la première fois en effet, il s'agit d'une classe sociale qui est poussée à briser les vieux systèmes et les vieilles formes juridiques et politiques qui entravent le développement des forces productives (tâche révolutionnaire qu'ont déjà affronté les classes sociales précédentes), non pas pour se constituer en une nouvelle classe dominante, mais pour établir des rapports de production qui permettront d'éliminer la pression économique et l'exploitation d'une classe par une autre.

Le prolétariat dispose donc d'une plus grande conscience historique et d'une influence plus directe sur les événements que les classes qui ont dirigé la société jusqu'ici. Cette aptitude historique particulière, cette faculté nouvelle du parti de classe prolétarien, nous allons suivre le processus complexe de ses manifestations au cours de l'histoire du mouvement prolétarien.

L'influence qu'exerça sur le prolétariat la phase de développement pacifique et apparemment progressif du monde bourgeois à la fin du XX<sup>e</sup> siècle se manifesta par le révisionnisme de la II<sup>e</sup> Internationale qui aboutit à la collaboration des socialistes aux gouvernements bourgeois, en temps de paix comme en temps de guerre : Il semblait alors que l'expansion du capitalisme n'entraînait pas, contrairement aux prévisions de Marx, l'exaspération inexorable des contradictions de classes, de l'exploitation et de

la misère du prolétariat. Tant que le monde capitaliste put s'étendre sans provoquer de crise violente, on crut que le niveau de vie des classes travailleuses pouvait s'améliorer graduellement à l'intérieur même du système capitaliste. Le réformisme théorisa le passage progressif de l'économie capitaliste à l'économie socialiste, et dans le domaine pratique il affirma avec cohérence que le parti prolétarien pouvait mener une action positive axée sur des réalisations quotidiennes, des conquêtes partielles — syndicales coopératives, administratives, législatives — qui devenaient autant de noyaux du futur système socialiste à l'intérieur du régime actuel qu'ils devaient peu à peu transformer complètement.

On abandonna l'idée que le parti devait soumettre toute son action à la préparation du sursaut final qui réaliserait les conquêtes maximales, pour adopter une attitude foncièrement volontariste et pragmatiste : l'œuvre quotidienne était présentée comme une réalisation solide et définitive que l'on opposait au néant d'une attente passive de la grande victoire révolutionnaire.

L'école syndicaliste n'était pas moins volontariste, jusque dans son adhésion aux philosophies bourgeoises les plus récentes. En effet, si elle parlait bien de conflit de classe déclaré, de construction et d'abolition de cet appareil d'Etat bourgeois que les réformistes voulaient imbiber de socialisme, en réalité elle localisait la lutte et la transformation sociales aux entreprises de production et pensait elle aussi que les prolétaires pouvaient conquérir par leur lutte syndicale les positions avantageuses qui seraient comme autant d'îlots prolétariens dans l'océan capitaliste. Le mouvement italien de l'« Ordine Nuovo » (1) dérivait de cette conception syndicaliste ; sa théorie des conseils d'usine abandonnait l'unité internationale et historique du mouvement de classe et de la transformation sociale qu'il poursuit, pour proposer au nom d'une détermination concrète et analytique de l'action, la conquête d'une série de positions au sein des unités de production.

Pour en revenir au révisionnisme gradualiste, de même que la réalisation du programme maximum du parti était éclipsée par les conquêtes partielles et quotidiennes, de la même façon on adoptait la fameuse tactique d'alliance et de coalition avec des groupes et des partis politiques qui, tour à tour, consentaient à appuyer les revendications partielles et les réformes proposées par le parti prolétarien.

Dès cette époque, une critique fondamentale fut portée contre cette tactique : l'alignement du parti, aux côtés d'autres formations politiques, sur un front changeant suivant les problèmes d'actualité qui divisaient le monde politique à un moment donné, conduisait nécessairement à dénaturer le parti, à obscurcir sa conscience théorique, à affaiblir son organisation et à compromettre ses chances de diriger la lutte des masses prolétariennes lors de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

---

(1) *Ordine Nuovo* : « Ordre Nouveau », titre d'une revue fondée à Turin le 1<sup>er</sup> mai 1919 par un groupe d'intellectuels parmi lesquels Gramsci, Tasca, Terracini et Togliatti.

Que le parti rejoigne un des deux camps qui se partagent l'opinion à propos de la solution à donner à quelque problème contingent mais suggestif, et la nature même de la lutte politique fera que toute l'action des militants se concentrera sur cet objectif transitoire, ce but immédiat, au détriment de la propagande pour le programme et de la continuité doctrinale. Ainsi prendra corps dans les groupes de militants une orientation reflétant directement, et même crûment, les mots d'ordre du moment.

Le parti aurait dû — comme les sociaux-démocrates eux-mêmes l'admettaient en paroles — concilier l'intervention dans les problèmes quotidiens et les conquêtes partielles avec la sauvegarde de son programme et de sa capacité de mener sa propre lutte pour le but suprême de la classe prolétarienne. Mais en réalité, l'activité réformiste fit non seulement oublier aux prolétaires leur formation de classe révolutionnaire, mais conduisit les chefs et les théoriciens du mouvement eux-mêmes à la rejeter ouvertement pour proclamer que, désormais, il n'était plus question de s'occuper des réalisations maximales, que la crise révolutionnaire finale prévue par le marxisme n'était elle aussi qu'une utopie et que seules importaient les conquêtes quotidiennes. « Le but n'est rien, le mouvement est tout » devint la devise commune aux réformistes et aux syndicalistes.

La crise du réformisme éclata dans toute son ampleur avec la guerre, qui anéantissait le postulat réformiste d'un adoucissement continu de la domination capitaliste. Les richesses collectives accumulées par la bourgeoisie et dont une maigre part était destinée à l'amélioration apparente du niveau de vie des masses, furent jetées dans la fournaise de la guerre : non seulement tous les accommodements réformistes y furent engloutis, mais encore la vie même des millions de prolétaires. Parallèlement, alors que la fraction demeurée saine des socialistes entretenait encore l'espoir que cette manifestation violente de la barbarie capitaliste arracherait les groupes prolétariens à la collaboration de classe pour les jeter dans une lutte générale en vue de la destruction du système bourgeois, on assista au contraire à la crise et à la faillite de toute, ou presque toute, l'organisation prolétarienne internationale.

L'orientation tactique du parti exclusivement en fonction de l'agitation et de l'action immédiates que pratiquaient les réformistes, se révéla, comme une faiblesse incurable : les prolétaires avaient oublié ou ne comprenaient plus les buts suprêmes de leur classe. Par ailleurs, la classe dominante sut obtenir l'appui direct des chefs du prolétariat qui succombèrent à la dégénérescence social-patriotique, en exploitant les précédents que constituait la participation du parti du prolétariat à ces coalitions politiques variant à l'infini selon les pays et les situations qui se constituaient pour soutenir les revendications limitées les plus diverses (pour une plus grande liberté accordée aux organisations politiques, pour l'élargissement du droit de vote, pour la nationalisation de certains secteurs économiques, etc...).

La popularité qu'apportait à ces postulats non prolétariens la propagande des puissantes organisations de masses des grands partis socialistes fut habilement utilisée pour dénaturer l'orientation politique de ceux-ci : on

démontrait que, dans l'intérêt du prolétariat et même dans l'intérêt de sa marche vers le socialisme, il fallait défendre certains résultats acquis : la civilisation allemande contre le tsarisme féodal et théocratique, ou bien inversement la démocratie occidentale contre le militarisme teuton.

Née de la révolution russe, la III<sup>e</sup> Internationale se dressa contre ce désastre qui frappait le mouvement ouvrier. Toutefois, si la restauration des valeurs révolutionnaires qu'elle entreprit fut grandiose et complète pour ce qui regarde les principes doctrinaux, l'orientation théorique et le problème fondamental du pouvoir d'Etat, il n'en fut pas de même par contre en ce qui concerne l'organisation de la nouvelle Internationale et la définition de sa tactique et de celle des partis adhérents.

La critique contre les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale pour leur abandon total des principes marxistes et pour leur tactique de coalition et de collaboration avec les gouvernements et partis bourgeois, fut complète et décisive. On mit en évidence que l'orientation particulariste et immédiate donnée aux vieux partis socialistes n'avait nullement procuré de petits avantages et des améliorations matérielles aux travailleurs en échange de leur renonciation à l'attaque suprême contre les institutions et le pouvoir bourgeois ; tout au contraire, compromettant tout à la fois les buts immédiats et le but historique, elle avait conduit à une situation pire encore, c'est-à-dire à l'utilisation des organisations, des forces, de la combativité, des personnes et des vies des prolétaires à des fins qui, loin d'être celles de leur classe, conduisaient à un renforcement de l'impérialisme capitaliste. La guerre avait permis à celui-ci d'éloigner, au moins pour toute une phase historique, le danger qu'engendraient les contradictions de son mécanisme productif, tandis que le ralliement des cadres syndicaux et politiques de la classe adverse au travers du mécanisme des coalitions nationales, lui permettait par ailleurs de surmonter la crise politique déterminée par la guerre et ses répercussions.

Comme le montre la critique léniniste, on avait ainsi complètement dénaturé le but du parti prolétarien qui n'est pas de sauver la patrie bourgeoise ou les institutions de la soi-disant liberté bourgeoise, mais de tenir les forces prolétariennes en ordre de bataille sur la ligne historique générale du mouvement, qui doit culminer dans la conquête totale du pouvoir politique et le renversement de l'Etat bourgeois.

Dans l'immédiat après-guerre, alors que ce que l'on appelle les conditions subjectives de la révolution (c'est-à-dire l'efficacité des organisations et des partis du prolétariat) apparaissaient défavorables, tandis que la crise du monde bourgeois qui se manifestait alors dans toute son ampleur fournissait au contraire des conditions objectives favorables, il s'agissait de pallier la première déficience par la rapide réorganisation de l'Internationale révolutionnaire.

Ce processus fut dominé, et il ne pouvait en être autrement, par le grandiose fait historique de la première victoire révolutionnaire des prolétaires en Russie, qui avait permis de remettre en pleine lumière les gran-

des directives communistes. Mais on voulut faire de la tactique des partis communistes, qui dans les autres pays réunissaient les groupes socialistes adversaires de l'opportunisme de guerre, une imitation directe de la tactique appliquée victorieusement en Russie par le parti bolchevique pour conquérir le pouvoir au cours de sa lutte historique de février à novembre 1917.

Dès les premiers temps, cela donna lieu à d'importants débats sur les méthodes tactiques de l'Internationale, et en particulier sur celle du front unique qui consistait à adresser fréquemment aux autres partis prolétariens et socialistes des invitations à agir de concert, et qui avait pour but de démasquer ces partis et de détourner à l'avantage des communistes leur influence traditionnelle sur les masses.

En fait, malgré les mises en garde pressantes de la Gauche communiste italienne et d'autres groupes d'opposition, les chefs de l'Internationale ne se rendirent pas compte que cette tactique du front unique, en alignant les organisations révolutionnaires aux côtés des organisations social-démocrates, social-patriotes, opportunistes dont elles venaient de se séparer par suite d'une opposition irréductible, non seulement désorienterait les masses et rendrait du même coup illusoire les avantages attendus de cette tactique, mais — ce qui était plus grave encore — finirait par corrompre les partis révolutionnaires eux-mêmes. S'il est vrai que le parti révolutionnaire est le meilleur facteur de l'histoire et le moins étroitement conditionné, il n'en reste pas moins un produit de cette histoire et subit donc des changements et des déviations à chaque modification des forces sociales. On ne peut considérer la tactique du parti comme le libre maniement d'une arme qui, brandie dans n'importe quelle direction, demeurerait identique à elle-même : sa tactique influence et modifie le parti lui-même. Aucune tactique ne doit être rejetée au nom d'un apriorisme dogmatique, mais toute tactique doit être soigneusement analysée et discutée en fonction de ce critère : pour gagner éventuellement en influence sur les masses, ne va-t-on pas compromettre le caractère du parti et sa capacité de guider ces masses vers le but final ?

L'adoption de la tactique du front unique signifiait en réalité que l'Internationale Communiste s'engageait elle aussi sur la voie de l'opportunisme qui avait conduit la II<sup>e</sup> Internationale à la défaite et à la liquidation. Sacrifier la victoire finale et totale aux succès contingents et partiels, telle avait été la caractéristique de la tactique opportuniste ; celle du front unique était elle aussi opportuniste, puisqu'elle sacrifiait justement la garantie primordiale et irremplaçable de la victoire finale (la capacité révolutionnaire du parti de classe) à l'action contingente qui devait assurer des avantages momentanés et partiels au prolétariat (l'augmentation de l'influence du parti sur les masses et une participation massive du prolétariat à la lutte pour l'amélioration graduelle de ses conditions matérielles et pour le maintien des conquêtes déjà obtenues).

Dans la situation objectivement révolutionnaire du premier après-guerre, la direction de l'Internationale se laissa guider par la crainte — d'ailleurs non sans fondement — de ne pas être prête ou en tous cas peu suivie des

masses lors de l'explosion d'un mouvement européen général que pouvait provoquer la conquête du pouvoir dans un grand pays capitaliste. L'éventualité d'un rapide effondrement du monde capitaliste était tellement importante pour l'Internationale léniniste, qu'on peut comprendre aujourd'hui comment, dans l'espoir de pouvoir diriger de plus vastes masses dans la lutte pour la révolution européenne, elle alla jusqu'à accepter l'adhésion de mouvements qui n'étaient pas de véritables partis communistes, et chercha, par la tactique élastique du front unique, à garder le contact avec les masses par dessus l'appareil des partis qui oscillaient entre la conservation et la révolution.

Si l'éventualité favorable s'était réalisée, ses conséquences sur la politique et sur l'économie du premier pouvoir prolétarien en Russie auraient eu une importance telle qu'un redressement immédiat des organisations internationales et nationales du mouvement communiste aurait été possible.

L'éventualité la plus défavorable, celle de la stabilisation relative du capitalisme, s'étant au contraire réalisée, le prolétariat révolutionnaire dut reprendre la lutte avec un mouvement qui, ayant sacrifié sa claire orientation politique et l'homogénéité de sa composition et de son organisation, se trouvait exposé à de nouvelles dégénérescences opportunistes.

Toutefois, l'erreur qui ouvrit la porte de la III<sup>e</sup> Internationale à la nouvelle vague opportuniste n'était pas seulement une erreur de calcul sur les délais de la révolution prolétarienne ; c'était une erreur d'orientation et d'interprétation historique qu'on commettait en généralisant les expériences et les méthodes du bolchevisme russe pour les appliquer à des pays de civilisation bourgeoise et capitaliste bien plus développée. La Russie d'avant février 1917 était encore une Russie féodale dans laquelle les forces productives capitalistes étaient étouffées par les vieux rapports de production : il était évident que dans cette situation, analogue en substance à celle de la France de 1789 et de l'Allemagne de 1848, le parti politique du prolétariat devait combattre le tsarisme même s'il semblait impossible d'éviter que s'établisse un régime bourgeois capitaliste après son renversement ; et en conséquence, il était tout aussi évident que le parti bolchevique pouvait prendre avec d'autres groupements politiques les contacts rendus nécessaires par la lutte contre le tsarisme. Entre février et octobre 1917, le parti bolchevique rencontra les conditions objectives favorables à un plus vaste dessein : greffer directement la victoire du prolétariat révolutionnaire sur le renversement du tsarisme. Il durcit donc ses positions tactiques, luttant ouvertement et sans merci contre toutes les autres formations politiques, des réactionnaires fauteurs d'une restauration tsariste aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Mais, tandis que l'on pouvait effectivement craindre la restauration du féodalisme absolutiste et théocratique, les formations politiques et étatiques de la bourgeoisie, ou celles qu'elle contrôlait, n'avaient encore, dans la situation extrêmement instable d'alors, aucune solidité et se montraient incapables d'attirer et d'absorber les forces autonomes du prolétariat : ces conditions mirent le parti bolchevique en mesure d'accepter des contacts et de prendre des accords provisoires avec d'autres

organisations ayant une certaine influence dans le prolétariat, comme cela se produisit lors de la tentative de coup d'Etat de Korlinov.

Lorsqu'il réalisait le front unique contre Korlinov, le parti bolchevique luttait contre une réaction féodale réelle ; par ailleurs, il n'avait à craindre ni un renforcement des organisations menchévique et socialiste-révolutionnaire qui eût pu le soumettre à leur influence, ni qu'un solide pouvoir d'Etat puisse tirer avantage contre lui de l'appui limité qu'il lui apportait.

La situation et le rapport des forces étaient complètement différents dans les pays de civilisation bourgeoise avancée. Là, la perspective d'une restauration féodale était totalement absente (et à plus forte raison l'est-elle aujourd'hui) ; l'objet même d'éventuelles actions communes avec d'autres partis n'existait donc pas. De plus, le pouvoir d'Etat et les organisations bourgeoises y étaient tellement affermis par le succès et la tradition de domination, qu'il était bien prévisible que les organisations autonomes du prolétariat, poussées par la tactique du front unique à des contacts fréquents et étroits avec elles, seraient presque inévitablement influencées et absorbées progressivement par les organisations bourgeoises.

L'ignorance de cette profonde différence de situation et la volonté d'appliquer à des pays développés les méthodes tactiques bolcheviques adaptées à la situation du régime bourgeois naissant de la Russie, ont conduit l'Internationale Communiste à une série de défaites de plus en plus graves, et enfin à sa honteuse liquidation.

On poussa la tactique du front unique jusqu'à lancer des mots d'ordre contraires au programme du parti sur la question de l'Etat : on revendiqua la formation de *gouvernements ouvriers*, c'est-à-dire de gouvernements formés à la fois de communistes et de sociaux-démocrates et parvenant au pouvoir par les voies parlementaires sans briser l'appareil d'Etat bourgeois par la violence. Ce mot d'ordre du gouvernement ouvrier fut présenté au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste comme le corollaire logique et naturel de la tactique du front unique ; et il fut appliqué en Allemagne, avec pour résultat une grave défaite du prolétariat allemand et de son parti communiste.

Après le V<sup>e</sup> Congrès, la dégénérescence de l'Internationale s'amplifia au point de devenir évidente. Du front unique on passa aux alliances électorales avec des partis non seulement non communistes, mais même non prolétariens, à la création des fronts populaires, à l'appui aux gouvernements bourgeois. Là où la contre-offensive bourgeoise du fascisme avait conquis le monopole du pouvoir, on proclama que le parti ouvrier, suspendant la lutte pour ses buts spécifiques, devait constituer l'aile gauche d'une coalition anti-fasciste étendue aux partis bourgeois démocratiques et libéraux, dans le but de combattre les régimes totalitaires bourgeois et de constituer, après leur chute, un gouvernement de coalition de tous les partis, bourgeois et ouvriers, opposés au fascisme. Partant du front unique de la classe ouvrière, on en arrivait ainsi à l'unité nationale de toutes les classes, bourgeoise et pro-

létarienne, dominante et dominée, exploiteuse et exploitée. Autrement dit, à partir d'une manœuvre tactique discutable et contingente qui supposait l'autonomie absolue des organisations révolutionnaires et communistes, on aboutissait à la liquidation effective de cette autonomie et à la négation, non plus seulement de l'intransigeance révolutionnaire bolchevique, mais même de la notion marxiste de classe.

Cette évolution progressive de l'Internationale Communiste qui reniait formellement les thèses sur la tactique qu'elle avait elle-même adoptées lors de ses premiers congrès et les solutions classiques défendues par Lénine dans sa « maladie infantile du communisme », nous autorise à affirmer, avec l'expérience de plus de vingt ans de vie de l'Internationale, qu'une déviation aussi considérable par rapport au but initial n'a pu naître que d'une appréciation de base erronée des exigences tactiques du parti, en même temps que des revers de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste.

Il est aujourd'hui possible, sans rappeler l'ensemble des arguments développés dans les discussions d'alors, de conclure que le bilan de la tactique trop élastique et trop manœuvrière a été non seulement négatif, mais désastreux.

A plusieurs reprises et dans tous les pays, les partis communistes dirigés par le Komintern ont essayé d'exploiter les situations dans un sens révolutionnaire en recourant à la manœuvre du front unique, puis de s'opposer à la prédominance de la droite bourgeoise par la tactique des blocs de gauche. Ils n'ont enregistré que des défaites retentissantes. De l'Allemagne à la France, de la Chine à l'Espagne, nulle part le front unique n'a soustrait les masses aux partis opportunistes et à l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise pour les porter sur la voie révolutionnaire et communiste, mais il a conduit au résultat inverse au profit des anti-communistes. Les partis communistes, ou bien furent attaqués sans pitié par leurs ex-alliés à la rupture de la coalition et subirent de cuisantes défaites dans leur tentative de lutter seuls, ou bien, absorbés par les coalitions, furent complètement dénaturés au point de ne plus différer pratiquement des partis opportunistes.

Il est bien vrai qu'entre 1928 et 1934 le Komintern, se retournant de manière inattendue contre les courants bourgeois de gauche et la social-démocratie, relançait les mots d'ordre d'autonomie politique et de lutte indépendante. Mais ce brusque virage tactique ne réussit qu'à jeter les partis communistes dans la désorientation la plus complète et ne put opposer aucun succès historique aux victoires des contre-offensives fascistes ou des actions solidaires des coalitions bourgeoises contre le prolétariat. On doit chercher la cause de ces revers dans le fait que les différents mots d'ordre tactiques pleuvaient sur les partis et leurs cadres comme autant d'improvisations inattendues, sans que l'organisation communiste soit préparée le moins du monde aux différentes éventualités. Or les plans tactiques du parti ne peuvent ni ne doivent devenir le monopole ésotérique de cercles dirigeants; définissant au contraire par avance l'attitude correspondant aux diverses situations prévisibles, ils doivent être étroitement liés à la théorie, à la conscience politique des militants, aux traditions du mouvement et doi-

vent imprégner l'organisation du parti de telle sorte qu'il soit toujours préparé et qu'il puisse prévoir quelles seront les réactions de sa structure unitaire au cours favorable ou défavorable de la lutte. Ce n'est pas avoir une notion de parti plus complète et plus révolutionnaire que d'en attendre autre chose et plus, que de croire qu'il peut résister à des coups de gouvernement imprévus ; au contraire, comme le prouvent les faits historiques c'est là l'attitude de l'opportunisme qui ne peut que soumettre le parti révolutionnaire à l'influence défaitiste de la politique bourgeoise, ou bien le désarmer devant la répression.

Lorsque le degré de développement de la société et le cours des événements conduisent le prolétariat à servir des causes qui ne sont pas les siennes en figurant dans ces fausses révolutions dont la bourgeoisie manifeste le besoin de temps à autre, l'opportunisme triomphe ; le parti de classe entre en crise, sa direction passe sous l'influence bourgeoise, et la reprise de la voie prolétarienne ne peut plus passer que par la scission des vieux partis, la formation de nouveaux noyaux et la reconstitution nationale et internationale de l'organisation politique prolétarienne.

En conclusion, la tactique qu'appliquera le parti prolétarien international lorsqu'il se sera reconstitué dans tous les pays devra se baser sur les directives suivantes.

L'expérience pratique des crises opportunistes et des luttes conduites par les groupes marxistes de gauche contre les révisionnistes de la II<sup>e</sup> Internationale et contre la dégénérescence de l'Internationale Communiste, prouve qu'ont ne peut conserver le programme, la tradition politique et la solidité d'organisation du parti si celui-ci applique une tactique qui, ne serait-ce que dans la forme, comporte des attitudes et des mots d'ordre acceptables par les mouvements politiques opportunistes. De même, tout flottement, tout relâchement dans le domaine doctrinal entraîne une tactique et une action opportunistes.

Par conséquent, le parti se distingue de tous les autres, ennemis déclarés ou prétendus alliés — ceux qui recrutent leurs adhérents dans les rangs de la classe ouvrière y compris —, en ce que sa praxis politique rejette les manœuvres, les combinaisons, les alliances, les blocs qui se forment traditionnellement sur la base de mots d'ordre contingents communs à plusieurs partis.

Cette position du parti a une valeur essentiellement historique, et elle lui appartient en propre au même titre que son appréciation originale de la période que traverse actuellement la société capitaliste.

Le parti révolutionnaire de classe est le seul à comprendre que les postulats économiques, sociaux et politiques du libéralisme et de la démocratie sont aujourd'hui anti-historiques, illusoire et réactionnaires, et que le monde en est à la phase où, dans les grands pays, l'organisation libérale doit disparaître et céder la place au système fasciste, plus moderne.

Par contre, lorsque la classe capitaliste devait encore renverser le vieux pouvoir féodal, ou même lorsque certaines phases essentielles de son expan-

sion — encore fondée sur la libre entreprise dans le domaine économique et sur la démocratie en politique — restaient encore à traverser dans des pays importants, une alliance transitoire des communistes avec d'autres partis était compréhensible et admissible. En effet, dans le premier cas ces partis étaient ouvertement révolutionnaires, anti-légalitaires, organisés pour la lutte armée, et dans le second ils remplissaient un rôle qui assurait des conditions utiles et réellement « progressives » pour que le régime capitaliste avance rapidement sur le chemin qui doit conduire à sa perte.

Ce changement de tactique des communistes correspond donc au passage d'une période historique à une autre ; il ne peut être remis en question par une casuistique locale et nationale, ni aller se perdre dans l'analyse des incertitudes que comporte indubitablement l'avenir du capitalisme, sous peine d'entraîner le parti dans la pratique fustigée par Lénine dans « Un pas en avant, deux pas en arrière ».

La politique du parti prolétarien est avant tout internationale (et cela le distingue de tous les autres) depuis que, pour la première fois, son programme a été formulé et son organisation constituée. Comme le dit le *Manifeste*, les communistes, en appuyant tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant, mettent en avant et font valoir, en même temps que la question de la propriété, ces intérêts communs à tout le prolétariat qui sont indépendants de la nationalité.

Tant qu'elle ne fut pas dévoyée par le stalinisme, la stratégie révolutionnaire des communistes inspira une tactique internationale visant à enfoncer le front bourgeois dans les pays où apparaissent les meilleures possibilités, en mobilisant dans ce but toutes les ressources du mouvement.

En éliminant le dernier appareil d'Etat et la dernière organisation militaire d'une certaine puissance qui n'aient pas encore un caractère capitaliste, la grande révolution russe a mis en terme historique à la tactique des alliances insurrectionnelles contre les vieux régimes. Le mouvement révolutionnaire international doit donc dénoncer formellement la tactique des blocs ou des coalitions, qui a perdu tout fondement théorique.

Dès les premières années de vie de la III<sup>e</sup> Internationale, l'importance excessive donnée à l'application des positions tactiques russes dans les pays de régime bourgeois stabilisé, et même dans les pays extra-européens et coloniaux, fut la première manifestation de la réapparition du péril révisionniste.

La seconde guerre impérialiste et ses conséquences, déjà évidentes, se caractérisent par le renforcement et l'extension au monde entier, non pas seulement des toutes-puissantes formes économiques capitalistes, mais du contrôle politique et militaire inexorable qu'exercent les grandes centrales impériales du capitalisme, dont la gigantesque coalition actuelle inclut l'Etat russe.

En conséquence, les tactiques locales ne peuvent être que des aspects de la stratégie révolutionnaire générale, qui doit avant tout restaurer le programme du parti prolétarien mondial, puis tisser à nouveau le réseau de son organisation dans chaque pays.

Cette lutte doit être menée dans une ambiance où triomphent les illusions et les séductions de l'opportunisme : la propagande en faveur de la croisade pour la liberté contre le fascisme dans le domaine idéologique, et dans la pratique politique les coalitions, les blocs, les fusions et les revendications illusoirement présentées de concert par les directions des innombrables partis, groupes et mouvements.

Proclamer que l'histoire a rejeté irrévocablement la pratique des accords entre partis, qu'il s'agit là d'un résultat essentiel et fondamental et non pas d'une simple réaction aux saturnales opportunistes et aux combinaisons acrobatiques des politiciens, c'est le seul moyen pour que les masses prolétariennes comprennent la nécessité de reconstruire le parti révolutionnaire, fondamentalement différent de tous les autres.

Même pour des périodes transitoires, aucun des mouvements auxquels participe le parti ne doit être dirigé par un super-parti, un organisme supérieur coiffant un groupe de partis alliés.

Dans la phase historique moderne de la politique mondiale, les masses prolétariennes ne pourront se mobiliser de nouveau pour des buts révolutionnaires qu'en réalisant leur unité de classe autour d'un seul parti, cimenté par la théorie marxiste, prêt à préparer l'insurrection et à assumer la gestion du pouvoir.

Toute manifestation, même limitée, du parti doit faire apparaître aux masses que la seule alternative possible est, ou bien la lutte révolutionnaire, ou bien le renforcement international de la domination économique et politique de la bourgeoisie et de sa capacité de maîtriser les contradictions et les convulsions qui menacent l'existence de son régime.

Traduit de *Prometeo*, n° 7, mai-juin 1947

## UN TRAVAIL DE PARTI :

# “ HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE ”

La première partie de cette étude, qui concerne l'histoire de la gauche marxiste qui fonda la section italienne de la III<sup>e</sup> Internationale en 1921 à Livourne, a été publiée dans le numéro précédent de **Programme Communiste**. Elle couvrait la période allant des débuts de la I<sup>re</sup> Internationale et des premières luttes des marxistes italiens contre le « socialisme libertaire » aux premières réactions au sein du Parti Socialiste Italien contre la droite parlementaire qui le dominait et lui imprimait une orientation réformiste. Nous poursuivons ici ce travail pour la période allant de 1900 à la veille de la guerre impérialiste, réservant la question de la lutte des socialistes italiens contre l'impérialisme pendant les années du conflit à des numéros ultérieurs. Les lecteurs connaissant l'italien peuvent pour-tant se procurer immédiatement auprès de nous la « *Storia della sinistra comunista* », publiée en Italie par notre Parti, dont nous ne faisons que donner ici un résumé.

## 1910 : PREMIERE REACTION DES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

Aux élections de 1909, les socialistes, ainsi que les républicains et les radicaux d'inspiration franc-maçonne, avaient remporté un succès notable. Le nouveau gouvernement s'étant constitué avec un programme d'élargissement du droit de vote, de réformes fiscales et scolaires de sens progressif et laïque, le groupe parlementaire du Parti socialiste se laissa convaincre par Turati de lui accorder son appui contre la droite, et la direction justifia la chose en invoquant la fameuse « autonomie » du groupe parlementaire. C'est dans cette situation que se tint en octobre 1910 **le congrès de Milan** qui ne réussit pas encore à battre les réformistes, mais où la gauche exprima avec vivacité ses désaccords.

Tout d'abord elle tenta d'obtenir une inversion de l'ordre du jour qui aurait permis de discuter l'œuvre passée du groupe parlementaire et de la direction du Parti avant la question générale de tactique. Elle n'y réussit pas, car ceux-ci s'y opposèrent, sentant bien qu'ils auraient plus facilement raison d'un adversaire théoriquement mal armé sur le terrain des méthodes générales que sur celui de la critique de leur activité. L'inversion fut repoussée par 12.000 voix contre 6.000, les effectifs du Parti étant tombés de plus de 40.000 à 32.000 en 1910.

Dans la discussion, Lazzari, vieux révolutionnaire, fit une critique décidée de l'action parlementaire et extra-parlementaire des réformistes. Il dénonça la tendance à sacrifier à l'œuvre contingente de législation sociale les objectifs finaux et le programme du Parti, qualifia de scandaleux l'appui du groupe socialiste au gouvernement d'alors, (comme à tout autre, d'ailleurs) et stigmatisa enfin la thèse de Turati selon laquelle le prolétariat participait de façon croissante aux bénéfices du progrès écono-

mique, dont il était en réalité « la principale victime ». Lazzari a commis bien des fautes dans la période ultérieure, mais dans sa loyauté naïve, son discours le place loin à la gauche des « communistes » d'un demi-siècle plus tard !

On a une autre manifestation de la lutte alors engagée par la gauche dans les déclarations de Benito Mussolini qui, à Milan, fait sa première apparition, mais qui, jusqu'à son extraordinaire volte-face de 1915, fera figure de révolutionnaire conséquent, en qui les jeunes socialistes, plus radicaux que les adultes, mettaient leurs meilleurs espoirs pour la victoire sur le réformisme. A ceux qui, au congrès d'alors, ont chanté les louanges du suffrage universel, il rappelle que « des nations avancées comme l'Allemagne et l'Autriche l'ont déjà, et que cela ne signifie pas qu'avec le suffrage universel, on doit arriver au socialisme. » A ceux qui ont « chanté les louanges de la législation sociale », il réplique que « les pays où elle est le plus poussée — comme par exemple l'Angleterre — sont encore très loin du socialisme » que « si le prolétariat italien n'était plus représenté au Parlement, le mal ne serait pas grand », et enfin que « l'affaire de la patrie, ce vieux cliché de la patrie en danger, est le cliché **idéologique** de toutes les démocraties bourgeoises, celui qui depuis trente ans sert à pomper au prolétariat sang et travail ». Parlant au nom des gauches de Romagne, Mussolini condamne avec efficacité la **trêve** politique en cours dans cette province entre socialistes et républicains. Entre eux, la violente lutte politique de naguère avait une sérieuse base économique et de classe et elle représente une des pages les plus glorieuses du socialisme italien : les **socialistes**, les **rouges**, c'étaient les ouvriers agricoles, authentiques prolétaires de la terre et militants armés du socialisme, pour lequel ils avaient versé leur sang sans compter ; les **républicains**, les **francs-maçons**, les **jeunes**, c'étaient les métayers riches exploitant des travailleurs salariés : « vous n'avez rien compris, avec votre **trêve** ! s'exclamait Mussolini, là-bas, on vit en pleine révolution ! ». Que dire alors de toutes les « trêves » semblables — et plus durables — qui ont été conclues depuis par les « communistes » avec toutes les nuances de l'insaisissable « démocratie » contre toutes sortes de fascismes vrais ou supposés — pour ne pas parler du honteux « pacte de pacification » de 1921 entre les républicains et les socialistes d'une part et les fascistes eux-mêmes de l'autre ?

Les adversaires de la gauche étaient multiples : ce n'était pas seulement le réformisme de Turati qui, au Congrès, se prononça contre la « politique des blocs », justifiée, selon lui, seulement en cas « d'offensive de la réaction », ce qui fait de lui en quelque sorte le père spirituel de l'antifascisme ; c'était aussi le réformisme de gauche de Modigliani, qui, pour des raisons tout autres que révolutionnaires, proposait au Parti d'adopter une attitude politique et parlementaire plus intransigeante, mais qui était un ennemi décidé de la gauche ; c'était enfin un réformisme d'extrême-droite, encouragé par la rupture de 1906 avec les syndicalistes anarchistes (congrès de Rome), et dont le chef, Bissoлатi, allait jusqu'à reconnaître la « nécessité de la défense de la patrie »

en cas d'« agression étrangère » et l'abandon du vote socialiste traditionnel contre les crédits militaires.

La gauche manquait encore de maturité, et elle tirait sa force des excès mêmes de cette droite réformiste, qui, à Milan, se manifesta sous le double aspect du **syndicalisme** et du **possibilisme**, deux faces du même **immédiatisme** qui a toujours été le pire ennemi du Parti prolétarien. C'est ainsi que l'ultra-réformiste Cabrini fit au congrès une apologie impudente de la Confédération Générale du Travail qui, selon lui, pratiquait « la véritable politique prolétarienne », alors que, comme le notaient les révolutionnaires, elle dictait en réalité ses ordres aux députés du parti, privait ses sections de toute vie politique, et imposait à celui-ci ses exigences immédiates. C'est ainsi que Bissolati revendiqua ouvertement l'autonomie locale dans la tactique pour les élections ; l'autonomie du groupe parlementaire face au parti ; le libre appui de ce groupe aux gouvernements quand il le juge opportun et enfin, dans un avenir proche, la modification du parti qui, devenant « parti des travailleurs » devait faire place à la « représentation **directe** du prolétariat » c'est-à-dire tout simplement « transmettre ses pouvoirs » de parti politique à la Confédération syndicale, puisque « le prolétariat doit interpréter ses propres besoins sans conseillers, apôtres ou interprètes auto-brevetés » (depuis, nous avons entendu le même langage dans la bouche de gens qui se croyaient « d'extrême-gauche » et qui pour rien au monde n'auraient voulu reconnaître en Bissolati un père spirituel). A ses yeux, c'est seulement alors que la classe ouvrière « se serait formulé à elle-même les critères de sa propre tactique et aurait trouvé en elle-même la conscience politique qui, aujourd'hui, va s'obscurcissant en nous (c'est-à-dire dans le **parti** politique) ». Tant il est vrai que les réformistes possibilistes font exactement la même spéculation démagogique que les syndicalistes libertaires sur la formule marxiste : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » qui est une grande vérité historique pourvu qu'elle ne soit pas castrée de tout sens révolutionnaire par l'immédiatisme !

Au Congrès de Milan, c'est le réformisme de Turati qui l'emporte une fois encore, avec 13.000 voix contre 4.557 à Modigliani et seulement 6.000 à Lazzari. La résolution finale est faible, comme toujours, et tout ce qu'on y trouve de nouveau, c'est la mention que le parti lutte contre les institutions « religieuses, laïques et militaires », de la société bourgeoise, avec une référence expresse à l'Eglise, à la Franc-Maçonnerie et au Militarisme. Ce passage n'était pas d'une parfaite clarté marxiste, mais il donna lieu à d'utiles développements politiques.

## **LA GUERRE ITALO-TURQUE ET LA VICTOIRE DES INTRANSIGEANTS**

Ce qui donna au parti socialiste l'impulsion décisive dans sa lutte interne jusque là malheureuse contre le réformisme fut un événement d'importance non pas seulement nationale, mais mondiale, et lié au dé-

veloppement général de l'impérialisme: la guerre italo-turque de 1911. Le prétexte de cette guerre déclarée à la Turquie, le 29 septembre, par le gouvernement de Giolitti revenu au pouvoir fut la victoire du parti **Jeune Turc** que ce dernier accusait de « nationalisme », mais dont Lénine apprécia hautement la révolution, de caractère populaire et non pas prolétarien, contre le régime féodal turc.

Ayant déclaré la guerre, le gouvernement italien fit occuper Tripoli par sa flotte. Suivant une tradition anticolonialiste déjà ancienne chez lui, le mouvement prolétarien se dressa énergiquement contre cette entreprise impérialiste. La grève ne fut pas tout à fait générale, mais les manifestations contre le départ des troupes furent très vives. Le groupe parlementaire socialiste vota un ordre du jour Turati contre la guerre, mais ne fut pas suivi par les droitiers de Felice, Bissolati, Bonomi, Cabrini et Podrecca. Notons au passage que nombre de « syndicalistes révolutionnaires » se déclarèrent solidaires de l'expédition de Lybie, en premier lieu Arturo Labriola, Orano et Olivetti.

Sous l'influence de cette situation générale, **un congrès extraordinaire du Parti** se réunit le 15 octobre 1911 à **Modène**.

L'orateur des réformistes de gauche condamna la guerre et soutint qu'il fallait passer à une opposition décidée contre Giolitti, sans pour autant renoncer en théorie au vieux possibilisme. L'orateur de la gauche répondit justement qu'il ne fallait pas traiter la guerre comme une quelconque conjoncture politique, mais chercher son origine dans l'essence même du capitalisme. Il ne fallait donc pas se contenter de passer à l'opposition au gouvernement de guerre, mais constater la faillite de l'illusion coupable consistant à attendre de l'Etat bourgeois des avantages pour le prolétariat et le socialisme, et condamner la tendance à subordonner les buts ultimes du mouvement aux intérêts immédiats de la classe ouvrière tels qu'ils s'expriment dans ses organisations économiques: « Si nous voulons adapter l'idéal ou ce que l'on pourrait appeler la **doctrine du socialisme**, les attitudes du Parti et celles de ses membres aux contingences de la vie des autres partis et à l'opportunisme qui règne nécessairement dans la pratique quotidienne, dans la lutte pour la vie, nous détruirons en nous-mêmes toutes les raisons théoriques qui militent pour le socialisme, et nous donnerons raison à Bissolati et aussi à Armando Bussi qui considèrent l'évolution comme une force par elle-même suffisante pour régler l'avenir de la société ». Il faut noter ici que prompts à relever et à combattre le divorce entre action économique et action politique, entre revendications minimales et programme maximum, les révolutionnaires intransigeants de cette époque péchaient par insuffisance théorique quand il s'agissait de définir ce programme, qu'ils réduisaient à « l'idéal, la pensée, l'âme socialiste », dans lesquels il fallait « éduquer » les masses en les protégeant contre le danger corporatif. Les conséquences pratiques de cette insuffisance théorique apparaîtront au grand jour pendant la guerre, quand le socialisme italien « sauvera son âme »,

mais ne saura pas brandir son programme comme une arme contre la société capitaliste et sa manifestation extrême, l'impérialisme.

Un second orateur soutint au nom des révolutionnaires que l'opposition à la guerre de Libye ne devait pas s'appuyer sur des motifs contingents, tels que les **dépenses** effectuées aux dépens des réformes sociales, mais sur des principes internationalistes ; il vaut la peine de le rappeler, car c'est précisément sur ce terrain des « dépenses » que le P.C.F. a, plus de cinquante ans plus tard, développé sa démagogie et tardive « opposition à la guerre d'Algérie » ! L'ordre du jour de la gauche, très bref, et dont Lazzari lui-même se déclarait à juste raison insatisfait, constatait qu'on pouvait tirer certains avantages de l'action parlementaire, mais que ceux-ci entretenaient chez les exploités l'illusion qu'il soit possible de rénover les institutions sociales par la voie parlementaire. Il se terminait malheureusement par l'habituelle évocation de l'œuvre d'« éducation et élévation » du prolétariat par le parti, sans un mot pour ses tâches d'encadrement et d'orientation de la lutte révolutionnaire et de direction de la dictature de classe.

Cinq courants s'opposaient au congrès : les **réformistes** de droite obtinrent 1.954 voix ; le **courant de Treves et Turati** 7.818 ; les **réformistes de gauche** de Modigliani, 1.736 ; les **centristes** de Pescetti 1.073 et enfin les **révolutionnaires** 8.646. Ceux-ci avaient donc finalement remporté une victoire relative, mais comme ils renoncèrent — avec raison — au ballottage, les organes du Parti restèrent dans les mains des réformistes de Turati. La veille encore, la gauche n'était que la « minorité de la minorité », aussi se déclara-t-elle satisfaite des résultats obtenus dans sa lutte contre le « ministérialisme ».

Le 23 février 1912, tout le groupe socialiste votait contre l'annexion de la Libye au royaume d'Italie, les discours de Turati et Bissolati étant cependant de tons bien différents. Ce fut l'occasion d'exclure un député qui avait voté pour, et qui s'était fait siffler publiquement sur les places par les ouvriers, Enrico Ferri. Mais le 14 mai, un incident provoquait une crise dans le Parti. Le maçon Antonio d'Alba ayant tiré sur le roi, tous les parlementaires se rendirent au Quirinal sur la proposition du **républicain** Pantono pour marquer leur réprobation de l'attentat, sauf les socialistes. Trois députés : Bonomi, Pissolati et Cabrini rompirent à cette occasion la discipline, ce qui souleva une vive indignation dans le Parti. Mussolini, qui lors du Congrès de Modène était en prison pour ses actions contre la guerre de Libye, mais en était sorti depuis, réclama à grands cris l'expulsion des trois défaillants au congrès prévu pour les 7-10 juillet 1912 à Reggio Emilia, dans la « **Lotta di Classe** » de Forli qui, comme d'autres journaux régionaux et comme l'hebdomadaire national « **La Soffitta** » (1), étaient avec les révolutionnaires.

---

(1) C'est-à-dire « **Le Grenier** » ; ce titre inattendu était la réponse des révolutionnaires à tous ceux qui prétendaient que le marxisme orthodoxe était tout juste bon à « mettre au grenier ».

Au Congrès de Reggio Emilia, l'événement important est constitué par les réunions de la fraction révolutionnaire intransigeante où les éléments les plus jeunes prirent des positions d'avant-garde auxquelles on peut faire remonter la gauche communiste qui se développera plus tard. Cette fois, les révolutionnaires réussirent à imposer la discussion immédiate des erreurs de la Direction et du Groupe parlementaire. Il était juste de le faire, car l'élaboration programmatique n'est jamais qu'une conséquence retardée de la lutte contre la dégénérescence opportuniste et la condamnation décidée des tactiques défaitistes. La gauche du parti socialiste italien est une illustration particulièrement heureuse de ce point et c'est pourquoi nous voulons suivre ici les étapes qu'elle a traversées de 1912 à 1919

A Reggio Emilia, Lazzari réclama énergiquement la condamnation des organes centraux du Parti que Modigliani ne défendit que faiblement en rejetant les attaques sur la droite. Serrati déplora que les agitations contre la guerre aient été plutôt subies que dirigées par le Parti, que même à l'égard de la grève générale la Direction se soit montrée « froide, incertaine et hésitante » et « ait attendu que la Confédération Générale du Travail l'ait rappelée à ses devoirs et enfin que la propagande du Parti contre la guerre ne se soit pas inspirée de principes généraux ni n'ait été menée de façon régulière... » Il y eut ensuite un mémorable discours de Mussolini, qui s'appuyait sur les exigences énergiques exprimées au cours des longues séances nocturnes de la fraction de gauche et qui avaient fait taire bien des hésitants. L'autonomie du groupe parlementaire y était finalement condamnée en toutes lettres, tandis que l'orateur soumettait le parlementarisme à une critique acerbe, ainsi que l'importance exagérée donnée au suffrage universel que Giolitti avait offert en contre-partie de l'expédition impérialiste en Libye, et qu'il qualifia de « ballon d'oxygène destiné à prolonger la vie de l'agonisant ». Il proclama que l'usage d'un tel suffrage « doit seulement démontrer au prolétariat qu'il n'est pas l'arme qui lui permettra de conquérir son émancipation totale », concluant sans ambages que le temps était venu de « célébrer solennellement par un acte de sincérité la scission déjà accomplie entre les hommes et les choses ». Le fort de Mussolini n'avait cependant jamais été les constructions théoriques, mais les positions de lutte. Il condamna la visite des trois députés socialistes au Quirinal d'une formule vigoureuse: « Nous ne sommes pas pour l'attentat individuel, mais les attentats sont les inconvénients du métier de roi comme les chutes du haut des ponts ceux du métier de maçon » (d'Alba était maçon). Puis, il lut au milieu d'applaudissements frénétiques la motion de la gauche qui expulsait du parti Bissolati, Bonomi et Cabrini, oubliant dans sa hâte que la fraction avait également décidé la nuit précédente l'expulsion du député Podrecca « pour ses attitudes nationalistes et jusqu'au-boutistes ». L'erreur fut réparée au milieu de nouvelles acclamations, au grand désarroi de la droite et du centre. Ironie de l'histoire, Mussolini avait prononcé, entre autres, cette phrase destinée à vaincre les hésitations du Parti à expulser les défaillants: « **Le Parti n'est pas une vitrine pour les hommes illustres!** ». Elle sera appliquée

quelques années plus tard à Mussolini lui-même, ce qui prouve que les vérités sont telles non en vertu de qui les prononce mais en leur vertu propre...

Vint le tour des accusés. Cabrini tenta de prendre la parole, mais le Congrès l'en empêcha en lui chantant la Marche Royale. Bonomi fit des déclarations caractéristiques dans son discours de défense et qui valent la peine d'être rapportées : « nous ne voulons plus **renverser l'Etat**, dit-il ; au contraire, nous sommes réconciliés avec lui dans la mesure où il est désormais « **perméable aux forces du prolétariat** ». Notre socialisme réformiste est un fait **concret** : il s'appuie sur le mouvement des travailleurs. C'est en outre un mouvement **national**, puisque les besoins du prolétariat sont « en accord avec les besoins plus larges de la nation ». C'est enfin une « conception libre et éclectique du processus politique, économique et éthique au cours duquel le socialisme se réalise » et donc il n'assigne « aucune direction préétablie » au Parti prolétarien qui « du mouvement seul doit tirer ses normes d'action pour l'avenir », formule d'inspiration évidemment bernsteinienne (« le mouvement est tout, le but n'est rien »). En conclusion, Bonomi prophétisa justement que, même si lui et ses camarades étaient expulsés, le réformisme ressurgirait dans le parti ; ils ne faisaient pour leur part que tirer les conclusions logiques des prémisses de Turati. Si l'expulsion devait avoir lieu, elle devait donc être « **la séparation définitive de deux méthodes, de deux façons de comprendre l'avenir du socialisme, de telle sorte qu'il n'existe plus désormais un seul socialisme italien, mais un socialisme révolutionnaire et un socialisme réformiste** ». Il n'avait certainement pas tort ! « Concret », « national », « Etat perméable aux classes travailleuses », « aucune direction préalable » : n'est-ce pas toute la sagesse des « communistes » d'aujourd'hui ?

Pour l'extrême-droite, Berenini déclara que celle-ci suivrait les expulsés. Les réformistes de gauche Reins et Modigliani présentèrent un ordre du jour qui ne contenait pas le mot **expulsion**, mais qui constatait que l'extrême-droite s'était elle-même mise en dehors du Parti. Le vote fut le suivant : Motion Mussolini : 12.556 ; Reina : 5.633 ; Modigliani : 3.250 ; abstentions : 2.057.

Un membre de la gauche présenta l'habituel ordre du jour sur la tactique électorale que le congrès approuva sans passer au vote. Il était malheureux dans sa formulation, mais la bonne doctrine ne vient qu'après les bonnes actions, et l'expulsion des traîtres en était une. Il restait à affiner la formule théorique suivante, qui était incorrecte : « De par son essence révolutionnaire, le Parti ne peut être qu'un parti d'agitation et d'éducation, jamais un parti de gouvernement ». Comme si le parti n'était pas précisément l'organe dont la fonction est de gouverner révolutionnairement !

La longue lutte contre les réformistes s'était donc conclue avec succès. Dans la **Pravda** du 28 juillet, Lénine, qui suivait depuis longtemps avec le plus vif intérêt les luttes internes du parti socialiste italien, écrivait :

« Une scission est une chose grave et douloureuse. Mais elle est parfois nécessaire, et, dans ce cas, toute faiblesse, toute sentimentalité est un crime. Si pour défendre l'erreur, il se forme un groupe qui annihile toutes les décisions du parti, toute la discipline de l'armée prolétarienne, la scission est indispensable. Le Parti Socialiste Italien a pris la voie juste en écartant de lui les syndicalistes et les réformistes de droite ».

## L'APPORT DES JEUNESSES SOCIALISTES

Dans les premières années du siècle, de nombreux cercles de jeunes socialistes qui appuyaient l'action du Parti étaient apparus en Italie. Ils avaient déjà formé une fédération nationale qui, en mars 1907, tint son troisième congrès.

Parmi ces jeunes socialistes, dont on prétendait qu'ils ne devaient pas s'occuper des luttes de tendance, ce sont bien entendu les tendances **extrêmes** qui rencontraient le plus de sympathies. Comme le courant **syndicaliste**, proche des positions anarchistes, passait alors pour le plus audacieux dans le mouvement socialiste, il est normal qu'une nombreuse fraction des Jeunes Socialistes se soit orientée vers lui, lorsque, cette même année, il se sépara du Parti au congrès de Ferrare. La scission se reproduisit donc dans le Mouvement de Jeunesse, avec cette différence qu'elle fut voulue des deux côtés, peut-être en raison des caractéristiques propres d'un tel mouvement. L'ordre du jour du congrès, pas très explicite, disait : « Les jeunes socialistes, considérant la diversité de conceptions, de méthodes, de doctrines en ce qui concerne l'antimilitarisme, les rapports avec le parti et les organisations économiques qui s'est fait jour au congrès, approuvent le départ des syndicalistes, qu'ils ont eux-mêmes voulu ».

Réunis à nouveau en congrès à Bologne en septembre 1907, les jeunes socialistes commencèrent à mieux définir leur position. Une Fédération nationale des jeunes adhérents au Parti Socialiste Italien fut fondée « pour mettre terme à l'équivoque, en se séparant des syndicalistes qui ont un programme anarchiste ». Une première orientation fut adoptée à l'unanimité. Sur l'antimilitarisme, le congrès affirma qu'il fallait faire de la propagande pour que dans les conflits entre le capital et le travail, les soldats n'exécutent jamais l'ordre de tirer sur les grévistes ; pour l'action internationale, il se réclama de celle des partis socialistes, en évoquant, il est vrai, la fameuse « simultanéité » que plus tard les réformistes poseront comme condition de leur propre internationalisme, à la veille du premier conflit mondial. A propos de l'anticléricisme, le congrès se référa également à la politique du parti, affirmant la nécessité « de faire de la propagande dans la jeunesse, particulièrement dans celle qui n'est pas asservie aux pratiques religieuses ». En ce qui concerne les rapports avec les organisations économiques, il confirma l'obligation des jeunes socialistes d'être militants syndicaux, toujours en harmonie avec le Parti.

Au congrès suivant, qui eut lieu à **Reggio Emilia** en août 1908, quelques thèses intéressantes sont à relever. On décida qu'on ne pouvait admettre les « démocrates chrétiens » dans l'organisation et qu'on repousserait les candidatures des « catholiques militants », invitant le Parti à en faire autant. C'est le premier exemple montrant que les positions des jeunes socialistes anticipaient sur celles du Parti encore dirigé par des éléments de droite. Dans un autre vote, il était question de propagande « socialiste, rationaliste et antireligieuse ». Sur l'antimilitarisme, la meilleure formule parlait de la nécessité d'une « œuvre préparatoire au sein du prolétariat afin qu'il soit prêt à empêcher la guerre par n'importe quel moyen, conformément aux délibérations du Congrès de Stuttgart » (1907). Cette référence au Congrès international est d'autant plus remarquable qu'en septembre de la même année, le parti « adulte » ne trouvera même pas le temps de discuter de « socialisme et antimilitarisme » si bien qu'un militant devra retirer sa motion sur ce sujet, laquelle ne faisait d'ailleurs pas allusion au congrès de Stuttgart qui non seulement avait appelé le prolétariat à la lutte contre la guerre, mais avait indissolublement lié celle-ci au renversement de la domination capitaliste.

Pourtant, à ce congrès, on sent encore que le réformisme domine toujours le socialisme italien, peut-être parce qu'il a lieu à Reggio Emilia où, à la différence du reste de l'Italie, l'organisation des jeunes est dominée par la tendance de droite. On peut en juger en tout cas par les ordres du jour concernant le journal des jeunes, « **Avanguardia** ». Celui qui l'emporte à 131 voix de majorité est celui de droite, qui veut dépouiller de toute passion et adoucir le ton des écrits du journal, dont il réduit la fonction à une « éducation » des jeunes ouvriers manquant encore de « maturité ». L'ordre du jour de gauche souligne au contraire le caractère **politique et de lutte** de l'organe des jeunes. On savait déjà que la direction de droite tendait à liquider les sections de jeunes jugées trop révolutionnaires et à les absorber dans les cadres adultes; c'est pourquoi un ajout sur « les rapports avec le Parti » fut proposé, dans lequel, sans contester la thèse que le mouvement de jeunesse ne voulait pas être un nouveau parti, il était dit que la pensée des jeunes recrues d'aujourd'hui « serait l'action du parti de demain ».

**Le congrès de la jeunesse socialiste** qui se tint en septembre 1910 à **Florence**, est d'intérêt particulier. Il faisait suite à celui qui avait été tenu par le Parti dans la même ville en 1908 et où les révolutionnaires s'étaient finalement mesurés seuls contre les réformistes et les centristes (ou « intégralistes »), se débarrassant en même temps de toute sympathie pour le syndicalisme à la Sorel. Il montre que déjà à la veille du congrès de Milan plus haut évoqué, les jeunes appartenaient à la tendance révolutionnaire, alors qu'il faudra attendre le congrès de Modène de 1911 pour voir celle-ci conquérir le contrôle du parti adulte.

Depuis longtemps, l'**Avanguardia** combattait la droite réformiste, orientation qui, à Florence, fut approuvée par 2.033 voix contre 944. L'ordre du jour voté dit, entre autres que l'« **Avanguardia** stimula sou-

vent le Parti de façon utile, spécialement pour le pousser « à une action plus efficace dans le domaine de l'antimilitarisme et de l'internationalisme ». Les thèses des jeunes sur l'antimilitarisme sont bonnes : « La conception bourgeoise de patrie n'est rien d'autre que la justification officielle des délits et des méfaits commis par le militarisme au cours des siècles » ou encore, en dépit d'une certaine naïveté dans la formulation : « Il faut intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique dans les familles afin qu'elles éduquent leurs enfants dans l'amour et non dans la haine, et surtout parmi les futurs conscrits, le fils du peuple qui tire sur le peuple étant infâme et fratricide » ; « il faut combattre par tous les moyens la propagande irrédentiste qui cherche à pousser deux grandes nations à une guerre, et recourir aux moyens extrêmes, quels qu'ils soient, afin d'empêcher l'assassinat légal de milliers d'êtres humains » ; « il faut faire une vive pression sur le Parti » pour inciter le groupe parlementaire « à une action effective pour la réduction des dépenses militaires et à la réaffirmation résolue de l'idéal antipatriotique et internationaliste du parti socialiste ».

Sur l'action anticléricale, on trouve également des affirmations remarquables. « Les jeunes ne doivent pas seulement faire de l'anticléricisme (c'est devenu une sorte de sport dans une partie de la bourgeoisie), mais mener une action anti-religieuse assidue ». Le sentiment religieux est un préjugé tendant à asservir les consciences à une résignation passive, à une renonciation au bien terrestre, spécialement chez les femmes » ; « l'anticléricisme des jeunes socialistes doit s'inspirer de véritables principes de classe ». En conclusion, le congrès décida d'expulser quiconque se livrerait à « des pratiques religieuses en contradiction ouverte avec l'idéal le plus haut du socialisme ». Il confirma son refus d'accepter les chrétiens-sociaux qui alors faisaient leur apparition en Italie et que l'Église avait en aversion. De même, il demanda que le Parti exclue les francs-maçons de ses rangs, et procéda immédiatement à cette exclusion pour l'organisation des jeunes.

Le congrès s'occupe également de la question « jeunes socialistes et sport ». Un ordre du jour demandant l'exclusion des sportifs est repoussé. On proteste parce que les journaux socialistes font une place aux rubriques sportives. Il faut citer un texte remarquable d'un brillant jeune socialiste, Sole : « reconnaissant entre autres que le socialisme tend à infuser au cœur de l'homme l'amour de la vie, de la beauté et de la jouissance, à l'inverse de la religion qui lui inspire le renoncement et le désir de l'anéantissement », il invitait les cercles de jeunes socialistes à organiser « avec mesure et sérieux des fêtes qui détourneraient les camarades des divertissements communs fomentant le vice et pervertissant l'âme, leur élèveraient l'esprit et les reposeraient de l'âpre lutte quotidienne en des jours d'insouciance, de joie et d'étude, leur rajeunissant et trempant le corps dont le bon état physique est la condition de la force et de la vigueur des idées ». Formulation vraiment heureuse d'un point délicat.

Un bel ordre du jour contre l'institution monarchique « déplore que la monarchie soit tacitement reconnue par beaucoup de camarades » et

un non moins bel ajouté « déclare mener une action absolument indépendante de celle du parti républicain qui a une origine et un programme éminemment bourgeois et qui, récemment, a fait une œuvre de division dans le mouvement ouvrier », position qui a sa place dans « les archives » de la gauche communiste.

Sur le mouvement ouvrier, un ordre du jour est voté, qui part de la prémisse exacte que « le mouvement économique est la base sur laquelle doit surgir et se développer le mouvement politique qui en constitue l'âme, le guide, l'inspirateur, les deux mouvements se complétant mutuellement » et un bon ajouté sur le droit de grève dans les services publics est fondée sur la thèse évidente que « dans la société bourgeoise, on ne peut admettre que l'Etat représente la collectivité ».

Pour conclure, nous rapporterons une bonne thèse sur la question de la femme : « Le programme politique vide des féministes bourgeois ne peut être confondu avec notre féminisme socialiste fondé sur des intérêts économiques et inspiré par les buts socialistes et les exigences de la lutte des classes ».

Après l'expulsion des réformistes de droite à Reggio Emilia, les jeunes socialistes tiennent un **congrès à Bologne** (septembre 1912) et s'y montrent en parfaite harmonie avec l'extrême-gauche révolutionnaire. Le Parti s'est alors débarrassé de sa propension à liquider l'organisation des jeunes, mais au congrès de Reggio les délégués de celle-ci avaient eu encore quelque mal à le convaincre de renoncer à cette tentative.

A Bologne, les réformistes tentent encore de se battre contre la gauche, sans se déclarer ouvertement toutefois. Le rapport du CC est approuvé à l'unanimité, mais la lutte se déclenche sur la question de « **l'Avanguardia** » qui avait toujours soutenu sans réserve la gauche révolutionnaire du Parti. La gauche ne l'emporte que par 2.730 voix contre 2.465 à l'ordre du jour de droite du Turinois Tasca, que nous aurons l'occasion de retrouver plus tard. L'ordre du jour voté dit entre autres que le mouvement de jeunesse « a, outre une mission de propagande et de culture, essentiellement un caractère politique et de lutte contre la bourgeoisie ». En ce qui concerne les rapports avec le parti, le congrès enregistre la victoire de l'organisation des jeunes et le fait que « la proposition de l'ancienne direction d'embrigader (sic !) les cercles de jeunes » a été repoussée ; cet ordre du jour est voté par 3.412 voix contre 1.428. Ayant confirmé ses positions contre le militarisme et la franc-maçonnerie, le congrès n'aura plus le temps de procéder à d'autres votes, exercice auquel nous dénonçons toute valeur même intérieure, depuis un demi-siècle. Mais un débat passionné aura lieu **sur la question de la culture**.

Le défenseur de la version culturelle du mouvement des jeunes (et des adultes !) fut Tasca, précurseur du gramscisme et de l'ordinovisme qui fera son apparition après la guerre, en 1919, et qui réussit à se faire passer pour une tendance de gauche alors que, dès sa naissance, il était

tout le contraire : c'est pourquoi la polémique du lointain 1912 est aujourd'hui encore de la plus grande importance. La lutte ne fut pas facile pour les « anti-culturalistes » (si on nous passe ce vilain adjectif !), mais c'est par elle que le marxisme matérialiste s'est pour la première fois totalement libéré des terribles séductions de l'illuminisme démocratique et bourgeois en Italie. Nous ne saurions donc mieux faire que de publier in extenso les deux motions opposées sur l'important débat de Bologne.

## **MOTION DU COURANT DE DROITE SUR « EDUCATION ET CULTURE »**

**« Le Congrès, retenant que, spécialement dans la période que le mouvement socialiste traverse actuellement, la Fédération de la Jeunesse a essentiellement une fonction de préparation et qu'elle doit accomplir une œuvre d'éducation et de culture ayant un triple but :**

**« 1) d'ennoblir et d'élever l'âme et l'esprit de la jeunesse prolétarienne au moyen d'une instruction générale, littéraire et scientifique;**

**« 2) de donner au Parti des militants conscients et sûrs ;**

**« 3) de créer des organisateurs compétents et de bons producteurs grâce à une œuvre de perfectionnement technique et professionnel sans laquelle la révolution socialiste serait irréalisable ; établit que l'action des organisations de jeunes socialistes s'inspire de ces principes directifs et dans ce but décide de transformer l'« Avanguardia » en un organe essentiellement culturel dont la rédaction sera confiée aux camarades jeunes ou adultes les plus compétents ;**

**« Invite les cercles de jeunes socialistes :**

**« 1) à s'occuper de l'inscription des jeunes socialistes aux cercles de culture ;**

**« 2) à instituer dans les centres les plus importants, en accord avec le Parti, des cours et leçons réguliers ayant pour objet non seulement la culture strictement socialiste, mais la diffusion de notions historiques, économiques et sociologiques et l'exposé des problèmes inhérents à l'organisation ouvrière ;**

**« 3) à fonder et développer des bibliothèques sociales ;**

**« 4) à adopter comme moyen efficace d'instruction réciproque le système des conversations et des lectures ».**

Dans cette motion, l'enchaînement est le suivant : étude - profession de foi socialiste - activité politique, tout à l'opposé du déterminisme marxiste pour lequel il est : infériorité de classe et économique - rébellion instinctive - action violente - sentiment et foi socialistes et enfin,

dans le parti sinon dans les individus: doctrine consciente de la révolution C'est ce qu'établissent les conclusions du rapporteur de la gauche que nous citons maintenant.

## **MOTION DU COURANT DE GAUCHE**

« **Le Congrès, considérant qu'en régime capitaliste l'école constitue une puissante arme de conservation dans les mains de la classe dominante et tend à donner aux jeunes une éducation leur inculquant la loyauté ou la résignation à l'égard du régime actuel et les empêchant d'en découvrir les contradictions essentielles;**

« **relevant donc le caractère hypocrite de la culture actuelle et des enseignements officiels à tous les degrés ;**

« **retenant qu'on ne peut accorder aucune confiance à une réforme de l'école au sens laïque ou démocratique ;**

« **Reconnaissant que le but de notre mouvement est de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie, et de former des jeunes intellectuellement libérés de toute forme de préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société et prêts à sacrifier dans l'action révolutionnaire tout intérêt individuel ;**

« **considérant que cette éducation socialiste, en s'opposant aux différentes formes d'individualisme dans lesquelles se perd la jeunesse moderne et en partant d'un ensemble de connaissances théoriques strictement scientifiques et positives, aboutit à former l'esprit de sacrifice et le sentiment révolutionnaire ;**

« **reconnait la grande difficulté pratique de donner à la masse des adhérents à notre Parti une base aussi vaste de notions théoriques qui exigerait la fondation de véritables instituts de culture et des moyens financiers que nous ne possédons pas ;**

« **retient, tout en donnant l'appui le plus enthousiaste au travail que la Direction du Parti socialiste entendrait entreprendre dans ce sens, que les jeunes socialistes doivent plutôt tourner leur attention vers la formation du caractère et du sentiment socialistes ;**

« **considérant que cette éducation ne peut être donnée que par une ambiance prolétarienne animée par une lutte de classe comprise comme une préparation aux plus hautes conquêtes du prolétariat et repoussant la définition scolastique de notre mouvement et toute discussion sur ce que l'on appelle sa « fonction technique », pense que, tout comme les jeunes trouveront dans les agitations de classe du prolétariat le terrain le plus favorable au développement de leur conscience révolutionnaire, les organisations ouvrières pourront puiser dans la collaboration active des**

**éléments les plus jeunes et les plus ardents la foi socialiste qui seule peut et doit les préserver des déviations utilitaires et corporatistes ;**

**« affirme en conclusion que l'éducation des jeunes se fait davantage dans l'action que dans une étude réglée selon un système et des normes quasi bureaucratiques et en conséquence exhorte tous les adhérents au mouvement des jeunesses socialistes :**

**« a) à se réunir beaucoup plus souvent que ne prescrivent les statuts, pour discuter entre eux des problèmes de l'action socialiste, se communiquer les résultats de leurs observations et lectures personnelles et s'habituer toujours davantage à la solidarité morale du milieu socialiste;**

**« b) à prendre une part active à la vie des organisations de métier en faisant la plus active propagande socialiste parmi leurs camarades organisés et tout particulièrement en répandant la conscience que le syndicat n'a pas pour seule fin les améliorations économiques immédiates, mais est au contraire un des moyens pour l'émancipation complète du prolétariat à côté des autres organisations révolutionnaires ».**

Ces thèses de la gauche socialiste italienne étaient les mêmes que celles défendues par Lénine en 1903, alors qu'il lui était encore inconnu. Ce débat très important, (ce qui ne fut pas toujours bien compris même au sein du courant de gauche), eut un grand écho dans la presse du Parti et contribua grandement à remettre le mouvement socialiste italien sur la voie révolutionnaire. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur l'influence des jeunes, de leur Fédération et de leur journal quand nous traiterons la période de la première guerre mondiale, car cette influence fut fondamentale et déterminante.

(à suivre)

# A propos d'une brochure sur " la naissance du parti communiste français "

OU

## QUAND LA VÉRITÉ SE MET AU SERVICE DE LA CONFUSION

Pour voir poindre « l'heure de vérité » du Parti Communiste Français, il faut compter bien davantage sur la dynamique des luttes sociales de demain que sur l'exhumation de son passé. Cette opinion qui fut toujours la nôtre se confirme à la lecture de la brochure qu'Annie Kriegel a consacrée au *Congrès de Tours*, et qui, remarquable comme document, a une valeur nulle comme travail critique et est donc incapable de détruire la mythologie politique qu'a savamment entretenue Maurice Thorez.

En 1920 deux conceptions s'affrontaient au sein du mouvement ouvrier aussi bien français qu'international. D'un côté, celle des communistes, partisans de ces bolchevicks qui avaient hardiment relevé le drapeau rouge de l'internationalisme et de la révolution ouvrière et qui, avec Marx, avait hardiment revendiqué en pratique comme en théorie la dictature du prolétariat. De l'autre, celle des socialistes de la Seconde Internationale, compromis avec l'impérialisme par leur participation récente aux gouvernements de guerre et plongés jusqu'au cou dans la collaboration des classes dans la période ultérieure. Aujourd'hui, plus de quarante ans après cette scission du mouvement ouvrier international que subsiste-t-il de ce qui l'avait motivée ? Absolument rien. Le mouvement qui alors avait rompu avec le socialisme traditionnel au nom de la dictature du prolétariat en a renié le principe ou du moins a vidé le terme de toute substance et est devenu un partisan de la démocratie et de la Constitution. Lui qui avait violemment stigmatisé les manœuvres parlementaires des socialistes, il les pratique à son tour. Les préoccupations nationales qu'il avait durement dénoncées chez eux sont devenues ses préoccupations dominantes. Est-il possible d'évoquer les débats du Congrès de Tours, la naissance du parti communiste français, sans évoquer aussi la régression qui l'a conduit à fouler aujourd'hui aux pieds les principes sur lesquels il s'est fondé ?

Cette gageure, Annie Kriegel, l'a pourtant tenue avec sérénité. Elle expose méticuleusement les arguments qui s'opposaient à Tours et ne souffle mot de leur sort ultérieur. Elle décrit consciencieusement l'intransigeance des partisans de l'organisation communiste à l'égard de l'ancienne S.F.I.O., mais ne s'étonne pas du fait que le PCF adulte lui ressemble comme un frère. Habilité d'un auteur rompu au maniement des matériaux historiques ou simple conformation à un agnosticisme politique aujourd'hui général ? La vraie raison importe peu. A notre époque de réaction bourgeoise où les mots « révolution » et « prolétariat » ne sont plus prononcés qu'avec dérision, l'ignorance historique est spontanée, surtout dans l'œuvre d'un érudit. Ce soin méticuleux avec lequel les textes ont été choisis, cette fidélité scrupuleuse dans leur reproduction, voilà le *summum* de ce que peut atteindre l'objectivité historique, c'est-à-dire l'objectivité au sens *bourgeois* du

terme, c'est-à-dire dépouillée de toute intention révolutionnaire, vide de tout enseignement pour l'histoire à venir. Un public sevré de document sérieux touchant l'histoire du communisme et écœuré de l'imagerie d'Epinal à laquelle se réduit la documentation fournie par le PCF, peut y satisfaire, quelque temps encore, une soif de connaissance d'ailleurs toute relative. La confusion générale qui règne aujourd'hui dans le mouvement ouvrier n'en sera nullement diminuée.

### *La préoccupation « actualiste ».*

Ce reste de curiosité politique du public, les grands « managers » du commerce de la pensée se sont mis dans la tête de l'exploiter dans des publications populaires à grand tirage afin qu'aucune occasion de « faire de l'argent » ne se perde : c'est la raison d'être de ces collections, au demeurant bien faites, qui exhument des documents jusqu'ici ignorés de la grande masse des lecteurs. Par définition, une telle initiative ne peut poursuivre des fins révolutionnaires et nous ne donnerons pas le ridicule d'en faire grief à des *hommes d'affaires*. Dans ces entreprises, la part de l'historien est moins irréprochable. Sa tâche en effet est subordonnée à l'accueil de l'éditeur, donc à l'accueil du public. Pour que l'ouvrage soit lu, il lui faut, dans ses points essentiels au moins, respecter la « philosophie » politique actuelle et, tout en observant le maximum d'exactitude historique, accommoder les faits d'une époque révolutionnaire à une qui ne l'est plus. Un vrai militant prolétarien se refuserait à se plier à cette condition. Mais il existe une *école* politique qui est maintenant arrivée au degré de décomposition voulu pour faire pareille besogne, c'est celle du communisme dégénéré, aujourd'hui à même de réaliser ce paradoxe : décrire intégralement sa plateforme originelle sans désavouer pour autant l'abandon ultérieur qu'il en a fait.

C'est dans cet esprit qu'Annie Kriegel raconte et commente le Congrès de Tours. Sans doute a-t-elle l'habileté de laisser à ses lecteurs le soin d'en dégager une signification générale. Mais il est, dans son « Introduction » et dans ses notes, des passages où, en dépit de sa méthode discrète, elle prend la peine de mettre les points sur les i. Quel était le sujet ? C'était la description d'une lutte décisive, implacable destinée à détruire à tout jamais l'influence et le prestige des agents sociaux-démocrates du capitalisme. Quelle est la conclusion qui s'en dégage implicitement ? Le rejet de cette lutte comme d'un accident regrettable dont il est temps d'effacer les dernières séquelles. Qu'on ne s'y méprenne pas en considérant que la couverture se réfère à un « problème d'actualité » : l'unité « à refaire entre socialistes et communistes, et poursuit le seul but *commercial* d'allécher le lecteur. Cette publicité n'est possible que parce que le terme autrefois glorieux de « communisme » est devenu un banal objet de commerce. « Quarante ans plus tard — nous dit cette couverture —, la scission du mouvement ouvrier français *paralyse encore la gauche* ». Voilà qui montre cyniquement où a conduit la politique de compromission du communisme moscovite à l'égard des « gérants loyaux du capitalisme ». La scission de Tours *gêne encore* le tripotage électoral des socialistes pourris et des communistes dégénérés : c'est là, pour tous ces gens, la seule raison de raconter le congrès dramatique de 1920. Dans cette optique, il était fatal que tout ce qui exprime, le *choc* entre deux conceptions politiques diamétralement opposées apparaisse atténué, estompé. Il s'agissait à l'époque de décider si la « fraction la plus nombreuse » du prolétariat français pourrait être gagnée au communisme sans que le nouveau parti renonce à rejeter de ses rangs ceux qui étaient en fait les adversaires les plus dangereux du prolétariat, c'est-à-dire les socialistes du « centre reconstruc-teur » qui, sans renier en rien leur social-patriotisme et leur réformisme passés, s'efforçaient de se rapprocher de Moscou. De ce problème crucial, que reste-t-il dans « l'Introduction » de l'ouvrage ? On nous y

explique qu'une « vague d'enthousiasme a irrésistiblement porté les trois quarts des forces socialistes françaises à se tourner vers Moscou pour lui demander le secret d'un rajeunissement nécessaire ». En vérité, pour les partisans français de la III<sup>e</sup> Internationale comme pour les dirigeants de l'I.C., il ne s'agissait nullement de « rajeunir » l'organisation sénile et pourrie qu'était devenue la Seconde Internationale, mais d'entraîner le plus possible d'ouvriers à rompre avec elle. Annie Kriegel épluchera tout le dossier du Congrès de Tours sans se prononcer sur ce point capital : l'entreprise a-t-elle réussi ? A-t-elle échoué ? Et, dans ce cas, les conséquences en furent-elles bonnes ou mauvaises ?

Pourtant tout lecteur lucide pourra se convaincre, à la lecture du compte rendu de Tours, que les arguments des adversaires de la III<sup>e</sup> Internationale sont devenus les slogans officiels du Parti communiste actuel. Si c'était pour en revenir à ce point, pourquoi donc s'être séparés ? A une telle question, la réponse banale consiste à prétendre que ce furent des querelles inutiles, des polémiques aujourd'hui dépassées. Elle n'est certainement pas pour déplaire à l'auteur, mais A. Kriegel s'est bien gardée de la formuler : c'est l'auteur de la manchette de la couverture qui s'en est chargé. Un communiste de l'époque dite « stalinienne » avait déjà écrit une brochure sur le Congrès de 1920, une justification catégorique de la rupture, dont le titre était « La nuit finit à Tours » (1). La manchette du livre de Julliard le paraphrase non sans quelque ironie : « La nuit commence ou finit-elle à Tours ? » Pour un communiste de l'an de grâce 1964, la réponse est si évidente qu'il n'est pas nécessaire de la formuler.

Que la description la plus fidèle de la scission, que l'hommage rendu implicitement à ses partisans puissent servir à « démontrer » que cette scission a été inutile, sinon néfaste, voilà qui doit surprendre ceux qui pensent qu'en matière d'histoire des luttes sociales, vérité et engagement révolutionnaire peut être disjoints, mais qui nous confirme, nous, dans notre conviction : une révolution a été battue, dénaturée, déshonorée. On ne peut retrouver ses vérités profondes qu'à la condition de n'avoir pas, soi-même, capitulé devant l'idéologie de la contre-révolution.

#### *Les « coups de pouce » à l'histoire...*

Pendant les faits relatés sont encore trop proches de nous, pour que le récit n'entre pas brutalement, à un moment ou à un autre, en conflit avec des vérités irréductibles à un schéma établi *a posteriori*. Le relatif libéralisme de pensée de l'époque Khrouchtchev tolère la suppression des mises à l'index de l'époque Staline. Grâce à la désaffection politique actuelle, on peut sans réaction, citer Trotsky, maudire Staline, déshabiller — politiquement parlant — Cachin ; mais ce libéralisme disparaît dès qu'il s'agit non plus des personnes, mais de l'orientation d'ensemble du mouvement communiste tel qu'aujourd'hui il se survit. L'éclectisme se débarrasse alors de son masque d'objectivité pour faire place à la falsification pure et simple. Peu importe que les « coups de pouce » donnés à l'histoire soit le fait de Mme Annie Kriegel ou des sources auxquelles elle a puisé. Ce qui demeure c'est que, quand amenée à évoquer le phénomène de ce qu'elle appelle de « l'ultra-gauchisme », elle continue à s'inspirer de ce tissu de falsification que constitue l'histoire officielle des partis communistes selon Staline et ses successeurs. Ici pas de preuves, pas de citation d'un document sérieux. « Le phénomène — écrite elle — touche en particulier la Hollande, l'Allemagne et l'Italie. Les ultra-gauches hollandaise et allemande furent de filiation socialiste alors que les ultra-gauches

(1) Jean FREVILLE, Editions Sociales, 1951.

italienne et française furent de filiation anarchiste, mais ce que toutes retiennent en commun du bolchevisme, c'est le *soviétisme*. Pour l'ultra-gauche, la révolution bolchevique apporte en effet une solution nouvelle au problème de la révolution sociale puisqu'elle engendre une société post-révolutionnaire fondée sur un réseau d'organismes susceptibles de libérer l'énergie créatrice du prolétariat, les Conseils d'ouvriers et paysans ou soviets. L'ultra-gauche pousse d'ailleurs l'interprétation du soviétisme jusqu'à voir dans les soviets non seulement un moyen d'expression de la démocratie ouvrière post-révolutionnaire mais un moyen d'enclanchement du processus révolutionnaire lui-même : en 1919, des soviets sont officiellement créés à Paris. Et ne retenant pas le rapport essentiel de subordination que les Bolchevicks établissent entre l'appareil soviétique et le parti, en identifiant soviets et parti au point de faire des soviets, les cellules de base des partis, l'ultra-gauche outre qu'elle témoigne par là de ses origines libertaires — de son hostilité au centralisme — aboutit à nier la formule majeure de la « dictature du prolétariat », laquelle s'exerçait en Russie, non par les Soviets, mais par le Parti bolchevik. » On peut s'étonner au passage de la sévérité de l'auteur à l'égard de ceux qui furent les seuls vrais partisans du communisme dans le mouvement ouvrier français, les seuls sur lesquels Lénine comptât, comme Annie Kriegel le confesse elle-même (mais sans s'empêcher plus loin, en parlant de la « bolchevisation » de 1924, de les mettre dans le même sac que les droitiers). Pour la droite, Annie Kriegel ne pouvait évidemment être tendre ; pour la gauche elle est injuste. Quels étaient donc, à ses yeux, les bons et vrais communistes ? Ceux qui sont restés ! Voilà ce qu'on tire de plus clair de la brochure d'A. Kriegel !

Nous ne pouvons, malgré tous les défauts des partisans français de l'I.C., les laisser immoler par la plume désinvolte de notre historienne. Les « ultra-gauches » n'étaient sans doute pas, pour la plupart, de vrais marxistes ; mais ils étaient de sincères révolutionnaires, tandis que les Cachin et Cie, dans lesquels Annie Kriegel voit les continuateurs du communisme authentique n'étaient en vérité ni marxistes, ni révolutionnaires.

Mais l'essentiel ici est de relever surtout l'inexactitude historique. Sur ce point nous faisons à l'auteur la grâce de penser qu'il pêche par ignorance et non par mauvaise foi. Répétons-le : presque un demi-siècle de falsifications opérées par Moscou, voilà qui brouillerait les meilleures vues. Il est vrai, de plus, que le grand Lénine se méprit sur les ultra-gauches de l'Italie en les confondant avec les oppositions de tendance anarchisante qui militaient en Hollande et en Allemagne. N'en déplaise, en effet, aux idolâtres des *étiquettes politiques*, ces dans ces deux pays que les « ultra-gauches » étaient de type anarchiste, filiation non pas *formelle* mais *doctrinale*, la seule qui compte, en définitive, comme nous le prouvent les invraisemblables *cocktails* idéologiques que préparent aujourd'hui en pillant l'anarchisme, le syndicalisme et leurs sous-versions, les grands partis qui, sous l'égide de Khrouchtchev ou de Tito, « renouent » le marxisme. A la différence des « tribunistes » hollandais ou de la gauche allemande, la position des gauches en Italie, celle que continue aujourd'hui notre courant, celle de la fraction dite « abstentionniste » qui, à Livourne en 1921, forma le Parti communiste d'Italie, se déclarait hautement et prouves à l'appui, de « filiation » marxiste. Lénine ne s'y méprit en fait qu'à demi car il lui rendit justice dans son ouvrage « Le communisme de gauche, maladie infantile du communisme ». Il mourut d'ailleurs au moment où elle livrait son combat.

Mais l'habileté d'Annie Kriegel consiste en ce qu'inconsciemment ou non, elle dose subtilement les vérités indiscutables et les grossiers mensonges dont 40 années d'histoire staliniste ont fait de véritables articles de foi. Il est bien vrai, comme elle dit, que certains éléments syndicalistes parmi ces « ultra-gauches » se

passionnaient avant tout pour les « conseils ouvriers », qu'au spectacle de la révolution russe, ils s'enthousiasmaient bien davantage par le *type d'organisation* qu'elle avait créé que pour son *programme* politique grandiose. Effectivement, ce qui les exaltait le plus, c'était l'épanouissement de la « démocratie ouvrière » dont ils avaient rêvé, c'était le coup décisif que le système *prolétarien* des soviets portait au système *bourgeois* du parlement. Ce dernier point, au demeurant, était bien sympathique. Mais ils croyaient aussi y voir se confirmer une conception, celle-là totalement anti-marxiste : le rejet de la *politique*, leur bête noire de toujours. C'est pourquoi, quelle qu'ait été leur filiation formelle, la seule qu'Annie Kriegel ait prise en considération, nous avons le droit de dire qu'ils étaient fils de l'anarchisme — et du syndicalisme qui n'en est qu'une variante — et non du socialisme scientifique, du marxisme. Mais de quel droit, notre historienne généralisette aux gauches italiennes ce qui était essentiellement le fait de ses homologues servir cette terminologie triviale surtout chère aux trotskystes — étaient eux de « filiation » socialiste, aussi bien sur le plan formel que sur le plan idéologique : ils venaient directement de la tendance de gauche du Parti Socialiste italien.

Nous ne savions pas qu'il y ait eu *aussi*, dans ce parti, et plus tard dans le parti communiste d'Italie, un courant qui partageait, sous une forme très voisine, les préjugés des syndicalistes français du PCF. Mais c'est ici que l'honnêteté intellectuelle d'Annie Kriegel appelle quelques réserves. Nous l'attendons d'ailleurs à un certain tournant de ses investigations historiques. Lorsque, remontant aux premières années de vie du PCF, elle en sera arrivée au Congrès de Marseille de ce parti en 1921 ; lorsque parcourant dans le « Bulletin communiste » de l'époque, elle lira dans les comptes rendus, le discours de Bordiga, représentant de la Gauche italienne et délégué par l'Internationale, elle ne pourra manquer d'y découvrir ses sévères critiques à l'égard des syndicalistes révolutionnaires en général et des syndicalistes français en particulier. Si, enfin, elle poursuit ses investigations dans l'histoire de l'I.C., elle ne pourra davantage ignorer que ce même représentant de la fraction majoritaire du parti de Livourne, ce même « ultra-gauche » italien se prononçait avec une grande rigueur contre toute conception « identifiant soviets et parti », contre tout rêve de « soviets artificiellement créés ». Elle devra donc reconnaître que la fraction qui fonda le parti italien était non seulement étrangères au travers des ultra-gauches, mais encore qu'elle les combattait. Mais il est une autre chose qu'elle ne peut pas connaître : déjà il existait bien, en Italie, une fraction qui tombait sous le coup des critiques qu'elle adresse aux « ultra-gauches » et qui « *fondait des espoirs sur un réseau d'organismes susceptibles de libérer l'énergie créatrice du prolétariat.* » Cette fraction, pro-syndicaliste, pro-anarchiste, non-marxiste, c'était l'*Ordine Nuovo* de Turin, qui avait pour chef Gramsci, pour sous-lieutenant le nommé Ercoli : l'actuel *Togliatti* que Moscou choisit comme chef de file du communisme italien, parmi la cohorte servile de ceux qui adulaient Staline et calomniaient Trotsky ; *Togliatti* qui vient de mourir après avoir été le plus khrouchtchevien des khrouchtcheviens, le vrai modèle de ce que voudrait être le parti communiste français actuel... en somme celui qui est le plus conforme à la philosophie du Congrès de Tours selon Annie Kriegel.

### *Les principes et la stratégie.*

Revenons-y à Tours et aux déductions que son mémorable Congrès inspire à notre auteur. Nous vivons aujourd'hui une époque de *conciliation* délirante, conciliation entre les classes, entre les partis, entre les idéologies et les thèses politiques. Or, à Tours, on ne « conciliait » rien, on divisait tout. Sous les visages barbus des uns, rasés des autres, deux classes s'opposaient, deux partis s'affrontaient,

deux perspectives se déclaraient la guerre. Comment minimiser ces conflits pour adapter le passé au présent ? Il en existe un moyen : déguiser ses raisons de classe, y substituer les méandres sinueux et contradictoires de la « tactique », affirmer que la politique des bolcheviks y était déterminée non par des *principes*, mais par des *circonstances*.

La façon de procéder à la constitution des Partis communistes et le moyen d'en sélectionner les membres posèrent à l'I.C. un problème crucial. Contre les risques que comportait l'opération, elle voulut s'armer, dès son second congrès, d'un imposant arsenal de garanties statutaires. Le climat confus du Congrès de Tours ne traduit pas correctement cette préoccupation fondamentale et les ménagements de forme adoptés par les communistes français à l'égard des social-traitres contrastent avec l'importance de l'enjeu du Congrès. Ce fait devrait inviter à aller *au-delà* des apparences et des impressions que laisse le compte rendu sténographique, lequel ne laisse pas deviner que, parmi les socialistes sympathisant avec Moscou, une minorité seulement avait une profonde conviction révolutionnaire, ni que l'I.C. avait observé une attitude quelque peu équivoque qui semblait promettre aux socialistes français certains aménagements. (Il sera fait état, au cours du Congrès, d'espoir laissé dans ce sens par deux déclarations de Zinoviev, président de la IIIe Internationale).

Annie Kriegel a su tirer profit de cette équivoque pour donner des mobiles de l'I.C. une interprétation pour le moins téméraire. Les bolcheviks, explique-t-elle en substance, ont défini leurs rapports avec les partis socialistes en fonction de deux perspectives différentes, l'une à échéance rapprochée, l'autre à échéance lointaine. Si la révolution européenne s'avéra proche « tout l'effort doit porter sur l'Allemagne ». Dans le cas contraire « la France regagne en importance ». Dans une stratégie « à long terme », « ...L'Allemagne peut ultérieurement s'écrouler sous une poussée révolutionnaire venue de l'Ouest aussi bien que de l'Est. Selon que l'on retient l'une ou l'autre stratégie, la stratégie offensive à court terme ou la stratégie défensive à long terme, les bolcheviks doivent adopter une tactique différente à l'égard du mouvement ouvrier français ».

Sans vouloir entamer ici la discussion de l'orientation tactique de la IIIe Internationale, que nous aurons l'occasion d'aborder ailleurs de façon détaillée, nous nous bornerons à dire ici qu'une seule chose est certaine dans ce délicat problème d'interprétation, c'est le *fléchissement* rapide des bolcheviks en ce qui concerne les conditions qu'ils avaient primitivement fixées à la formation des partis communistes des autres pays. Dès le IIIe Congrès de l'I.C., en effet, leur intransigeance initiale en cette matière s'altéra. Ce qui fit que les « 2 conditions » draconiennes devant présider à la sélection de ces partis venaient à peine d'être adoptées que leur application subissait de sérieuses entorses. Mais si l'I.C. commit la faute d'édulcorer ses propres principes au fur et à mesure que la révolution européenne s'éloignait, elle le fit, non pas sur le plan d'une « stratégie » *géographique*, mais sur celui d'une « stratégie » *politique*. Il n'est pas déshonorant d'interpréter des faits aussi complexes d'une façon que nous pensons inexacte. Il est grave, par contre, de projeter dans cette interprétation l'idéologie *a posteriori*, l'idéologie mensongère qui fut le résultat de la falsification stalinienne. En utilisant le fait indiscutable que la révolution européenne était attendue d'abord en Allemagne, et que par suite, c'est l'échec prolétarien dans ce pays qui incita les bolcheviks aux premières concessions de principe qui furent fatales à l'I.C., on voudrait nous faire croire que leur stratégie était élaborée *pays par pays* : la stratégie à court terme pour l'Allemagne, la stratégie à long terme pour la France. Il est vrai que le centre de Moscou commit la lourde faute qui consistait à admettre dans l'Internationale des fractions socialistes entières qui n'étaient nullement acquises au communisme

et à la révolution. Mais cette erreur fut pratiquée *partout*, dans tous les pays. Si une faute de tactique est *internationale*, il est bien difficile de nous faire admettre que la tactique ne l'était pas.

En fait, A. Kriegel, non seulement déplace le domaine de l'erreur tactique de l'I.C., mais encore la nie. Que la rupture des bolcheviks avec les sociaux-démocrates ait été une *question de principe* voilà une chose dont visiblement elle ne veut pas entendre parler. L'admettre serait admettre également que la tactique de la IIIe Internationale a altéré ses principes constitutifs et soulevait la question brûlante d'un jugement sur ses résultats. En se tenant au contraire sur le seul terrain de la « stratégie » — heureuse ou malheureuse, qui en ferait grief ? — on évite d'aborder le point crucial de toute l'histoire de l'I.C., le point-limite où l'erreur de tactique dégénéra en abandon des principes et donna naissance, dans le mouvement de Moscou, à un nouvel opportunisme. Sans l'avouer, Annie Kriegel ne cesse de se mouvoir, rétrospectivement, dans le climat politique de l'époque « stalinienne » où les P.C. appliquaient sans sourciller le principe qui veut que les principes soient subordonnés à la stratégie et non vice-versa. C'est de cette époque, en effet, que date l'aberration qui consistait à évoquer la tradition de « l'habileté manœuvrière » de Lénine pour justifier *n'importe quelle manœuvre*, même la plus déshonorante, même la plus désastreuse pour le prolétariat. Lénine manœuvrait, c'est vrai. Et il manœuvra trop. Mais il subordonnait ses manœuvres, sa « stratégie », aux principes du prolétariat révolutionnaire qu'il ne renia jamais. Ce furent Staline et ses complices qui, à force d'assujettir leurs principes à leur stratégie finirent par dépouiller le mouvement communiste de tout principe et de toute stratégie.

De cette précieuse expérience historique voilà la leçon que notre courant a voulu tirer : toute manœuvre est condamnable qui porte atteinte aux principes fondamentaux du mouvement. La conclusion implicite de la brochure d'Annie Kriegel s'en trouve à mille lieux ; elle trouve à la trop grande tolérance de l'I.C. envers les centristes une raison valable, une « stratégie » plausible. Elle garde bien d'expliquer ce qu'elle fut en réalité : une première mais irrémédiable entorse à la plateforme de principe de la IIIe Internationale.

*Il n'existe pas d'histoire sociale « neutre ».*

Ce qu'on attend de l'historien, nous objectera-t-on, c'est de relater fidèlement les faits. Si, comme nous l'avons reconnu, la brochure que nous examinons respecte cette règle, à quoi bon chicaner sur l'interprétation qui l'accompagne ? En réalité, devons-nous répondre, cette interprétation *annule* l'enseignement qu'on peut tirer de la partie documentaire de l'ouvrage. Annie Kriegel, alors même qu'elle ne paraît ajouter aux matériaux historiques qu'elle a reproduits, que les strictes explications nécessaires à leur intelligence, s'appuie nécessairement sur une thèse même si celle-ci n'est pas explicitement formulée. Il n'est pas de pire mensonge que le mensonge par *omission*. Quand l'auteur du « Congrès de Tours » esquisse un aperçu de l'histoire du PCF, elle développe ses arguments *comme* si ce parti était toujours demeuré fidèle à sa mission révolutionnaire, *comme* si le « communisme » actuel était toujours celui de Lénine, *comme* si l'URSS d'aujourd'hui était demeurée identique, dans son contenu social et dans son rôle politique à la Russie de 1917. Cette supposition ne repose sur aucune réalité de fait, c'est une *thèse* : la thèse de l'orthodoxie stalino-khrouchtchevienne. Et une thèse dont le caractère mensonger se révèle toujours plus nettement au fur et à mesure que les années passent. Annie Kriegel n'est pas et ne peut pas être *neutre*. Ou bien on n'a que faire des vieilles histoires de Tours, ou bien elles doivent servir aux prolétaires

et militants d'avant-garde à s'orienter dans la confusion politique actuelle du mouvement ouvrier.

Derrière quelques froides pages imprimées, il s'agit de restituer aux polémiques du congrès de 1920 leur signification *de classe*. Il s'agit de montrer que les griefs politiques faits par les partisans de l'I.C. aux socialistes du centre et de la droite ont aujourd'hui la même valeur qu'alors ; Il s'agit de continuer à appeler un chat, un chat, et une trahison, une trahison. Qu'Annie Kriegel se soit pudiquement détournée d'une telle besogne, la seule utile, nous n'en voudrions pour preuve que quelques détails significatifs. Lorsqu'elle reproduit les griefs des révolutionnaires à l'égard de ceux que Lénine appelait les *social-traitres*, le reproche de *collaboration de classe* qu'elle en cite figure, toujours, dans son texte, *entre guillemets*. Et en un certain endroit, elle va même jusqu'à écrire, sur le même sujet : « ce qu'on appelait *alors* la collaboration de classe ». La signification de cet « alors » est bien claire. La *collaboration de classe* des socialistes avaient consisté à participer aux gouvernements bourgeois de guerre et à leur politique chauvine. Le parti de feu Thorez en a fait de même en 1944. Il est bien évident que, sous peine de porter un coup mortel au mythe de « l'orthodoxie communiste » de ce parti, on ne peut, à 30 ans de distance, donner le même sens aux mêmes mots. Ce qui constituait un grief pour les communistes authentiques de 1920 ne peut plus en être un aux yeux des communistes dégénérés d'aujourd'hui : lesquels, comme M. Jourdain pour la prose, pratiquent en évitant de lui donner un nom, une *collaboration de classe*... sans guillemets.

Mais il est une façon encore plus efficace de nier le sens des débats de Tours : en expliquant très correctement les mobiles subjectifs de ceux qui rallierent le communisme par opportunisme, mais en taisant ce que signifiait leur manœuvre du point de vue des intérêts du prolétariat. Rappelons que, dans le parti socialiste de 1920, existait, aux côtés de la *droite* d'Union sacrée et de la gauche favorable à la III<sup>e</sup> Internationale, un centre qui au point de vue numérique jouait un rôle déterminant. Ce centre, qui avait appuyé la guerre et rejeté le défaitisme révolutionnaire de Lénine, avait opéré en 1917 un savant tournant, réclamé une « paix juste » et, paré de ce prestige pacifiste, s'efforçait de contrôler le mouvement des masses en faveur de la révolution russe et de la nouvelle Internationale.

Parlant de Cachin et de Frossard, les deux délégués qu'il avait envoyé à Moscou en vue de préparer l'adhésion du parti socialiste à l'I.C., Annie Kriegel ne fait rien de « l'arrière-pensée » qui animait ces « pèlerins » équivoques : « Partis avec l'idée de reconstruire l'unité socialiste internationale autour de Moscou — ce pourquoi on appelait les centristes « reconstructeurs » — ils sont revenus avec la certitude qu'effectivement, au prix de sacrifices qui ne leur semblaient pas intolérables, cette reconstruction était possible dans le cadre du mouvement communiste ». Pourquoi, à Frossard et à Cachin, ces sacrifices « ne semblaient-ils pas intolérables » ? Tout simplement parce qu'ils espéraient passer au travers des « 21 conditions » de Moscou. Parce qu'ils comptaient bien amener avec eux dans le nouveau parti le plus possible de droitières et, ainsi, faisant contre-poids à l'influence des bolcheviks, s'assurer une confortable autonomie dans l'Internationale. Cela l'auteur de la brochure ne songe nullement à le cacher, et ressort d'ailleurs tout au long des discours du congrès. Que signifiait alors la manœuvre de ces personnages, non pas à l'échelle de leur mesquine préoccupation de politiciens, mais à l'échelle de la lutte engagée entre le prolétariat et la bourgeoisie ? La droite du parti s'étant totalement déconsidérée, la poussée des masses vers Moscou s'avérant irrésistible, la dernière chance — *pour le capitalisme*, et non pas simplement pour le sort politique personnel des « reconstructeurs » — c'était de conserver, *par leur intermédiaire*, le contrôle des actions et luttes du prolétariat fran-

çais, laisser formellement ce prolétariat adhérer à la IIe Internationale mais conserver une chance de le voir un jour réintégrer le giron du vieux chien de garde socialiste du capital. C'est là une explication qui n'a rien de gratuit : Frossard, lorsqu'il démissionna du PCF en 1923, avoua « qu'il n'avait jamais pris au sérieux les 21 conditions », ces conditions qui imposaient précisément la rupture avec la politique servile des socialistes français.

Ce contenu social de la manœuvre du centre, Annie Kriegel ne le laisse même pas entendre. Elle nous fait simplement remarquer que les bolcheviks n'en étaient pas dupes, qu'entre eux et les « pèlerins » socialistes, il y avait non pas un *malentendu*, mais un *compromis*. Mais puisqu'il y a eu compromis avéré pourquoi ne pas l'éclairer en disant au moins un mot de ce qui fut son résultat ultime ? Car c'est là le drame de toute la IIIe Internationale et si on ne l'évoque pas, il n'est plus d'aucun intérêt d'ouvrir le « dossier de la rupture ». Quel était donc, dans la lutte du communisme international pour le contrôle des masses ouvrières en France, l'adversaire le plus dangereux ? La droite, définitivement compromise, et dont la motion à Tours ne recueillit que 400 voix contre 3 000 à la majorité ? Ou bien plutôt ce centre qui, après avoir été « défense nationale » à fond, se recouvrait de la peau d'agneau du pacifisme ? Parmi les leaders de ce centre, d'où pouvait venir le sabotage des directives de l'Internationale ? Des Paul Faure et Longuet, ouvertement démasqués lorsque le « télégramme de Zinoviev », actionnant la guillotine de la « 21e condition », vint faire rouler leur tête au milieu du parterre scandalisé de Tours ? Ou de Frossard et de Cachin qui, *tout en pensant les mêmes choses qu'eux*, tout en ayant *les mêmes conceptions*, tout en défendant *les mêmes principes qu'eux*, réunissaient, à cause du compromis, à prendre la tête du nouveau parti ?

C'est parce que l'I.C. a accepté ces hommes, et, avec eux, tout leur bagage idéologique pourri de réformistes et parlementaristes indécorables, qu'au milieu de ses revers internationaux, elle a succombé sans lutte à la contre-révolution stalinienne. Voilà pour nous ce qui devrait transparaître en filigranne derrière toutes les controverses de Tours. C'est aussi une *thèse* nous objectera-t-on. C'est *notre* thèse et nous la démontrerons plus loin en utilisant précisément les matériaux du Congrès de Tours. Pour l'instant justifions là en citant ce fait, pour nous capital : les dirigeants de l'I.C. ont été, dès 1921, *mis en garde* contre les risques que comportait leur compromis. C'est toute l'histoire du combat politique de notre courant qui découle des réserves qu'il fit auprès des dirigeants de Moscou, les avertissant que, si par malheur la poussée sociale internationale venait à faiblir, la présence dans l'I.C. des éléments centristes qu'ils y avaient acceptés serait désastreuse pour le communisme et pour le prolétariat. Mais le récit du combat de la Gauche communiste c'est en d'autres lieux qu'il convient de le faire. Bornons-nous ici, pour montrer qu'il existait dans la poignée de partisans français de la IIIe Internationale, au moins un révolutionnaire qui pensait comme nous, à citer la déclaration faite au IIe Congrès de l'I.C. par Raymond Lefebvre, trop tôt disparu. « Il se présente ce danger — disait Lefebvre — que lorsque Cachin et Frossard retourneront en France, ils ne retombent — à cause de leur passé opportuniste — dans leurs positions antérieures et se laissent imposer par la droite et par leurs propres partisans du centre, un programme minimum qui rendra toute platonique leur adhésion à l'I.C. et expose celle-ci à la menace d'une infiltration en son sein de courants opportunistes ».

Par des voies sensiblement plus complexes, mais dirigées dans le même sens, la prédiction s'est réalisée. Dès 1922 la lutte a fléchi, les insurrections ouvrières étaient écrasées, les masses perdaient leur enthousiasme révolutionnaire, les ouvriers désertaient les syndicats, l'Internationale glissait de compromis en compromis ;

tout était prêt pour que le prolétariat, battu les armes à la main en Europe occidentale, soit battu au sein même de son parti international, à la tête même de l'Etat dont ce parti tenait les rênes. Le stalinisme liquidateur put alors triompher, *passer un contrat* tacite avec tous les centristes des PC du monde, et, notamment, avec ce Cachin qui, durant toute la période précédente, avait assuré souterrainement la continuité organique, la *jonction* entre la phase où l'I.C. combattait l'opportunisme et celle où elle lui ouvrait les bras.

L'éclectisme raffiné de nos actuels « enrichisseurs » du marxisme trouvera sans doute que cet aperçu des conséquences ultimes du Congrès de Tours « n'entraîne pas dans le cadre » de la brochure que nous avons examinée. Nous sommes, en ce qui nous concerne, convaincus que toute étude historique du PCF est viciée si elle ne s'inspire pas de cette ligne directrice et que, même les débats de Tours, sans elle, deviennent indéchiffrables. Pour comprendre ce début de l'histoire du parti de Thorez, il faut en connaître la fin. Pour s'expliquer le triomphe actuel, dans ce parti, des principes que l'Internationale combattait en 1920, il faut mesurer combien son combat était insuffisamment mené.

---

## LE PROLETAIRE

notre organe mensuel

a changé de présentation. A partir de son numéro de septembre, il paraît sur 4 pages imprimées. Au sommaire du dernier numéro :

- Qu'est-ce que le prolétariat ? Que doit-il devenir ?
- Thorez au panthéon national !
- Août 1914.
- **Ce que fut en réalité le front populaire** : I. — Le programme prolétarien : révolution et non démocratie.
- Indépendance... subventionnée.
- Renault, entreprise-modèle.

Il est à peine nécessaire d'indiquer quelle importance revêt la parution de ce journal pour notre Parti, quel progrès — encore trop faible selon nos vœux, mais néanmoins indéniable — il marque, quel soutien il peut apporter à notre travail de propagande, de restauration du programme marxiste et de reconstitution de l'organisation prolétarienne.

LECTEUR, SYMPATHISANT, tu auras à cœur toi aussi de participer à cette tâche ;

AIDE-NOUS A DIFFUSER NOTRE PRESSE ;

FOURNIS-NOUS DES ADRESSES DE PERSONNES SUSCEPTIBLES DE S'Y INTERESSER : nous leur ferons un service gratuit de quelques numéros ;

ABONNES-TOI ;

SOUSCRIS !

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ; abonnement annuel : 4 F (40 FB) ; abonnement de soutien : 10 F (100 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire** et **Programme Communiste** : 12 F.

## Réunions de Lecteurs

**A PARIS, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (X<sup>e</sup>)**

le vendredi 23 octobre à 21 heures :

**COMMUNISME ET PAYS SOUS-DEVELOPPÉS**

Le vendredi 11 décembre à 21 heures :

**SI TU VEUX LA PAIX, PREPARE LA GUERRE  
DE CLASSE**

---

---

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.  
Aide-nous en apportant ta contribution à notre presse. Ecris-nous, abonne-  
toi, souscris.

Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22  
Marseille.

---

---

DIRECTEUR-GERANT  
**F. GAMBINI**

adresser toute correspondance à :  
« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert  
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19<sup>e</sup>  
C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille